

Représailles de la marine américaine et défaite militaire à Fao

L'Iran a subi deux graves revers dans le Golfe et sur le front irakien

Des signes de fatigue...

Est-on devant un tournant de la guerre du Golfe ? Il est sans doute trop tôt pour répondre, mais les derniers jours ont été particulièrement difficiles pour l'Iran. Conformément à ce que pouvait laisser prévoir un rapport de forces particulièrement défavorable, la marine iranienne — ou plutôt ce qu'il en reste — est sortie mal en point des affrontements qui l'ont opposée, lundi 18 avril, à l'US Navy, puis qu'elle a perdu trois des frégates qui lui restaient. Dans le même temps, les forces américaines ont porté un coup au « nerf de la guerre » iranien, c'est-à-dire à la production de pétrole, en détruisant deux plates-formes servant aussi de bases militaires, en représailles à la reprise par l'Iran du minage des eaux du Golfe.

Les Iraniens, dont le comportement dans cette affaire a été passablement suicidaire, n'ont eu d'autre recours que de s'en prendre à des objectifs civils, c'est-à-dire à des bâtiments de commerce et une plate-forme de l'émirat de Charjah. Vont-ils poursuivre dans cette direction ? C'est la question qui se pose aux dirigeants de Téhéran, et à laquelle ils n'avaient pas encore répondu mardi en fin de matinée, au moment où ils ont annoncé la « complète interdiction » de la navigation internationale dans le golfe persique, sous peine de représailles.

On peut comprendre la perplexité de Téhéran lorsque l'on sait que l'Iran a enregistré dimanche et lundi, sur terre, cette fois-ci, l'un de ses plus graves revers militaires depuis le début de la guerre avec l'Irak. Il se confirme en effet que les troupes iraniennes ont dû évacuer une bonne partie de la presqu'île de Fao, enlevée après de très durs combats en 1986 et qui constitue pour Bagdad, son seul débouché sur le Golfe.

Cet échec doit être d'autant plus préoccupant pour Téhéran qu'il coïncide, selon de nombreux témoignages, avec une sérieuse baisse de moral non seulement chez les combattants, mais aussi parmi la population de l'arrière, fortement traumatisée par une guerre des villes dont le bilan serait beaucoup plus élevé qu'on veut bien le reconnaître. Peu de cités iraniennes seraient épargnées par les missiles d'origine soviétique qu'emploie l'Irak. La guerre s'élargit ainsi à tout un peuple. Elle désorganise complètement ce qui restait d'économie alors qu'elle ne concernait jusqu'à présent que la fraction la plus déshéritée et la plus religieuse de la population.

Toutes ces difficultés inciteront-elles Téhéran à accepter enfin une issue honorable à sa guerre avec l'Irak ? Rien n'est moins sûr, à voir la détermination avec laquelle l'ayatollah Khomeiny entend mener jusqu'au bout sa croisade contre le président irakien Saddam Hussein. C'est d'ailleurs cette résolution obstinée qui rend quelque peu dérisoires les analyses sur les divisions qui régneraient à Téhéran. Celles-ci n'ont pas, en effet, survécu jusqu'à présent à quelques mots de l'Imam.

Alors ? Alors, il faut sans doute s'attendre à davantage de sang et de larmes, dans cette guerre qui a déjà fait plus d'un million de morts. Les signes de fatigue que manifeste l'Iran ne suffisent pas à annoncer le triomphe de la raison.

L'Iran vient de subir deux revers, l'un dans le Golfe, l'autre sur le front irakien. Deux plates-formes ont été détruites lundi 18 avril par six navires de l'US Navy, et trois navires coulés ou sévèrement endommagés, après qu'ils eurent tiré sans résultats contre les bâtiments américains. L'US Navy continuait à rechercher, mardi, un hélicoptère porté manquant.

D'autre part, l'Irak aurait reconquis la presqu'île de Fao, occupée depuis deux ans par les Iraniens.

WASHINGTON
de notre correspondant

Après six mois de répit dans le Golfe, la marine américaine se retrouve brusquement dans le feu d'une action qui a pris en quelques heures des proportions tout à fait inattendues. Mais, loin de s'alarmer des risques de dérapage, de craquer les réactions d'un adversaire aussi imprévisible que l'Iran, le monde politique américain affiche une étonnante sérénité, et une rare unité. Le Congrès approuve l'action de la



Maison Blanche, et même les candidats démocrates à la présidence acquiescent ou restent cois : comme si, comme au bon vieux temps, l'Amérique était sûre de sa force et de son bon droit, face à un adversaire militairement surpassé et moralement déconsidéré.

Selon la version des faits donnée à Washington, les États-Unis n'avaient d'autre intention que de dissuader l'Iran de poursuivre le mouillage de nouvelles mines dans le Golfe. L'une de ces mines avait assez gravement endommagé, jeudi 14 avril, une frégate

américaine, et dès le lendemain le président Reagan avait décidé du principe de représailles limitées, laissant aux responsables militaires le soin d'étudier différentes options.

Dimanche soir, revenu à Washington après son traditionnel week-end à Camp David, le président a réuni ses principaux collaborateurs, et a retenu une solution très proche de celle qui avait été adoptée en octobre dernier.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

Les conséquences du meurtre d'Abou Jihad

Le dilemme de Yasser Arafat

PAGE 3

Boeing koweïtien : l'impasse

Les négociations se poursuivent

PAGE 3

Polémique sur le parc de Passy

Quand un jury fait l'âne

PAGE 15

La mort de Pierre Desproges

« Étonnant, non ! »

PAGE 16

Les stages du « Monde Campus »

PAGE 6

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Cancer : la polémique sur les fonds privés

Nucléaire : un simulateur pour les états d'urgence

Pages 19 à 21

Le sommaire complet se trouve en page 32

L'échéance de 1992 et le programme des candidats à l'Elysée

L'Europe, bien sûr... Politique économique, prudence !

La France semble devenue européenne. Nul ne peut plus prétendre accéder à la présidence sans proclamer sa foi dans la construction communautaire, et l'on sert de l'Europe à tour de bras à des électeurs, pourtant répatés ne se déterminent qu'en fonction de considérations de politique intérieure.

Peu importe après tout ce qui fut à l'origine de cette récente conversion. Moins l'idéal sans doute que le volontarisme des dirigeants ou que le sentiment de la nécessité dans une France morose, consciente de ne pouvoir trouver en elle seule le sésame salvateur. L'Europe, au demeurant, s'est faite progressivement plus crédible, plus concrète, et s'est mise à exister au-delà de ces réunions au sommet qui se perdent encore dans d'inséparables mais bien rébarbatives querelles de boudoir. Qui a entendu parler d'Atiane, d'Barika, du tunnel sous la Manche, du futur réseau ferroviaire à grande vitesse, ou encore de la saga des OPA trans-européennes ? Le Vieux Continent est devenu le terrain de nouvelles odyssées technologiques et financières. M. Jacques Delors, dans son cabinet bruxellois, est, en outre, la gentille idée d'affecter d'emblée une date à un projet qui, sans cela, aurait pu rester pendant longtemps au stade du discours, et

qu'on ne désigne plus aujourd'hui par son millésime : « 1992 ». Il n'en fallait pas plus pour frapper les esprits. Un butoir était fixé — fût-il en fait largement arbitraire et symbolique — qui allait donner prise aux curiosités, aux interrogations, à l'inquiétude, mais aussi à l'engouement.

L'échéance 1992 est, pour tous les présidentiables, « la grande affaire » du prochain septennat, mais bien malin qui pourrait, à partir des seuls discours de campagne, se faire une idée de la plus ou moins grande crédibilité de tel ou tel. C'est en termes d'image que les trois candidats les mieux placés se différencient sur l'Europe, plus que par leurs programmes. Cette image, deux d'entre eux se la sont forgée dans l'action : M. Mitterrand, sans changer de cap, depuis sept ans ; M. Chirac depuis 1986, et ce ne sera pas le plus négligeable effet de la cohabitation que d'avoir tiré le RPR vers des convictions européennes qui n'étaient pas jusque-là les siennes.

La question a surgi dès le changement de gouvernement en 1986, avec le débat au Parlement sur la ratification de l'Acte unique (révision du traité de Rome).

HENRI DE BRESSON
et CLAUDE TREM.

(Lire la suite page 6.)

Quels sont les idées et les projets des principaux candidats à l'élection présidentielle en matière économique et sociale ? MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et François Mitterrand ont répondu aux questions du Monde. Réponses intéressantes par les rapprochements qu'elles suggèrent au-delà des clivages droite-gauche ou par les différentes analyses qu'elles révèlent au sein de la droite.

Sur la Sécurité sociale, les trois candidats sont unanimes : le régime de prévention sociale est un acquis important auquel il ne faut pas toucher même si M. Barre estime qu'il sera nécessaire de compléter le système de répartition actuel par de l'épargne personnelle à long terme. Le salaire minimum suscite la même unanimité : aucun candidat ne propose de le réformer, ce qui est rassurant sur le plan social mais un peu étrange sur le plan économique quand on sait les critiques qui sont faites au SMIC par de nombreux experts de droite comme de gauche. Les candidats ont-ils, sur ce point, bien dit tout ce qu'ils pensent ?

Unanimité encore sur les rémunérations des salariés dont chacun trouve qu'elles doivent tenir compte des performances des entreprises comme de celles des travailleurs.

Convergences entre les candidats de droite pour penser qu'une progression du pouvoir d'achat est possible et pour souhaiter — très vivement — la poursuite des privatisations même si les modalités de vente et de répartition du capital des entreprises publiques doivent être diversifiées selon le député du Rhône qui avait critiqué les pratiques du gouvernement Chirac en la matière. De même les deux candidats de droite sont-ils décidés à poursuivre la réduction de l'impôt sur le revenu — ce à quoi M. Mitterrand se refuse — et rejettent-ils catégoriquement tout impôt sur les grandes fortunes. M. Barre va plus loin quant à l'imposition du capital, puisqu'il envisage la suppression totale des droits pour la transmission directe des patrimoines restant dans l'entreprise.

Plus surprenantes sont les convergences d'analyses que révèlent les réponses faites par MM. Barre et Mitterrand : extrême importance attachée au Marché unique européen et à l'harmonisation des taux de TVA avec, à l'horizon, la création d'une fédération des banques centrales ; priorité donnée à la stimulation des investissements par des aides spécifiques... Les choix des deux candidats sont éloquentes : MM. Barre et Mitterrand placent

dans leurs trois premières réponses la compétitivité et le commerce extérieur, l'Europe, la formation et l'emploi.

D'une façon générale, les trois principaux candidats font preuve d'une certaine prudence comme si l'exercice du pouvoir avait — au-delà des grandes déclarations d'intention — rapproché les points de vue : les difficultés de la période 1981-1983, le krach boursier d'octobre dernier et la grande peur qu'il a fait naître ont forcé les uns et les autres à appréhender avec plus de modération les réalités et à largement effacer l'importance des idéologies.

Reste que la réalité est diversement appréciée : le pessimisme de M. Barre, qui pense que la France continue de prendre du retard malgré les quelques progrès accomplis ces dernières années, est en opposition radicale avec l'optimisme de M. Chirac, qui estime que nous sommes en train de rattraper nos concurrents étrangers.

Entre les deux, M. Mitterrand ne dit mot. Si ce n'est pour avancer l'idée que l'économie française est actuellement en meilleur état qu'elle n'était en 1981.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire les réponses de MM. Barre, Chirac et Mitterrand pages 12 et 13.)

Lire également

Le président de Franche-Comté admet avoir passé un « accord-programme » avec le Front national
Le message de Marseille par Philippe Boggio
M. Mitterrand a-t-il trouvé ses marques et ses relais par Laurent Greilsamer
Pages 8 à 11

« DÉBATS »

Science et sondages, par Patrick Champagne. L'écologie politique, par Michel Maffesoli.
Page 2

ARTHUR MILLER
Au fil du temps
Une vie
"Un chef-d'œuvre"
Catherine David / Le Nouvel Observateur

ARTHUR MILLER
Au fil du temps
Une vie
GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,80 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

صكذ من الاجل

olitique

Les réactions à l'assassinat de Abou Jihad

Le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, ne se rendra pas en Syrie pour les obsèques d'Abou Jihad, numéro deux de la centrale palestinienne, assassiné samedi 16 avril à Tunis, a annoncé M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Arafat. La dépouille mortelle d'Abou Jihad devait être transférée mardi

19 avril à Damas, où les obsèques auront lieu mercredi au camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk.

A Gaza, une Palestinienne de vingt-six ans, mère de six enfants, a été tuée lundi par balles. Un peu plus tôt, un jeune Palestinien avait également été tué par l'armée israélienne dans le sud

du territoire. Ces deux morts — qui portent à plus de cent cinquante le nombre de tués depuis décembre — sont intervenues au troisième jour de deuil décrété après l'assassinat d'Abou Jihad. La mobilisation restait importante lundi dans les territoires occupés, quasi interdits à la presse. En dépit des mesures de couvre-feu qui continuent à

leur domicile près de trois cent mille personnes, des manifestations ont eu lieu en divers points de Cisjordanie et à Gaza. D'autre part, le maire de Naplouse, M. Hafez Toukan, a annoncé son intention de démissionner, décision qui pourrait entraîner une cascade de départs parmi les maires des grandes villes de Cisjordanie.

Le dilemme de M. Yasser Arafat : faire le gros dos ou relancer des attentats antijuifs dans le monde

JÉRUSALEM
de notre envoyé spécial

Le doute n'est plus permis : Israël a bien tué Khalil Al Wazir, alias Abou Jihad, chef militaire et numéro deux du Fatah. S'ajoutant aux éléments recueillis par les enquêteurs tunisiens, un faisceau convergent de faits, de brèves d'informations, de « petites phrases », d'interprétations officieuses et de rappels historiques a contribué, lundi 18 avril, en Israël même, à dissiper les derniers scrupules de ceux qui, rares il est vrai, hésitent encore, contre toute évidence, à imputer clairement à l'État hébreu la responsabilité de l'assassinat du plus proche collaborateur de M. Yasser Arafat.

L'affaire
de Limassol

« Justice a été faite au nom des victimes juives et arabes tuées en Eretz Israël » (expression qui, dans le vocabulaire de la droite israélienne, désigne l'État hébreu et les territoires occupés), a déclaré M. Ariel Sharon, ministre du Commerce et de l'Industrie. « L'opération de Limassol est très importante. Depuis des années, le régime qu'il faut éliminer les chefs des organisations terroristes », a ajouté l'ancien patron de l'armée israélienne, sans évidemment confirmer ni démentir officiellement le rôle de son pays dans le meurtre d'Abou Jihad.

Les propos de M. Sharon — le plus fervent croisé depuis toujours de la lutte antiterroriste — appellent une première remarque : l'opération de Limassol constitue une entorse à la ligne de conduite du gouvernement de Jérusalem selon laquelle l'élimination physique des têtes responsables politiques de l'OLP ne représente pas un objectif prioritaire. « Faut-il tuer Yasser Arafat ? » Au fil des ans, la question fut souvent débattue par les experts israéliens sans que une réponse catégorique s'imposât. Ceux-ci soulignaient notamment les risques de voir surgir à la tête de l'OLP un héritier plus coriace ou plus irresponsable.

Certes, M. Sharon tenta vainement, lors du siège de Beyrouth en 1982, de provoquer la mort de M. Arafat. Mais s'il réclamait si fort

depuis lors la tête des chefs de l'OLP, c'est aussi parce qu'on ne l'écouterait guère. Les dirigeants israéliens ont, en effet, toujours hésité à s'engager à fond dans une vendetta systématique contre les membres du comité exécutif de l'OLP, la jugeant à la fois vaine et dangereuse puisqu'elle serait prétexte à une relance de par le monde d'un cycle sans fin d'attentats antijuifs.

Ces réticences ne concernaient évidemment pas les organisateurs ni les auteurs d'actes terroristes, poursuivis sans relâche par les services spéciaux israéliens. Le dernier en date des épisodes de cette guerre de l'ombre avait eu lieu il y a deux mois lorsque, dans le port cluyoté de Limassol, le Mossad fit exploser la voiture piégée de l'un de ses pires ennemis, Bassam Sultan El Tammil. Cet homme de confiance d'Abou Jihad, âgé de trente-cinq ans, fut tué sur le coup avec deux de ses adjoints. On crut tout d'abord, et par erreur, que cette attaque était liée à l'opération du « bateau du retour » préparée à l'époque par l'OLP.

En fait, la victime était dans la ligne de mire du Mossad depuis des années. Sous le patronage d'Abou Jihad, il commandait la plus secrète des cellules d'actions de l'appareil clandestin du Fatah baptisée Comité 77. Il avait notamment organisé le meurtre de six étudiants juifs à Hébron en 1983 et, après avoir créé un réseau d'islamistes au sein du Fatah, l'attentat sanglant près du Mur des lamentations en octobre 1986. Depuis cette date, sa tête était mise à prix. Abou Jihad lui rendit un bref hommage funèbre sur les ondes de la radio de l'OLP à Bagdad.

Un scénario similaire semble avoir conduit à l'assassinat du numéro deux de l'OLP. La décision de l'éliminer, a-t-on appris de bonne source, lundi 18 avril, fut prise au lendemain de la prise d'otages, le 7 mars, dans un autobus, qui fit trois morts israéliens près de Dimona dans le désert du Néguev. L'attaque avait été revendiquée avec éclat par le commandement militaire de l'OLP et fut ressentie en Israël comme une provocation. Puisque Abou Jihad se targuait des opérations terroristes, estimait-on à Jérusalem, il n'était pas question de le ménager, fût-il un personnage politique. Sans doute le premier ministre,

M. Shamir, accepta-t-il, sans trop se faire de violence, l'idée d'éliminer Abou Jihad. Le ministre de la Défense, M. Rabin, à la recherche d'un succès au moment où son autorité était quotidiennement contredite par le soulèvement palestinien dans les territoires occupés, fut facilement convaincu. Quant à M. Péro, le numéro un travailliste, il n'avait ni les moyens ni peut-être la volonté de contrecarrer ce projet.

Mossad et nageurs
de combat

La responsabilité logistique de l'opération incombait au Mossad et à un tandem militaire particulièrement compétent en matière de contre-terrorisme : le général Dan Shomron, chef d'état-major de l'armée, et son adjoint, le général Ehad Barak. Le premier dirigea, en juillet 1976, l'audacieux raid sur Entebé, le second commanda, pendant trois ans, les services de renseignements militaires. Techniquement, l'assassinat d'Abou Jihad rappelle de manière frappante l'opération menée à Beyrouth le 9 avril 1973 contre les dirigeants de Septembre noir et qui fit une quinzaine de morts, dont Kamel Adwan — le prédécesseur d'Abou Jihad — et ses deux adjoints (aucun d'eux, malgré l'importance de leur rôle « militaire », n'avait la stature ni la légitimité politique d'Abou Jihad). Détail peu connu : le général Barak avait personnellement participé à l'opération de Beyrouth.

Comme en 1973, le commando de Tunis comprenait une trentaine de membres d'une unité d'élite de l'armée, dont aurait fait partie, cette fois, une équipe de nageurs de combat ; il est arrivé et reparti par voie maritime. Comme en 1973, il fut « accueilli » par plusieurs complices — trois, semble-t-il — arrivés plus tôt en Tunisie sous l'apparence d'innocents touristes munis de faux passeports. On refusa ici le témoignage faisant état de la présence parmi le commando d'une femme chargée de filmer la scène du meurtre. Une incertitude : les attaquants ont-ils, comme à Beyrouth, en 1973 puis en 1982, lors de la saisie des archives palestiniennes, emporté avec eux de précieux documents ? On juge ici l'hypothèse très plausible.

Aucun doute, en revanche, sur l'interprétation de l'opération de

Tunis. En tuant Abou Jihad, les dirigeants de Jérusalem ont d'abord voulu faire comprendre à l'OLP que l'armée israélienne, si elle fut étonnée et désemparée en Cisjordanie et à Gaza par l'intensité d'un soulèvement qui l'oblige à des tâches de maintien de l'ordre ni familières ni exaltantes, reste au sommet de son art lorsqu'elle mène ses actions favorables — coups de main ou opérations ponctuelles — où elle combine à son avantage la qualité de ses renseignements, l'effet de surprise et le professionnalisme de ses soldats.

Autre objectif d'Israël : rappeler à l'OLP et aux Palestiniens de l'intérieur à quel point celle-ci reste vulnérable, en proie aux infiltrations d'agents ennemis et incapables de protéger durablement la vie de ses plus hauts dirigeants. A en juger par l'apparent accomplissement de M. Arafat et l'insécurité des Palestiniens des territoires, le meurtre d'Abou Jihad a porté au mal de tous un coup très dur. Le chef de l'OLP, estime-t-on ici, s'en trouve affaibli.

Un adjoint
difficilement remplaçable

Car M. Arafat a perdu en Abou Jihad un adjoint difficilement remplaçable même si les deux hommes étaient récemment entrés en conflit par combattants interposés au Liban sud. Personnage solide et sérieux, symbole de la continuité, Abou Jihad, mieux que personne, savait « tenir la boutique » pendant les nombreuses absences de M. Arafat. Il est donc probable qu'il n'aura pas dans l'immédiat de véritable successeur.

L'assassinat d'Abou Jihad place M. Arafat devant un sérieux dilemme : ou bien il fait le gros dos, laisse Israël empêcher tous les dividendes de l'opération, ou bien il décide de renouer avec le terrorisme en dehors d'Israël et des territoires en retenant la trêve qu'il avait lui-même annoncée au Caire en novembre 1985 après le détournement de l'Achille-Lauro. Mais, dans ce cas, il ternirait de nouveau l'image de marque du mouvement palestinien que quatre mois de révoltes dans les territoires ont amplement contribué à restaurer.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La Tunisie porte plainte contre Israël au Conseil de sécurité

Tunis (AFP). — Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a décidé, lundi 18 avril, de porter plainte contre Israël après qu'une commission d'enquête ait prouvé l'implication de l'État hébreu dans l'assassinat d'Abou Jihad, numéro deux de l'OLP, a-t-on annoncé de source officielle tunisienne. Le président tunisien a décidé de saisir le Conseil de sécurité après avoir reçu lundi les membres de la commission d'enquête qu'il a constituée samedi après l'assassinat du dirigeant palestinien. La décision tunisienne a été communiquée lundi aux ambassadeurs des pays membres permanents du Conseil de sécurité par M. Mahmoud Mestiri, ministre des affaires étrangères. Au cours de cette entrevue, M. Mestiri a souligné la « détermination de son pays à faire en sorte qu'Israël ne récidive plus dans ses actes de terrorisme sur le sol tunisien ». Il a également demandé aux diplomates « d'appuyer la juste cause de la Tunisie au sein du Conseil de sécurité afin que celui-ci prenne les mesures concrètes et adéquates, susceptibles de mettre fin au terrorisme d'État israélien ».

C'est la seconde fois que le Conseil de sécurité de l'ONU est saisi d'une plainte tunisienne contre Israël. La première remonte au 1^{er} octobre 1985 à la suite du raid israélien contre le quartier général de M. Yasser Arafat, près de Tunis. Cette opération avait fait cent cinquante-six victimes palestiniennes et tunisiennes.

Le gouvernement français exprime sa « consternation »

L'ambassadeur de France en Tunisie, M. Jean Bresson, a été chargé de faire savoir à l'OLP la « consternation du gouvernement français » après l'assassinat, samedi 16 avril à Tunis, d'Abou Jihad, principal chef militaire de l'organisation palestinienne. M. Bresson a été reçu dimanche par M. Farouk Kadoumi, chef du département politique (affaires étrangères) de l'OLP, qui a dit avoir été très sensible à cette démarche.

Le gouvernement français, selon le message verbal transmis par M. Bresson, « déplore tous les actes de violence qui constituent un obstacle à l'apaisement des tensions et sont de nature à entraver le dialogue et le processus de paix au Proche-Orient ».

Le gouvernement américain a précisé, lundi, sa réaction en qualifiant d'« assassinat politique » l'attentat dont a été victime Abou Jihad. M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a affirmé que les États-Unis ne disposent d'aucune information sur les auteurs de cet acte, qui aurait été réalisé par les services secrets d'Israël. « Les États-Unis condamnent cet acte (...) La violence n'est pas la solution aux problèmes du Proche-Orient », a-t-il déclaré, ajoutant que le gouvernement américain n'était en rien mêlé à cet assassinat.

Interrogé sur les conséquences de cet événement sur l'initiative de paix du secrétaire d'Etat George Shultz (qui paraissait déjà dans l'impasse) M. Redman a réaffirmé la volonté

Selon les résultats de l'enquête tunisienne rendus officiellement publics lundi, le commando israélien qui a tué Abou Jihad « disposait d'un arsenal technologique très sophistiqué, dont un avion militaire qui a servi à brouiller les communications téléphoniques de la bourgade de Sidi-Bousaid où résidait Abou Jihad ».

Un mystérieux
Boeing

Selon l'enquête, l'avion militaire israélien, « un Boeing-707 dont le numéro de matricule est le 4X977, a été signalé vers 1 h 44 samedi (10 h 44 GMT), non loin des côtes tunisiennes, à quelque 55 kilomètres de l'espace aérien tunisien. L'appareil, toujours selon l'enquête, est demeuré dans le couloir aérien international de manière à ne pas s'exposer aux forces aériennes tunisiennes ».

M. Ben Ali, qui a « vigoureusement condamné la violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité de la Tunisie », a recommandé de « reconnaître le dispositif de sécurité actuel et de renforcer les unités affectées à la protection des membres de la direction palestinienne hôte de la Tunisie ». Il a, par ailleurs, réaffirmé l'appui de son pays à la lutte du peuple palestinien sous la direction de l'OLP.

Le président tunisien a également chargé le ministre de l'Intérieur, M. Habib Ammar, et M. Hamed Karoui, directeur du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti au pouvoir), d'accompagner jusqu'à Damas la dépouille mortelle du dirigeant palestinien et de le représenter à ses funérailles.

de Washington de poursuivre le processus de paix. Mais, il a ajouté que le genre de violence illustrée par l'assassinat du leader palestinien ne contribuait pas à une solution aux problèmes de la région. M. Redman a enfin refusé de répondre directement à un journaliste lui demandant si Washington considérait l'assassinat d'Abou Jihad comme un acte terroriste.

Le Hezbollah, qui regroupe des intégristes libanais pro-iraniens, dans un communiqué publié à Beyrouth « condamne vigoureusement le crime en dépit des divergences politiques avec l'OLP ». Le Hezbollah invite, en outre, l'OLP à « réviser sa politique actuelle, à rejeter les négociations avec les sionistes et à poursuivre la lutte armée avec plus de sérieux et d'efficacité ».

D'autre part, le chef de l'organisation palestinienne Fatah-Conseil révolutionnaire, Abou Nidal a promis à la veuve d'Abou Jihad qu'il vengerait son mari assassiné. Un des plus farouches dissidents du mouvement palestinien Abou Nidal a été condamné à mort par le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. (AFP, Reuters).

M. Mendès France : « Un acte suicidaire »

A la suite de l'assassinat d'Abou Jihad, M. Marie-Claire Mendès France nous a adressé le texte suivant :

L'idée d'un attentat terroriste me fait horreur.

C'est un geste odieux et lâche, qui ne peut en aucun cas être fomenté par des leaders véritablement responsables. Je ne pouvais pas imaginer qu'Israël, même en représaille d'un acte de ce genre commis sur son sol, répondrait par un acte aussi suicidaire et aberrant que d'assassiner un leader palestinien de premier plan tel Abou Jihad, de surcroît en Tunisie, pays ami s'il en est un. Un tel acte ne peut que relancer la violence et la colère dans les territoires occupés, creuser davantage le fossé entre les deux communautés et entretenir la haine, la peur et le désespoir. Lors de l'attentat de Dimona, j'ai condamné cet acte de la même manière, en faisant parvenir au plus haut niveau de responsabilité de l'OLP mon indignation.

Aujourd'hui commence le Ramadan. Cette semaine est la quarantième anniversaire de l'État d'Israël. Et je ne sais pas prier. Mais personne ne m'empêchera de hurler, même dans le désert : « Assez ! Le sang n'a que trop coulé ! »

Le détournement du Boeing koweïtien

L'impasse demeure malgré d'intenses négociations

ALGER
de notre correspondant

Présenté par les pirates de l'air comme étant le « membre de la famille royale du Koweït », l'un des passagers du Boeing-747 retenu en otage depuis deux semaines — six jours sur l'aéroport d'Alger — a lancé, lundi 18 avril, à la radio un pathétique appel pour « la libération des dix-sept prisonniers » de Koweït. La voix, à peine audible, d'un homme à bout, brisé nerveusement, a suscité l'émotion de tous.

Il semble toutefois que l'on soit passé à côté de quelque chose, lundi soir, et qu'un tel appel ne soit attendu par les Algériens, en cette veille de Ramadan, n'a pas été fait. Pourtant, les désirs des pirates sont pris en considération. Les négociations algériennes s'accroissent à la poursuite de leurs demandes. Ils ont même vu le Koweït qu'ils réclament, en deux livraisons de 2,5 tonnes.

Tout est fait, en tout cas, pour que le détournement de cette tragédie intervienne à Alger ou, pour le moins, à partir d'Alger. Les pressions sont fortes sur les négociateurs du président Chadli, à qui l'émir du Koweït a demandé personnellement, au cours de leurs contacts téléphoniques des jours passés, de considérer les otages comme des « fils de l'Algérie ». Le roi Fahd d'Arabie saoudite abonde dans le même sens et les pays occidentaux aussi. L'essentiel est d'obtenir des Algériens que l'aviation ne quitte pas la piste sur laquelle il est peut-être bloqué une semaine.

En l'état actuel des choses, chacun sait bien que l'Algérie ne laissera pas l'aviation quitter son sol sans avoir obtenu l'assurance que la vie des otages ne sera plus menacée : voilà le véritable souci des Algériens.

qui n'ont jamais pris en compte la moindre demande d'extradition formulée par les États-Unis, par exemple à l'encontre des terroristes, l'assassinat d'Abou Abbas ou Abou Nidal, qui s'étaient régulièrement à Alger, Hassan Iz Al Dina, qui aurait tué l'un des otages américains dans l'avion de la TWA détourné en 1985, ou Imad Mughniyah, qui, selon certaines sources, se trouveraient trois fois à bord du 747 koweïtien, Mughniyah pouvant bien se cacher derrière le pseudonyme de « Djihad », le chef du commando monté dans l'avion à Meshed, selon des sources arabes (le Monde 16 avril).

D'autres interventions, comme celles des Français, soucieux de préserver les otages du Liban en même

temps que le Boeing du Koweït Airways, en raison des menaces proférées par le Jihad islamique, n'ont pas pu de manière efficace dans la décision algérienne d'accueillir l'aviation, en dépit de ce qu'aurait pu laisser croire la présence à Alger, ces derniers jours, d'émisaires de M. Pasqua. Il est vrai qu'ils sont ici en pays de connaissance. Aucun de ceux qui traitent le dossier des otages français ne fait le voyage à Beyrouth, Damas ou Téhéran, sans passer préalablement par Alger où il est relativement aisé de s'entretenir avec des personnalités influentes au Proche-Orient, notamment Abou Nidal, que M. Marchiani est venu rencontrer il y a plusieurs semaines pour essayer de trouver une solution au problème posé par les otages du Silco.

Il n'est pas exclu non plus que le drame vécu par les passagers du 747 du Koweït Airways se dénoue finalement au Proche-Orient. Des sources arabes font état de conversations téléphoniques entre l'émir du Koweït et le président syrien, M. Hafez El Assad, pour inciter celui-ci à accepter l'atterrissage de l'aviation à Beyrouth, où les passagers pourraient être libérés et le commando s'évaporer dans la nature. Il semblerait que chacune des parties, algérienne et koweïtienne, cherche à obtenir, en ce moment, des assurances syriennes pour exclure le risque de voir l'aviation koweïtienne recommencer le même périple que celui de la TWA il y a trois ans.

FREDERIC FRITSCHER.



DANIEL SIBONY Avec Shakespeare

« Bien que brillant, séduisant, intelligent, ce livre va très loin comme tout ce qu'écrivit Sibony. C'est peut-être bien que la presse pressée n'en parle pas, ça la protège, et ça la protège aussi, autrement. »

Philippe Sollers.

« Les livres de Sibony — dont voici quatre cette année — sont d'une richesse de pensée et de vie assez rare. »

J.T. Desanti

« Qua vous soyez proche du théâtre et de Shakespeare ou pas, il vous faut lire le livre de Sibony : vous y verrez comment on peut penser fortement ce que les scènes de nos vies ont de plus obscurément évident. Avec Shakespeare ou comment Shakespeare semble avoir écrit certaines de ses pièces avec Sibony. »

Daniel Mesguich

Collection « Figures » dirigée par Bernard-Henri Lévy

GRASSET

هكذا من الاجل

Am
PAGE 4
Constal

! Constable

The map shows the Persian Gulf region, including the Arabian Peninsula and the surrounding waters. Key locations marked include:

- Bagdad** (Iraq)
- Téhéran** (Iran)
- Bagdad Khourramchah**
- Abadan**
- Bander Khouz**
- Chiraz**
- FAG** (Fahak)
- SKOWEIT** (Kuwait)
- Ormy**
- Bocha**
- SASSAN** (Persian Gulf)
- Bandar Abbas**
- Manama**
- BAHREIN**
- QATAR DOHA**
- ABOU DHABI**
- RYAD** (Arabie Saoudite)
- ARABIE SAOUDITE**
- EMIRATS ARABES UNIES**
- MASCATE**
- OMAN**
- Strait of Hormuz** (Détroit d'Ormuz)
- Persian Gulf** (Mer Persique)
- Arabian Sea** (Mer Arabe)
- Indian Ocean** (Océan Indien)

A scale bar at the bottom indicates distances up to 300 km.

END

Amériques

NICARAGUA : fin de la rencontre entre la Contra et le gouvernement Constat d'échec sans rupture

MANAGUA
de notre correspondant
en Amérique centrale

A l'issue de trois jours d'intenses négociations, organisées pour la première fois dans la capitale nicaraguayenne, les représentants du gouvernement sandiniste et la Contra se sont séparés le lundi 18 avril sur un constat d'échec, tout en réaffirmant leur souhait de parvenir rapidement à un accord de paix. Dans un communiqué commun, les deux parties reconnaissent que les conversations leur ont permis de mesurer « de manière franche et directe les différents points de vue à propos de l'application des accords signés le 25 mars à Sapoa ». Un nouveau rendez-vous a été prévu pour les trois prochains jours d'avril à Managua.

C'était trop beau pour résister au premier coup. Les cinquante délégués de la Résistance nationale (RN) étaient arrivés le 15 avril à Managua. Ils espéraient être accueillis en héros par une population épuisée par sept ans de guerre et de plus en plus hostile au régime sandiniste. Mais à peine trois cents personnes furent autorisées à se déplacer pour les accueillir. Puis ils furent confinés dans un hôtel de luxe, situé près de l'aéroport. « Nous avons été séquestrés comme dans un camp de concentration et nous n'avons pas pu rencontrer nos amis de l'opposition », (les partis légaux), a déclaré M. Amador Ferrer, un des cinq membres de la direction de la Contra. Le gouvernement a cependant autorisé deux déplacements, l'un dans les locaux du quotidien d'opposition, la Presse, et plusieurs centaines de personnes ont accueilli les représentants de la Contra.

Les négociations sur les modalités du cessez-le-feu ont porté sur plusieurs points, en particulier sur le processus de ravitaillement des insurgés après leur regroupement dans sept zones. Au-delà des détails, certes compliqués, qu'il reste à négocier, les divergences entre les deux camps sont avant tout idéologiques, et donc difficilement surmontables.

« Les sandinistes veulent que nous déposions les armes sans avoir négocié au préalable un processus de démocratisation », affirme M. Adolfo Calero, le principal dirigeant de la Contra. Les sandinistes rétorquent que les insurgés pourront participer au dialogue politique avec des autres partis légaux. Proposition évidemment inacceptable pour les rebelles qui ne font aucune confiance aux sandinistes pour respecter leurs engagements une fois qu'ils ne seront plus soumis à la pression militaire.

Le discours prononcé lundi soir par le président Daniel Ortega, au moment même où l'aviation des dirigeants de la Contra se préparait à décoller, a permis de mesurer la distance qui sépare encore les adversaires. Devant une foule importante rassemblée place de la Révolution, M. Ortega a tenté d'expliquer, sur un ton très peu conciliant, pourquoi il serait moins coûteux de négocier la paix maintenant que de « continuer la guerre jusqu'à la liquidation complète des contras ». Il a appelé les rebelles à libérer les « paysans séquestrés » qui combattent dans leurs rangs. « Dans le cas contraire, s'il y a un cessez-le-feu, nous ne relâcherons pas les prisonniers », a déclaré un dirigeant de l'opposition légale, M. Carlos Escobar. Il s'agit d'un « chantage odieux en totale contradiction avec les engagements pris par le gouvernement ».

Derrière les propos amers tenus par certains représentants des deux camps, il y a cependant une bonne dose de réalisme. « La lune de miel de Sapoa est terminée », affirme un dirigeant des rebelles, M. Alfredo Cesar. « C'est désormais le temps des concessions et c'est pourquoi les choses sont plus difficiles ». Plus pessimiste, le major Ricardo Wheelock, répond en écho : « Il est difficile d'imaginer que la guerre puisse se terminer en quelques jours de sable. Dans le cas du Vietnam, les négociations ont duré neuf ans et dans le cas de l'Afghanistan, six ans ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Europe

RFA

Polémique entre le gouvernement fédéral et un évêque est-allemand

BONN
de notre correspondant

Un évêque protestant de République démocratique allemande, Mgr Gottfried Forck, a accusé, le vendredi 15 avril, le gouvernement de Bonn d'avoir passé un accord secret avec les autorités de Berlin-Est fixant des quotas de citoyens de la RDA autorisés à s'établir en République fédérale. L'évêque, qui appartient au diocèse de Berlin-Brandebourg, le plus remuant d'Allemagne de l'Est, va jusqu'à affirmer que ce nombre aurait été fixé à mille deux cents personnes par trimestre.

Mgr Gottfried Forck s'est immédiatement attiré de vives répliques du porte-parole du chancelier, M. Friedrich Ost, et du ministre à la chancellerie, M. Wolfgang Schäuble.

Cette polémique intervient à un moment où l'on envisage en RDA une augmentation des demandes de visas d'émigration vers la RFA, et une certaine nervosité des autorités, qui voient d'un très mauvais œil les

candidats au départ s'organiser en groupes d'entraide sous la protection d'une partie de l'Eglise protestante. Selon le ministère fédéral des affaires intérieures, le nombre des prisonniers politiques en RDA serait en sensible accroissement, ainsi que celui des arrestations et interpellations consécutives à des manifestations publiques demandant le droit à l'émigration en RFA.

La politique de rapprochement de Bonn avec Berlin-Est comporte-t-elle, comme l'affirme Mgr Gottfried Forck, une part de diplomatie secrète qui revient à tourner les principes constitutionnels de la RFA ? C'est une chose bien difficile à établir avec certitude. M. Ost a réaffirmé que le gouvernement fédéral s'en tenait à la lettre de la Constitution ouest-allemande, qui garantit à tout citoyen allemand le droit de s'établir en République fédérale, mais il a ajouté que le gouvernement « n'avait pas l'intention de dépeupler la RDA ».

LUC ROSENZWEIG.

DANEMARK

Les rapports avec l'OTAN pourraient faire l'objet d'un référendum

COPENHAGUE
de notre correspondant

Depuis le vote, le 14 avril au Folketing, d'une résolution de l'opposition visant à durcir la politique antinucléaire du Danemark et le contrôle des navires de guerre occidentaux porteurs d'armes atomiques dans les eaux territoriales danoises (le Monde du 15 avril), les rumeurs concernant de prochaines élections législatives anticipées en mai ou un référendum se font de plus en plus insistantes à Copenhague. Selon certaines informations, les responsables des quatre partis (conservateur, libéral, chrétien-populaire et centre démocrate) qui forment la coalition minoritaire au pouvoir pousseraient le premier ministre, M. Poul Schlüter, à dissoudre la Chambre dès mardi 19 avril. Il éviterait ainsi de donner l'impression jugée fâcheuse que sa décision est dictée par l'OTAN.

Une réunion extraordinaire des pays membres de l'alliance atlantique, au niveau des ambassadeurs, doit en effet se tenir le mercredi 20 à Bruxelles pour examiner les développements de la politique nucléaire danoise. M. Schlüter n'avait pas caché initialement que les conclusions de ce petit conseil de guerre lui permettraient — en fonction de leur gravité — de fixer son choix : démissionner ou rester en place. Ces intentions avaient été dénoncées par l'opposition social-démocrate qui avait accusé le premier ministre d'avoir intrigué pour amener les Américains et les Britanniques à réagir avec force au vote de la motion parlementaire. Pour la gauche, le chef du gouvernement a déclenché une tempête dans un verre d'eau afin de favoriser ses propres ambitions.

Vider l'abcès

Le bruit court que les participants à la rencontre de Bruxelles pourraient décider d'annuler la réunion du comité des plans nucléaires de l'OTAN (NPG) au niveau des ministres de la défense prévue à Kolding, au Danemark, les 27 et 28 avril. Beaucoup pensent que, en raison du changement en cours de sa politique, le Danemark a perdu de facto le droit de siéger au sein du comité — du moins temporairement.

Certains observateurs estiment que provoquer des élections anticipées sur le thème de l'OTAN et de la politique nucléaire serait une erreur, car la campagne dériverait rapidement sur des questions plus importantes pour l'électeur moyen. En conséquence, plusieurs personnalités recommandent l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Danemark à l'OTAN ou sa politique au sein de l'alliance. Reste à savoir si une telle solution permettrait réellement de vider l'abcès.

CAMILLE OLSEN.

URSS : hostile à un « retour au passé »

L'intelligentsia s'engage en faveur de la « perestroïka »

MOSCOU
de notre correspondant

Les partisans du changement ont décidément le vent en poupe. Non seulement la contre-offensive qu'ils ont lancée, il y a maintenant deux semaines, ne cesse de se développer, non seulement les conservateurs ne parviennent pas à reprendre la parole, mais le front des défenseurs de la « perestroïka » est aussi en train de s'élargir — et cela à deux mois seulement de la Conférence qui va débattre de la démocratisation interne du parti.

Coup sur coup, lundi 18 et mardi 19 avril, la Pravda vient en effet de publier des prises de position contre le « retour au passé » émanant de l'ensemble des organisations d'intellectuels et de trente-huit écrivains qui ne sont pas tous connus, loin de là, pour leur radicalisme. Le fait est d'autant plus frappant que, parallèlement, l'organe du comité central commence à donner la parole à des responsables locaux du Parti qui décrient — en termes très directs et des traditions — les efforts qu'ils déploient pour faire de la reconstruction une réalité.

Le message est clair : il n'est pas vrai que tous les cadres intermédiaires soient opposés au cours nouveau. Or que cela soit ou non la vérité n'importe que peu. L'important est que l'organe du comité central délivre ce message, cite des responsables qui s'engagent publiquement du côté des réformateurs et que le rapport de forces évolue ainsi, aux yeux de tous, en leur faveur.

Car, potentiellement, il y a là un effet d'entraînement qu'il faut d'autant moins sous-estimer qu'il a déjà joué parmi les intellectuels dont les Unions, à quelques exceptions

près, ne sont pourtant pas des bastions du parti du mouvement. On y trouve même au contraire, et souvent aux postes de commande, des hommes profondément hostiles à tout changement, soit parce qu'ils ont construit toute une carrière sur la docilité et ne veulent pas la voir compromise, soit, tout simplement, parce qu'ils se sentent parfaitement en paix avec un système qui sait choyer les intellectuels révérencés.

Jusqu'à présent, la position de ces hommes était d'autant plus solide que les intellectuels réellement engagés en faveur des réformes n'étaient qu'une poignée : que la grande masse des « créateurs » restait sceptique devant la « perestroïka » et qu'un quatrième groupe, enfin, est ouvertement hostile à M. Gorbatchev, en qui ils voient un partisan de l'occidentalisation de la Russie — de cette même occidentalisation qui, selon eux, mène au communisme.

Malgré de nombreux appels du pied, malgré le coup de fil à M. Sakharov et son retour consécutif de l'exil de Gorki, M. Gorbatchev et ses amis n'étaient donc jamais parvenus, en trois ans, à susciter un véritable mouvement d'appui à leur politique parmi les intellectuels.

Plus de « glasnost » !

Quand les responsables des Unions des architectes, des designers, des journalistes, des gens de théâtre, des peintres signent avec ceux de l'Union des cinéastes (eux, nettement acquis au cours nouveau) une lettre commune à la Pravda pour déclarer que « le retour au passé serait une tragédie », cela marque donc un tournant politique dont l'origine remonte au 13 mars dernier.

Car en faisant publier ce jour-là, par l'organe de la République de Russie, *Sovetskaya Rossiya*, une pleine page de virulentes attaques contre la reconstruction et la transparence, les conservateurs ont retourné la situation contre eux. Avec la crise arménienne qui n'était pas encore retombée et pouvait, à l'époque, sembler grosse de véritables menaces ils se croyaient forts, justifiés dans leur mise en garde contre la « glasnost », prêts, en un mot, à se rallier le marais, qui, comme partout, dans les périodes de transformation, attend de voir dans quelle direction soufflé le vent.

Mais, premièrement, M. Gorbatchev a su éviter — et sans avoir à faire de concessions humiliantes — que cette crise du Caucase ne prenne des proportions trop graves, et deuxièmement les conservateurs ont frappé tellement fort avec leur article de *Sovetskaya Rossiya* qu'ils ont effrayé le marais.

Il est en réalité inévident voir une telle nostalgie, non pas du brejnevisme mais du stalinisme triomphant, que M. Gorbatchev a pu obtenir — après trois semaines, il est vrai — que le bureau politique les condamne très durement par un article non signé de la Pravda. Les conservateurs sont ainsi devenus des opposants essayant de s'organiser contre la ligne du parti, la presse s'est déchaînée contre eux, et, le vent tournant, de plus en plus d'hommes ont pris position contre eux, par des articles ou des lettres de lecteurs.

Parmi les trente-huit écrivains qui signent, ce mardi matin dans la Pravda, un article intitulé : « Plus de « glasnost », plus de démocratie, plus de socialisme », on trouve en conséquence, pêle-mêle, des hommes connus pour leur conservatisme et d'autres qui symbolisent, au contraire, le radicalisme — notamment M. Chatrov, dont les pièces sur l'histoire de l'Union soviétique déclenchent la rage de nombreux responsables.

Bernard Guetta.

« Mondes en devenir »
**L'AFRIQUE
A CŒUR**

LA COOPERATION :
UN MESSAGE D'AVENIR
MICHEL AURILLAC
15,5 x 24 cm - 284 p.,
8 pages de hors-texte - 96 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Vue 1/100. Pl. J. J. C. (94) - Jeudi 5 mai 1988 à 9 h 30
APPELLEMENT À SAINT-MAURICE (94410)
117, RUE DU MARÉCHAL-LECLERC - 2^e F. P. - B. A.
Le Juge : M. J. J. C. - Pl. J. J. C. - M. J. J. C.
4, allée de la Toison d'Or à Cliché (94000). Tél. : 43-97-19-90

**OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION**
Rubrique O.S.P. - 84, rue La Boétie, 45-63-12-66

Le Monde sur minitel

PRESIDENTIELLE :

Les derniers sondages autorisés

**36.15 TAPEZ LEMONDE
IPSO 36.16 TAPEZ LMINFO**

AIX-EN-PROVENCE
AIX-LA-CHAPELLE
ANVERS
AUTUN
AVIGNON
BERLIN
BESANCON
BÉZIERS
BILBAO
BORDEAUX
BOULOGNE
BOURGOIN-ALLIEU
BRUGES
BRUXELLES
CAEN
CHANTILLY
CLERMONT-FERRAND
COLOGNE

COMPIEGNE
COPENHAGUE
DÜSSELDORF
ENGHIEN-LES-BAINS
GAND
GRENOBLE
HAMBURG
KIEFELD
LILLE
LISBONNE
LONDRES
LOUVAIN
LUXEMBOURG
LYON
MALINES
MARSEILLE
MUNICH
NEW YORK

NICE
OSLO
PARIS
PAU
PÉRIGUEUX
POISSY
RENNES
RUEL-MARMAISON
ST-GERMAIN-EN-LAYE
SAUMUR
SÉAUX
STRASBOURG
TOULOUSE
TRÈVES
VERSAILLES

Adresses détaillées des
boutiques sur demande
au 4236 08 89

CHEMISIER

Les
instants
les
plus
romantiques
ne
sont
pas
les
plus
chers

LE VOL
PARIS VENISE
ALLER RETOUR
A PARTIR DE
790 F

166, BD DU MONT-PARNASSE
43 35 40 91 MINITEL 36 16 + NF

NOUVELLES
FRONTIÈRES

سكزا من الاجل

FINANCIAL TIMES (2/4/1988)

Westinghouse and Siemens to collaborate

THE TWO COMPANIES WILL JOIN TO DEVELOP NEW POWER PLANT TECHNOLOGY

THE WESTINGHOUSE and Siemens companies have announced a collaboration to develop new power plant technology. The joint venture will employ about 1,200 staff and will be based in the US and Germany. The companies are looking for joint ventures in the power industry and in the development of new power plant technology.

Siemens' experience in the US has not been happy. The company concentrated on nuclear power through the 1960s and 1970s, and decided on a US push at the beginning of the 1980s. When asked why only about 100 MW (130,000 kW) have been built, Siemens' experience in the US has not been happy.

It has five US divisions - nuclear, commercial systems, information systems, components and power and automation (which includes the Westinghouse division).

LA TRIBUNE DE L'EXPANSION (1/4/1988)

Coopération industrielle et commerciale

Accord Westinghouse-Siemens dans la robotique

L'Américain Westinghouse et l'Allemand Siemens ont signé une lettre d'intention portant sur une série de projets de coopération de grande envergure. L'accord annoncé hier par John Marquis, président de Westinghouse, et Karlheinz Kaske, PDG de Siemens, permettra à l'Américain de distribuer

son matériel de la robotique (Siemens est numéro deux en Télérobotique numéro 1984). Un des accords annoncés porte sur la création d'une joint venture en Europe, dont le rôle sera de commercialiser en dehors de l'Amérique du Nord des dispositifs de Westinghouse.

LE MONDE (2/4/1988)

Accord de coopération entre Westinghouse et Siemens dans les automatismes

L'Allemand Siemens et l'Américain Westinghouse ont annoncé le jeudi 31 mars la signature d'une lettre d'intention pour rapprocher certaines de leurs activités, notamment dans les automatismes industriels et les systèmes de protection électrique. Plus de 3 000 salariés (2 700 chez Westinghouse et 300 chez Siemens) sont concernés par cet accord.

De façon générale, le groupe allemand compte, par une série d'accords de coopération, d'étendre son activité à l'étranger et notamment sur le marché américain, qui ne fait que commencer.

LE FIGARO (4/4/1988)

MECANIQUE Association Siemens Westinghouse

Siemens AG et le groupe américain Westinghouse Electric Corp. ont annoncé leur intention de créer des sociétés communes pour la production d'une large gamme de produits et de systèmes électriques à l'échelle mondiale.

Siemens annonce que les deux sociétés ont signé aujourd'hui une déclaration d'intention pour fonder des joint-ventures aux Etats-Unis et en Europe. Les nouvelles sociétés seront notamment les deux sociétés de la série.

DE WELT (2/4/1988)

Siemens faßt Fuß

M. Sch. - Die Nachricht über die Festlegung der Siemens AG auf den Weg in die Neue Welt. Die starke Fertigungsbasis und der umfangreiche Kundendienst des US-Partners ermöglichen die Produktion und Vermarktung von Systemen, mit denen Siemens eine internationale Stellung ausbauen will. Nach der Kooperation mit der Allied Signal in der Automobilindustrie plant Siemens mit der...

ten. Obwohl sie dort laut Siemens Chief Kaske mit 27 000 Beschäftigten und angepeilten drei Mrd. Dollar Jahresumsatz längst „zu den ernsthaften Mitgebern gehören“. Das Joint-venture mit Westinghouse ist für Siemens ein weiterer Meilenstein auf dem Weg in die Neue Welt. Die starke Fertigungsbasis und der umfangreiche Kundendienst des US-Partners ermöglichen die Produktion und Vermarktung von Systemen, mit denen Siemens eine internationale Stellung ausbauen will. Nach der Kooperation mit der Allied Signal in der Automobilindustrie plant Siemens mit der...

ON PEUT SUSPENDRE LE COURS DES ACTIONS, ON NE SUSPEND PAS LE COURS DES CHOSES.

Nos concurrents eux n'attendent pas. Siemens et Westinghouse déjà leaders dans les domaines du contrôle industriel, des automates programmables et de la distribution basse tension, sont amenés à se rapprocher.

Ce qu'un Allemand et un Américain réussissent à faire, réussirons-nous à le faire entre Français ?

Pour Une Alliance Merlin Gerin - Télémécanique

SCHNEIDER

Une note d'information (via COB n° 88475 du 26/2/88) ainsi qu'une note complémentaire du 7/4/88 sont tenues gratuitement à la disposition du public auprès des banques Paribas, Banque de Gestion Privée-SIB et Société Générale.

هذا من الاصل

سكنا من الاحول



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Dimanche, M. Jospin a passé sa journée à filer dans les rues, les cafés et les musées de Paris, avec sa petite famille. Décontracté, « en jeans », mais pas vraiment inconnu. Reconnu, il a eu droit de multiples témoignages de « cordialité » et n'a subi aucune manifestation d'hostilité. Comme il le dit lui-même, « à une semaine du premier tour, il n'y a aucune tension ». Et pas vraiment d'enthousiasme dans les rangs de la gauche — là, M. Jospin n'est plus d'accord — pour voter Mitterrand au premier tour. Bref, cette campagne présidentielle manque de chair.

La chair de la campagne, il faut la chercher ailleurs, jusque dans les... rebondissements les moins politiques : vendredi, sur la Radio-Skyrock, une auditrice annonce son tour de poitrine (85 B) et demande à M. Fabius, invité de la station, ce qu'il pense... du retour des gros seins. Sans doute insensible aux nostalgies hollywoodiennes, M. Fabius s'est abstenu de donner son avis...

Si l'ancien premier ministre manque d'humour, le PCF retrouve le sien, encore

qu'il soit sans doute involontaire. En pleine... régression gauchiste, le parti du candidat Lajoinie offre parfois de petits trésors de littérature, qu'il faut dénicher dans les recueils de l'Humanité. Exemple : la

bien personnelle. Actuellement, plus de deux mille expéditions et saisies sont programmées à Marseille. Jout, donc, les communistes ont décidé de faire un exemple et ont allés à cinquante, dont

Un tel texte n'appelle-t-il pas l'engouement suivant (qu'on ne trouvera évidemment pas dans l'Humanité) ? « Les rédacteurs entendent renouer avec la violence verbale, qui glissait dans les journaux ouvriers à l'aube du siècle : le Père Feinard et la Guerre sociale. Ils en renouent avec l'effraction, venant du sabotage, l'action directe. » Ce commentaire-là vise les articles de... le Causse du peuple, où s'exprimait, en 1969, la ligne de la Nouvelle Résistance populaire élaborée par la Gauche prolétarienne, la branche « dure » des maoïstes. Il est tiré du deuxième tome (Les Années de poudre) de Génération, la chronique des années gauchistes d'Hervé Hamon et Patrick Rotman (1).

Certes, le PCF de la fin des années 80 ne sombre pas dans les extrêmes de la violence ultra-minoritaire des « mao » des premières années 70. Mais quelques rapprochements s'imposent. Le 8 mai 1970, un commando de vingt « partisans » maoïstes attaque le magasin Fauchon, place de la Madeleine. Le 19 décembre 1987, des jeunes commu-

nistes remettent ce. Quant à l'épisode de Marseille, il rappelle une autre action — rapportée toujours par Génération — et due cette fois à VLR (Vive la Révolution), des « mao » plus drôles et moins violents que ceux de la GP. Les militants de VLR ont découvert un trafic de main-d'œuvre immigrée à Meulan (Yvelines). Ils mettent normalement en cause le responsable et, le 6 mars 1970, attaquent la maison de Meulan et l'artère locale de l'ANPE. Ils déploient des banderoles où l'on peut lire : « A bas les nouveaux nés, à bas le capital ! »

Ces actions avaient assuré une certaine célébrité, voire une certaine popularité, aux « mao ». Mais la comparaison n'est guère encourageante pour le PCF (même si la relative ambivalence qui décline les dirigeants de ce parti pour leur candidat : si les « proches » avaient choisi ce mode d'expression, c'est parce qu'il convenait à des « groupuscules » qui avaient un besoin vital de faire parler d'eux...

Résumé du service politique.

(1) Editions du Seuil.

La chair

moreau de bravoure qu'on trouve dans l'édition de lundi du quotidien communiste, sous le titre : « La vautour a été dénichée ».

Citons l'Humanité : « Avec deux de leurs fils, Jeanne Fort et Francis Cocchiolo, les communistes marseillais ont joué les démolisseurs, jeudi dernier. Leur cible fut un huisier, véritable vautour, qui, en quelques années, s'est bâti une fortune en spoliant les pauvres de leurs maigres

trois hommes qui furent expulsés de leur logement récemment, envahir l'étude de l'huissier. Dans la salle d'attente, de pauvres gens étaient là pour un entretien visant à régler à l'amiable une spoliation de leurs biens. Les communistes leur ont expliqué qu'ils venaient faire une saisie symbolique et, aidés par ces « clients », ils ont descendu meubles et dossiers dans la rue. »

L'omniprésence du président-candidat

M. Mitterrand a trouvé ses marques et ses relais

Pas d'engourdissement. Depuis une petite semaine, François Mitterrand distribue des taloches à ses troupes anesthésiées. Le voilà recouvrant les vertus du grand frère, le bienfaiteur d'un peuple de gauche mobilisé à son bénéfice. Durant ses meetings, il ne manque pas de souligner, en guise d'appel aux militants : « Aidez-moi ! ».

Le président-candidat est devenu boulimique. Mercredi dernier, il passe commande à son équipe de campagne d'un « coup » médiatique. Ce sera, le lendemain, la sortie de Villeneuve, en terre studieuse, aux côtés d'Isabelle Thomas, responsable syndicale lors des manifestations de décembre 1986 et aujourd'hui benjaminne de son staff. Une ballade d'émotion balisée : « On n'avait pas envie d'avoir une contre-manifestation des emmerdeurs... ».

La veille, de 20 heures à minuit, les étudiants socialistes du campus ont été contactés par téléphone. Au petit matin, le président de l'université a été prévenu, la sécurité présidentielle a repéré et inspecté les lieux. Bref, dans la matinée, François Mitterrand peut s'asseoir devant « un amphithéâtre globalement sympathisant ». En quittant les lieux, le candidat en redemande : « Trouvez-moi autre chose pour samedi ».

Ce sera Créteil et son désormais célèbre « frisée », ce disque lancé vers lui par un sportif et réceptionné du bout des doigts. Là encore, l'antenne du président de l'Université Franco-Russe a cherché, durant vingt-quatre heures, l'idée géniale. Le président-candidat s'échappera encore de l'Elysée d'ici le premier tour, à l'occasion de visites « à l'improviste » au milieu de ses « chers compatriotes ». Le temps libre du candidat Mitterrand, encore

jalousement préservé il y a une semaine, est désormais rogné, phagocyté. On l'a vu, samedi soir, répondre, durant vingt-cinq minutes, à la question de la Cinq, hypothèse exotique voilà deux semaines. On l'entendra sur France-Inter et sur Europe-1 (deux heures) puis jeudi au Grand Jury RTL-Le Monde. Aux deux meetings prévus à Montpellier et au Bourget s'est ajouté sa rencontre avec son Comité national de soutien, lundi, puis celles avec le groupe des experts du PS (mercredi) et des scientifiques à l'UNESCO (jeudi).

Le poing et la rose, aller-retour

Son état-major ne peut plus soupçonner : « On ne l'a jamais vu la main ». Il est là, et bien là, et même partout à la fois. Le masque impérial du président laisse place aux moues aimables du candidat. Tout de même, on l'imagine maugréant : « Il faut vraiment que je fasse tout ». De Villeneuve à Créteil, de Marseille à Lyon, il va répétant pour en convaincre ses amis : « Rien, rien n'est jamais acquis ». A sa femme, rendue inquiète par un sondage, il répond, satisfait : « ça va se réveiller ». Étaient-ils à ce point grisés par l'air euphorique du temps, anesthésiés à coups d'enquêtes d'opinion enivrantes ? Ou tout simplement apeurés à l'idée de déplaire au prince, craintifs devant le risque de gêner leur champion ?

Le 5 avril, au troisième sous-sol d'un bâtiment de l'Assemblée nationale, se réunissent, entre autres, Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz, Michel Delebarre, Michel Charasse. Le rôle du Parti socialiste dans la campagne est évoqué. Louis Mer-

maz avance : « Il ne faut pas afficher partout François Mitterrand avec le poing et la rose. » Il n'en faut pas plus.

La simple réflexion devient mot d'ordre. Les militants rangent par brisées les roses d'un peuple de gauche défilant au magasin des accessoires. Dans le Bas-Rhin un socialiste se voit réprimandé pour avoir osé coller le logo du PS sur une affiche du président-candidat. Épisodiquement, la campagne intense de trois mois sans candidat, le PS se met en route libre. Et Lionel Jospin s'écroule en vacances.

Un seul Credo : « La France unie ». L'équipe de campagne du président, qui pend la crémaillère avenue Franco-Russe, se persuade qu'il lui faut jouer en machine et en soirée, jusqu'à épuisement, « d'endurance ». Edith Cresson, politicienne de talent, range sa dague pour complimenter publiquement Valéry Giscard d'Estaing. Le lendemain, Jean-Pierre Cot rend hommage à Alain Devaquet. On épargne même Raymond Barre, un instant, qualifié « d'homme de bien ».

Étrange climat. L'antenne de l'avenue Franco-Russe prend goût à cette nouvelle forme d'OPA sauvage sur nos Homo Politicus nationaux jusqu'au moment où Lionel Jospin se fâche — au nom de tous les socialistes — et met le holà à ces déclarations étonnantes par un communiqué péroré.

Ce n'est pas un canon est presque un acte de naissance. Finco-sau-riv, Pierre Bérégovoy, directeur de campagne de François Mitterrand, lance la cantonnade : « J'ai lu quelques articles sur l'Avenue Franco-Russe. Cela m'a fait plaisir. Maintenant, on sait qu'on existe ». Mais le malaise est réel : « Les deux d'une

du PS, les esquillements de Franco-Russe, les algues d'estomac des conseillers de l'Elysée, cela fait beaucoup », constate un journaliste.

Mine de rien, les vieux regards des campagnes de 1974 et 1981 versent une larme sur les dispositifs des campagnes d'aujourd'hui. Comme tout était simple, net, lumineux ! En haut, posé sur le socialisme, régnait le candidat. Puis venaient ses éton-

« Cent cinquante experts sont actuellement sur le pied de guerre, murmure l'un des conjurés. Si l'Elysée a besoin d'une note, elle est prête en une heure ». S'agit-il d'une simple coïncidence ? Claude Allègre, géo-chimiste de réputation mondiale et grand maître de cette troisième équipe nouvelle manière, constate sans déplaisir : « On retrouve beaucoup de nos informa-

De jamais va. A son concitoyen, vieux consommateur de tracts, François Mitterrand offre un OVNI politique, taillé comme un discours du dix-huitième siècle, qu'il faut lire à la droite et à gauche, puis méditer le peuple de gauche, puis friser de stances programmatiques d'innombrables. Un responsable des relations du Centre constate : « Ils sont habitués au recto-verso. Est-ce qu'ils le lisent ? Ce n'est autre chose. Faut lire la poitrine-là sur leur chemise ».

L'objet politique en question, quelque cinquante pages, sera la cause d'un regret secret pour le chef de l'Etat-candidat. Dans son esprit, nul doute : chaque électeur devait le recevoir dans sa boîte à lettres. Les continentes financiers ont eu raison de ce vœu. « Cela aurait représenté 60 millions, 6 milliards de centimes, regrette-t-il. Et je ne les ai pas ! ».

À défaut, François Mitterrand invite volontiers ses sympathisants à diffuser sa lettre « dans tous les villages » et demande à ceux qui veulent la recevoir de s'adresser à son antenne de campagne. Trois millions d'exemplaires sont sortis des rotatives au milieu de la semaine dernière, après que deux cent mille, repartis illégalement au goût du président par une mauvaise mise en pages, eurent été détruits. Un million et demi ont été retirés et expédiés aux militants grâce aux bons soins de Pierre Manroy. Le PS, in fine, s'est résolu à en imprimer un résumé sur une double page, à cinq millions d'exemplaires.

Puisque sa bonne parole est loin de pouvoir toucher personnellement chaque électeur, ne lui faut-il pas sortir de sa réserve, briser son emploi du temps, renoncer à ses flâneries d'habitude soigneusement préservées ? Que l'on mesure bien la différence. Voilà deux semaines, Karlson Brin, responsable de son service de presse, passait son temps à repousser aimablement toutes les demandes d'interviews : « Le président est rare, et c'est bien », glissait-elle. A une bonne semaine du premier tour, changement à vue. François Mitterrand a doublé le pas.

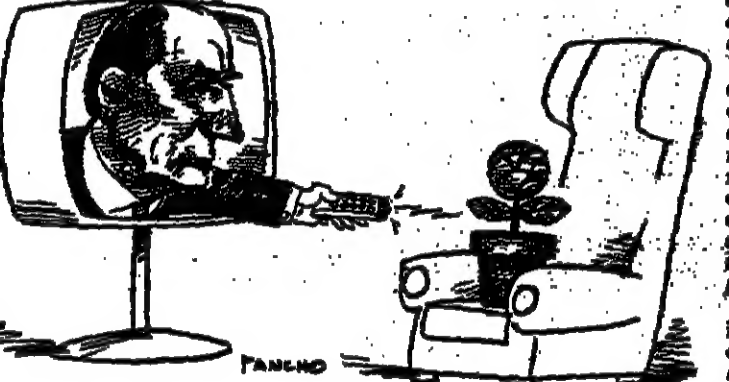
« Tout est dans suspendu dans la photographie », résume un fidèle. Son flair lui a conseillé de redoubler sur Terre parmi les humains.

LAURENT GHEISLAMEL

Rémunération des comités de soutien

M. Mitterrand a rencontré, le lundi 18 avril au Musée des arts décoratifs de Paris, les membres de comités de soutien. « Ceux qui croyaient que, lassé ou fatigué, ils n'avaient pas de quoi faire, ne se sentaient pas disponibles pour en faire d'autres », se sont trompés. « A-t-il déclaré avant d'évoquer sa campagne : « Je me trouve plutôt en meilleure état qu'avant de l'avoir entreprise ». « Quand je dis meilleur état, s'est-il ajouté, qu'on ne m'imagine pas vieillissant avant le 22 mars (déclaration de candidature). Simplement, j'étais peut-être un peu lassé de fréquenter qui me fréquente. Depuis qu'ils ne me fréquentent plus, ils n'ont pas gagné ».

En présence de MM. Rocard et Jospin, avaient notamment été réunis par M. Lang, Marguerite Duras, Claude Simon, Hervé Bazin, Claude Mauriac, Régine Desforges, Hélène, Parmelia, Bernadette Lafont, Anouk Aimée, Sapho, Josiane Balasko, le groupe Indochine, Christophe Malavoy, Lambert Wilson, Rufus, Gery Bedos, Michel Piccoli, le peintre Edouard Fiquet...



major et, enfin, l'énorme machinerie socialiste. Rien de tel aujourd'hui. A l'organisation en forme de pyramide a succédé une organisation en réseau «aylorienne », précise Christian Santier, grand coordinateur de l'antenne Franco-Russe sous la houlette de Pierre Bérégovoy. Finis les ordres de marche « gauchistes » devant les troupes frémoussantes, piles de tracts sous un air confiné fleurissant la nicotine à haute dose, est abolie. « Béré » — Pierre Bérégovoy pour les intimes — n'aime pas.

La réunion, cette plaie des temps anciens où l'on pensait que la bonne idée ne pouvait émerger que dans un air confiné fleurissant la nicotine à haute dose, est abolie. « Béré » — Pierre Bérégovoy pour les intimes — n'aime pas.

Qu'elle est devenue Clean cette gauche anciennement bouillonne, comme sa « culture de gouvernement » lui colle à la peau ! Isabelle Thomas n'est pas encore revenue de cette rigueur toute ministérielle. Pour obtenir l'accord sur une liste de cent jeunes « symboliques » appelés à soutenir sa candidature, n'a-t-elle pas dû rédiger une note transmise à Pierre Bérégovoy lequel, sorti de sa cage royale rouge pour estampiller, cette copie d'un « oui » définitif !

La « troisième équipe »

Une énararchie rampante a gagné tous les rouages de la campagne. Parallèlement aux conseils techniques et chargés de missions de l'Elysée, une puissante noie de théoriciens s'active pour la bonne cause, reliée directement à l'antenne Franco-Russe et à Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée.

Chat ! Claudestinité oblige... Cet énigmatique groupe des experts, né voilà deux ans en marge du PS, ressemble comme deux gouttes d'eau à une mystérieuse « troisième équipe », avec palmes et tubes de rigueur. Dans la pénombre des directions ministérielles, les pécariers de la haute fonction publique, les sinistres des grands corps de l'Etat, l'antichambre de certains cercles universitaires, ont été directement près de quatre cents spécialistes de tout genre. Jour après jour, des « ateliers » planchent sur l'audiovisuel, la santé, l'Europe, la défense. Et pleuvent les fiches engorgées de chiffres.

A la télévision

Dans l'abri hexagonal

Ce n'est pas possible : il doit y avoir un chapeau quelconque part, un vieux galurin usé, contenant des bouts de papier, hors d'âge, dans lequel les candidats, arrivant dans le studio pour leurs émissions officielles, piochent le sujet de leur récitation du jour : les femmes, les pauvres, les paysans, les vieux, les jeunes, l'Europe, la formation. Chacun sachant, dès le départ, qu'il devra traiter tous les sujets, le seul suspense porte sur l'ordre de passage. Haléant !

L'actualité, au dehors, peut bien se tordre en convulsions (bataille navale dans le Golfe, otages du Boeing), rien ne transpire dans l'ampère confiné où se poursuit le grand baccarat hexagonal.

Donc, aujourd'hui, Mitterrand plouche sur les femmes et Chirac, fort en thème, a regroupé les pauvres, le tiers-monde et (sujet à option, mais gros coefficient) les Jeux olympiques.

Chirac, à vrai dire, est si sûr de lui que, cette fois, il ne s'est même pas déplacé : il a envoyé à sa place un montage baroque de l'un de ses meetings (il faut bien amortir les caméras privées qu'il traîne partout avec lui), avec un feu d'artifice d'images de synthèse, d'effets visuels, de statistiques foisonnantes, et un énarque ne retrouverait pas ses petits.

Il siège entouré d'un brillant aréopage où se mêlent des jeunes loups du RPR (Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine), un champion du best-seller (Paul-Loup Sulitzer), un battant de la lunetterie (Alain Affelou). Croyez-vous que ce parterre de succès stories va lui tourner la tête ? Pas du tout. Il a encore la simplicité de nos entretiens

des pauvres et des chômeurs. Mille mercis.

François Mitterrand, lui aussi, sait rester à notre portée. Profitant de l'autorisation de sortie — donnée par la CNCL (dont il se refuse toujours à prononcer le nom), il s'est octroyé une balade jusqu'à la pyramide du Louvre, où il nous gratifie d'une dissertation fleuve sur la cruauté de la condition féminine en Europe occidentale, à la fin du vingtième siècle. Philippe Gildas en tombe des nues : de telles injustices à notre porte, dans notre cuisine !

Les minutes succèdent aux minutes. On attend une proposition concrète, une raison d'espérer. A cet instant, s'il nous jurait, par exemple, de veiller à ce que les manches de casserole soient mieux isolées, au cours du prochain septennat, on tomberait à genoux de gratitude. Peine perdue. Tout juste s'il consent, du bout des lèvres, à s'aligner sur Chirac et Barre, pour permettre (et encore, plus tard), un SMIC aux mères de trois enfants.

Pierre Juquin, lui aussi, a choisi un sujet à option : les immigrés. Accessoire essentiel de la démonstration : ses lunettes, qu'il agit dans ses mains, chausse et déchausse. Les lunettes ont une signification bien précise : à l'irrationnel léptiste, Juquin souhaite répondre par des chiffres et des faits dûment recensés sur des fiches, des notes bien visibles à l'image.

Quoi qu'il dise et fasse, Pierre Juquin, durant toute sa campagne, planche pourtant devant nous avec un handicap : il a commis le péché cathodique majeur ; il a confessé qu'il nous avait menti des années durant. Du coup, malgré notre

bonne volonté, on cherche derrière sa mine engageante de repent qui rôle il joue encore aujourd'hui. La semaine dernière, il se montrait papa gâté, entre ses jurements col laborateurs, une beurette et un étudiant. Aujourd'hui, il exhibe au journal d'Antenne 2 une collection de dessins d'enfants. On devrait fonder. Mais, malgré nous, on cherche, sous le flic de la mère-grand, les oreilles du grand méchant loup stalinien. « Comme vous avez de grandes dents ! » s'est-on seulement permis de lui susurrer quand il sourit.

DANIEL SCHNEIDERMAN

La campagne officielle à la radio et à la télévision

MARDI 19 AVRIL
A 2, 19 heures-19 h 30 : MM. Barre, Waechter.
FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Barre, Waechter (rediffusion).
France-Inter, 20 heures-20 h 30 : MM. Lajoinie, Mitterrand.

MERCREDI 20 AVRIL
FR 3, 7 h 30-8 heures : MM. Barre, Waechter (rediffusion).
A 2, 9 heures-9 h 30 : M. Leguiller, M. Lajoinie (rediffusion) ; 13 h 30-14 heures : MM. Barre, Waechter.
FR 3, 17 heures-17 h 30 : MM. Barre, Waechter (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 30 : MM. Lajoinie, Waechter.
FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Lajoinie, Waechter (rediffusion).
France-Inter, 13 h 30-14 heures : MM. Chirac, Mitterrand ; 20 heures-20 h 30 : MM. Barre, Waechter.

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les recettes et les dépenses du PS approcheraient 85 millions de francs

Mû par le souci de la transparence et par le désir de pousser les camps d'« en face » à l'imiter, l'état-major de campagne de M. François Mitterrand a, le premier, le mercredi 13 avril, rendu publics des estimations détaillées des diverses recettes et dépenses escomptées pour la conduite de la campagne du président-candidat.

Selon M. Henri Nallet, député socialiste de l'Yonne, ancien ministre de l'Agriculture, trésorier de la campagne, cette dernière s'alimentera aux sources financières suivantes : 10 millions de francs sont attendus des souscriptions auprès des personnes physiques et autant en provenance des entreprises.

Le trésorier de campagne de M. Mitterrand tire cet espoir chiffré du niveau des rentrées déjà enregistrées. Pour parvenir à ce but, il a fait envoyer 600 000 lettres personnelles et s'est adressé aux 6 000 premières entreprises françaises.

Chaque député socialiste a en outre reçu un dossier, comportant le texte de la lettre aux chefs d'entreprise, pour pouvoir, s'il le souhaitait, « démarcher » lui aussi dans son département.

« Un certain nombre de chefs d'entreprise se rappellent ce que nous avons fait. Ils savent que, avec nous, ça a marché. J'ai vu un grand nombre de chefs d'entreprise qui nous disent : nous n'oublions pas que nous vous devons la retraite à soixante ans », explique M. Nallet.

Les deux vagues d'envoi de lettres ont coûté, indique M. Nallet, 900 000 francs. Le coût proportionnellement beaucoup moins élevé des 600 000 lettres aux « personnes physiques » (600 000 francs) s'explique par l'utilisation de fichiers des abonnés du PS, cible naturellement privilégiée de cet envoi.

D'autres « cibles », les médecins entre autres, ont aussi été sélectionnées pour faire l'objet de sollicitations spécifiques.

Au cas où ses estimations se révéleraient avoir été par optimisme, M. Nallet s'est « gardé sous le pied » de ce que « pourraient ramener les comités départementaux ». Cette formule générale recouvre peut-être aussi la découverte faite par M. Nallet à l'occasion de ses

nouvelles et temporaires fonctions : l'existence de quelques « trésors de guerre » rassemblés par des barons du PS, parfois enclins à faire remonter ces mannes avec lenteur ou en y prélevant une dîme destinée à leur propre promotion.

« J'ai fait mes calculs... »

Quoi qu'il en soit, la somme avancée comme montant de la contribution du Parti socialiste à la campagne est de l'ordre de 18 millions de francs.

Deux autres « efforts » collectifs devraient alimenter les caisses de l'avenue Franco-Russe : 5 millions de francs en provenance de la bourse des parlementaires et des socialistes français membres de l'Assemblée européenne, et autant grâce aux dons des autres élus.

Aux quelque 50 millions de francs ainsi attendus, M. Nallet ajoute par anticipation les 35 millions de francs qu'il compte dépenser en plus. Tel est le montant du remboursement forfaitaire prévu par la nouvelle loi qu'il est raisonnablement en droit d'attendre des prestations de « son » candidat. Il faut en effet être présent au second tour de l'élection pour recevoir ce maximum prévu par les textes. Paiements différés et emprunts permettront de « tenir » jusqu'à ce remboursement.

Côté dépenses, le plan détaillé par M. Nallet comporte comme postes principaux : les locations de panneaux d'affichage (20 millions de francs « y compris l'affichage mural ») ; et l'organisation des meetings (la même somme). Le coût d'impression des affiches est estimé à 3 millions de francs.

La diffusion sous forme de publicités dans les journaux de la « Lettre à tous les Français », aurait coûté 13 millions de francs.

Cinq millions de francs pour les films et clips, 7 millions de francs pour les rémunérations des agences de publicité bouclant l'essentiel du budget publicités-propagande électorale.

Vingt millions de francs pour six grands meetings : c'est, au dire de M. Nallet, fort peu. Il craint du reste d'être financièrement un peu

débordé sur ce front où il affirme avoir joué, plus encore qu'ailleurs, la rigueur. Dans cette somme, jure encore le trésorier de campagne de M. Mitterrand, pas un seul centime pour les locations d'autocars ou de trains de militants... Suivez son regard vers M. Jacques Chirac, selon lui peu avare de ces facilités et spécialistes des meetings hypercoûteux : « J'ai fait mes calculs ; il n'est pas possible que le meeting RPR de Vincennes ait coûté moins de 10 millions de francs. »

Trois masses de 4 millions de francs sont encore inscrites dans la comptabilité prévisionnelle de M. Nallet. La première couvrira les déplacements du candidat et des états-majors. « M. Mitterrand ne mélange pas les genres. Il se rend à ses meetings en avion privé. » La deuxième financera des actions sectorielles (auprès des Français de l'étranger par exemple). La dernière servira à payer les dépenses de l'avenue Franco-Russe.

Pour l'ensemble de la campagne, le trésorier de M. Mitterrand prévoit donc de recevoir et de dépenser de 82 à 85 millions de francs. Depuis le 12 mars en tout cas, puisque la loi sur le financement de la vie publique ne s'applique que depuis cette date.

Selon M. Nallet, le PS a dépensé hors campagne (opération « Génération Mitterrand », etc.) 30 millions de francs. L'ancien ministre affirme s'en être tenu pour sa part à deux demandes de M. Mitterrand : « Appliquez la loi » et « Restez sous le plafond » (140 millions de francs pour un candidat présent au second tour).

De son début d'expérience, M. Nallet tire d'ores et déjà un certain nombre de conclusions : la loi est « insuffisante et incomplète ». Il est évident pour lui que « Chirac a fait exploser le plafond, même si l'on compte strictement à partir du 13 mars ».

Or de tels comportements demeurent possibles sans « véritable contrôle » ni « sanctions ». Ils contredisent une « authentique égalité des candidats ».

Bref, pour M. Nallet, « il aurait fallu souscrire. Le financement public était la seule solution ».

MICHEL KAJMAN.

Les VUES de Raymond Depardon



MAGNUM

DIMANCHE 17- AVRIL, 18 h

Canal de l'Ourcq à Paris
Arlette Laguiller
elle vient de finir son discours
Marathon du Zénith
dix militants nous accompagnent
Nous nous isolons tous les deux

Il y a des Promeneurs du dimanche
Il fait doux
elle me parle de sa peur des chiens
en vélo, en vacances
Un jogger passe
Un autre monde

EN BREF

● France-Plus : pas de consigne de vote. — M. Arakli Dahmani a indiqué, le vendredi 15 avril à Lille, que l'association France-Plus dont il est le président et qui milite pour les droits civiques des immigrés ne donnera pas de consigne de vote pour l'élection présidentielle. Après avoir fait part de l'intention de son organisation de présenter lors des prochaines élections cantonales et législatives des candidats en Ile-de-France, dans les Bouches-

du-Rhône et éventuellement dans le Nord ; M. Dahmani a précisé que le vote des jeunes immigrés « n'est acquis pour personne » dans la mesure où ils « reprochent à la droite la tentative de réforme du code de la nationalité et la loi Pasqua-Pandraud, et à la gauche son recul sur le droit de vote des immigrés et son silence mitigé sur le problème palestinien ».

● Soutien d'un ancien ministre du général de Gaulle à M. Le

Pen. — Le service de presse de M. Jean-Marie Le Pen a indiqué, le jeudi 14 avril, que M. Henri Rochereau, qui a été ministre de l'Agriculture du général de Gaulle de 1959 à 1961, est intervenu lors d'une réunion publique du FN, à Fontenay-le-Comte, en Vendée, « pour apporter son soutien à Jean-Marie Le Pen ».

L'entourage de l'ancien ministre confirme cette prise de position.

EDITIONS SPÉCIALES

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

MARDI 19
ANDRÉ LAJOINIE
MERCREDI 20
JEAN-MARIE LE PEN
JEUDI 21
FRANÇOIS MITTERRAND
VENDREDI 22
JACQUES CHIRAC

L'ÉVÉNEMENT
AVANT
LE 1^{er} TOUR

18 h 15 en direct sur

RTL

هكذا من الاحمل

هكذا من الاول

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

«Ceux qui voulaient rompre avec le capitalisme ont rompu leurs engagements» nous déclare M. Pierre Boussel

Né le 9 juin 1920 à Montreuil (Seine-Saint-Denis), M. Pierre Boussel est le candidat à l'élection présidentielle du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), sigle qui est apparu en 1985. Dirigeant trotskiste, il est connu dans ce milieu sous le pseudonyme de Lambert comme responsable du Parti communiste internationaliste (PCI), et depuis plusieurs décennies ses partisans sont baptisés «lambertistes».

Agent de contrôle à la Caisse d'allocation familiale de Paris pendant trente-trois ans, M. Boussel est adhérent du syndicat Force ouvrière depuis 1962. Il est à la retraite depuis 1980.

La PCI a obtenu 0,9 % des suffrages aux élections européennes de 1984 et le MPPT a réalisé un score de 0,6 % aux législatives de 1986.

«Le mouvement dont vous êtes le candidat, le MPPT, a l'ambition de construire un parti des travailleurs. Les élections ont sans doute

servi de savoir qui leur propose cette nouvelle composition, c'est-à-dire qui vous êtes ?

— Je suis de la génération de «36». D'abord attiré par le Parti communiste, j'ai rapidement refusé le stalinisme et j'ai adhéré au trotskisme en 1935. J'ai dit «non» à l'Occupation, avec quelques milliers d'autres, en 1940. A la fin de la guerre, le pseudonyme que j'avais utilisé durant cette période — Lambert — m'est resté. Cela s'est passé comme ça, sans réflexion particulière. Je suis un homme tranquille qui habite dans le même immeuble depuis 1948. Je suis marié, j'ai des enfants et des petits-enfants.

— Vous avez été exclu de la CGT pour «titisme» dans les années 50...

— J'ai eu des responsabilités syndicales importantes...

— Lesquelles ?

— Je ne le dis pas, car je suis pour l'indépendance des syndicats à l'égard des partis politiques. Ce n'est pas en qualité de trotskiste que j'ai eu ces responsabilités, et je ne crois pas avoir le droit de les exhiber ou de les utiliser.

— Puisqu'il s'agit de fonctions passées...

— Cela ne change rien. Elles m'ont été données car les travailleurs ont voté pour moi. Quoi qu'il en soit, en 1950, j'ai été accusé d'héritisme-trotskisme et de titisme parce que j'avais conduit une délégation syndicale pluraliste, le 1^{er} mai à Belgrade, à la demande d'un dirigeant ouvrier yougoslave. Au bout de trois tentatives, ils ont réussi à m'exclure de la CGT. En 1952, par quatre voix de majorité, et on a fait voter des absents.

— En 1962, semble-t-il, vous avez adhéré à un autre syndicat : Force ouvrière. Pendant cet inter-

valle de dix ans, vous avez privilégié l'aspect politique de votre activité militante ?

— Oui, pendant ces dix ans, tout en participant au mouvement ouvrier et en gardant de nombreuses relations dans le mouvement syndical, j'ai estimé nécessaire d'accorder la priorité aux problèmes et à l'action politiques.

— Comment le Parti communiste internationaliste s'est-il métamorphosé en MPPT ?

— J'ai toujours considéré qu'un parti ouvrier doit être indépendant de la bourgeoisie et de l'Etat. C'est fondamental et cela a toujours été constant chez moi.

— En 1981, nous avions appelé à voter François Mitterrand dès le premier tour et pour la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Le non-respect des engagements pris par les socialistes et les communistes vis-à-vis des travailleurs a conduit des militants politiques de gauche, des syndicalistes, des militants laïques, des jeunes et des adhérents de la IV^e Internationale dont je fais partie à se mettre d'accord, en 1985, sur une charte en quatre points : reconnaissance de la lutte des classes, légitimité de l'Etat, indépendance réciproque des partis et des syndicats, liquidation des institutions réactionnaires et antidémocratiques de la V^e République. Ainsi s'est créé le MPPT, mais je n'ai pas une position politique figée sur la forme que doit prendre le parti ouvrier.

— Si l'on pose la question de savoir avec qui vous pouvez constituer ce parti des travailleurs, on constate que trois candidats sont insus ou soutenus par des trotskistes. Cela ne fait-il pas un peu trop ?

— Je ne tiens pas à polémiquer. Pour une raison essentielle : il suffit



de comparer ce que disent les uns et les autres, les solutions qu'ils proposent, pour percevoir les différences.

— Quelles sont les différences essentielles ?

— Je ne veux pas polémiquer. Je fais confiance à la réflexion de tous et je défends les positions du MPPT.

Trois thèmes dominants

— Avant d'y venir, pourriez-vous expliquer comment est financé votre mouvement ? Vous annoncez officiellement avoir mille adhérents, mais ce n'est pas suffisant pour faire vivre une campagne électorale ?

— Nous avons trois sources de financement. La première est constituée par les cotisations des militants. A l'occasion de la campagne, ils ont donné le double. La deuxième vient de notre hebdomadaire, *Informations ouvrières*, qui est vendu à 17 000 exemplaires. Nous devons

donc aux lecteurs de l'acheter à 10 francs, soit 4 francs pour le soutien, ce qui, *grasso modo*, nous procure un bénéfice de 40 000 francs par numéro. La troisième source, ce sont les collectes. Nous sommes contre le financement des partis par l'Etat.

Contre le gel des terres

— Trois thèmes dominent la campagne : la défense de la Sécurité sociale et l'abrogation des châtiments légaux, la décentralisation, à laquelle vous êtes opposé, et les décisions de Bruxelles en matière agricole, que vous rejetez.

— Il y a aussi la question des TUC et celle du moratoire pour les loyers, mais limitons-nous à ceux-ci. Selon un récent sondage, 94 % des Français estiment que la protection sociale est le problème central. J'ai passé trente-trois ans de ma vie comme agent de contrôle à la Sécurité sociale. Je connais bien le problème. Depuis 1983, il y a une baisse du pouvoir d'achat de 10 % et on évalue à 25 milliards le déficit de la Sécurité sociale. Si l'on augmente immédiatement les salaires de 10 %, on obtient 70 milliards pour la Sécurité sociale.

— Je considère tout à fait insupportable, aujourd'hui, de supprimer le remboursement à 100 %, qui frappe 643 000 malades, alors que, de l'autre côté, les profits spéculatifs qui ne vont ni plus ni moins à l'économie sont en augmentation. Il faut confisquer les profits spéculatifs.

— En ce qui concerne les TUC, un maire m'a raconté : «J'en ai rencontré trois dans ma campagne électorale — qu'il avait embauché un jeune homme, selon cette formule, en lui allouant une allocation supplémentaire aux 1 200 francs plus éven-

tuellement 500 francs prévus par la loi. La préfecture a cassé la décision. Voilà ce qu'on appelle la prétendue décentralisation. C'est concret.

— Vous êtes hostile également au gel de 1 million d'hectares de terres agricoles préconisé par la CEE.

— Dans l'Aveyron, un maire m'a dit qu'un jeune avait emprunté 70 millions de centimes au Crédit agricole. Il ne peut pas écouler sa production en raison, indirectement, des décisions de Bruxelles. Il doit rembourser 7 millions de centimes par an. Ce jeune, que j'ai vu, m'a dit : «Heureusement que ma femme travaille !». Dans l'Hérault, un maire m'a expliqué que les viticulteurs avaient investi pour améliorer la qualité, et maintenant on leur dit d'arracher la vigne. Le président de la Commission des Communautés européennes, M. Jacques Delors, a déclaré : «J'ai décidé, malheureusement, de remettre en cause quarante à cinquante années de droits sociaux». Pourquoi ? Pour la spéculation ?

— Deux grands partis peuvent se mesurer l'un et l'autre, plus ou moins, des travailleurs. Alors pourquoi faire un autre parti des travailleurs ?

— Ce n'est pas seulement une question idéologique. Il y a évidemment des principes et des méthodes, mais est-il possible d'ignorer que ceux qui voulaient rompre avec le capitalisme ont, en fait, rompu leurs engagements ? C'est aussi valable pour les dirigeants du PCF que pour ceux du PS. Il est nécessaire pour la classe ouvrière d'avoir une nouvelle représentation politique qui respecte ses engagements et, notamment, la rupture avec le capitalisme.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD.

PROTECTION CAMBRIOLAGE

1 BLINDAGE
1 SERRURE
2 500 F

1 BLINDAGE
1 SERRURE
3 500 F

ROSE COMPRE
DEVIS SUR
SIMPLE APPRE
S.P.S.
43.48.90.20

ENCORE PRÉSENTE

Sting

Englishman in France avec NRJ

CONCERTS

22 MAI	TOULOUSE
23 MAI	FREJUS
31 MAI	BORDEAUX
1 ^{er} JUIN	MONTPELLIER
2 JUIN	GRENOBLE
4 - 5 - 6 JUIN	PARIS BERCY
28 JUIN	BREST

LOCATION : PARIS : 3 FNAC - POPB - PROVINCE : POINTS DE VENTE HABITUELS
SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ CLUB - 36.15 CODE LIBE-Infos CONCERT SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ

AM RECORDS, Polydor, La plus belle radio

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Le mensonge de Marseille

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Marseille, sans sourcilier, a abandonné le dimanche 17 avril, son dernier no man's land. Son stade, l'entre de l'OM, l'ancien vélodrome devenu temple du football, ultime terre de réconciliation en ces temps d'intolérance entre ses xénophobes et ses Arabes, entre ses beurs et ses Français de souche.

Dimanche, Jean-Marie Le Pen a fouillé certains d'entre eux, la pelouse de toutes les espérances phocéennes. Seul, au milieu du rond-point central, il s'est avancé, porté par la clameur de ses vingt mille supporters. Dans les gradins, deux journalistes étrangers, deux Anglais, fléchissaient de gêne, choqués par ce spectacle qui charnait, au choix, des relents de messe musolinienne, ou d'arène, aux lions. Ils se regardaient, incrédules, devant cet invraisemblable cadavre offert par la ville au Front national : Jean-Marie Le Pen, tirant à lui et à son crâne, le symbole de cette pelouse, qui avait si souvent servi de baume à bien des humiliations marseillaises.

« Ce, c'est pour nous, plus que pour les élections », expliquait un observateur local. Il avait raison. Dimanche, Jean-Marie Le Pen a gagné sur ce terrain quel que chose qui, pour les Marseillais, tient du sacré. Comme s'il était venu venger la cité de sa récente défaite devant le club de l'Ajex d'Amsterdam.

Absurde, mais vrai pourtant. L'épousement psychologique de la ville et sa traduction en terme de rejet se sont aggravés, au point qu'on vous assure, presque sans sourcil, que si l'OM a perdu le match du samedi, c'est aussi un peu « par la faute des Arabes ». D'ailleurs, Joseph-Antoine Bell, le gardien de but camarounais, battu trois fois devant l'Ajex, n'est-il pas membre de Marseille-Fraternelle, mosaïque d'associations antiracistes ? Diello, Pessi, Pelli ne sont-ils pas noirs ? Et Ayache arabe ?

William Ayache a beau être Français, lorsque l'OM perd, c'est aussi désormais en raison de l'origine de ce joueur-là et de quelques autres. L'exaspération est devenue telle, à Marseille, que cette équipe marseillaise, qui faisait hier chavirer les cœurs les soirs de victoire, cette équipe occitane, est vouée, ce printemps, comme tout ici — le travail, le logement ou l'insécurité — au primat du déformant de la question de l'immigration.

Aussi, pour les Marseillais, cette pelouse du stade-vélodrome paraît-elle donc revenir de droit, inconsciemment ou non, au seul homme actuellement capable de sortir la ville de son malaise.

Jean-Marie Le Pen sait qu'il nourrit les fantasmes phocéens. Il sait que par la magie de l'irrationnel, son parti est déjà crédité, ici, d'un score record au premier tour de l'élection présidentielle. Plus de 30 % estimaient, la semaine dernière, les renseignements généraux.

Proscrits ougés, sans doute. Non dépourvu de calculs, pour faire peur à droite, comme à gauche, pour contraindre Marseille à un vote démocratique. Trompe-l'œil, assurément, mais pulsion réelle. Le score de celui que la Canabère appelle « Jean-Marie », comme si ce Breton avait reçu son visa d'intégration sur le Vieux Port, est bien la seule question qui vaille dans cette campagne, aux yeux des Marseillais.

Le Front national, après avoir dévoré l'électorat communiste, peut grignoter celui de l'actuelle majorité ? Peut-il devancer Raymond Barre, représenté à Marseille par le prétendant de la droite à la mairie, Jean-Claude Gaudin ? Est-il en mesure de faire mieux que l'UDF et le RPR de Jacques Chirac réunis ? Toutes les questions électorales se déclinent en faveur de l'extrême-droite. Interrogez les Marseillais : cette obsession, tant dans le camp des sympathisants du Front national que dans celui de ses adversaires, de la part qui sera donnée, dimanche prochain, par la ville à Jean-Marie Le Pen, est le seul signe tangible de la participation de la cité phocéenne au débat national.

Car la ville ment effrontément à tous les candidats qui se succèdent depuis plusieurs semaines, entre ses murs, comme pour une éponge obligée. Elle fait même croire qu'elle est honorée de se voir ainsi distinguée entre toutes. Heureuse, inquiète parfois de fournir à la politique nationale sa plus belle épave : la « question des immigrés ». En réalité, au plus profond d'elle-même, elle s'en moquerait plutôt.

Jacques Chirac et François Mitterrand peuvent venir, lors de leurs allocutions marseillaises, leurs particularités sur ce sujet délicat. Le premier peut « comprendre ». Le second, provoquer l'opinion en avançant son penchant pour le droit de vote des étrangers aux élections municipales. Toutes ces nuances sont superflues.

L'opinion phocéenne — tous les paramètres le montrent — est saturée de xénophobie. Même les chiffres de Charles Péguy, le ministre de l'Intérieur, sur le beauséjour de la Canabère et dans les quartiers, ne parviennent plus à détourner la course de cette idée fixe. Pour longtemps encore, la fuite sera aux Arabes, dans cette cité malade de son impuissance à changer le cours de son destin.

Marseille ment. La ville la plus prise de cette campagne nationale ne réva, en fait, que de toutes très villageoises ; dernière le théâtre d'ombres présidentielles, elle n'exprime qu'une préoccupation municipale. Et, à ce jeu, tout le monde triche, de la droite à la gauche. Les candidats Jacques Chirac, André Lajoinie ou Raymond Barre sont tous fort bien reçus par la presse régionale et les électeurs potentiels. Sur le Vieux Port, on se vit. Mais ils sont tous dupés.

Les socialistes dépités

Dernier exemple : la venue de François Mitterrand, le 15 avril, dans les Bouches-du-Rhône. Pour respecter la consigne générale de mobilisation du Parti socialiste au premier tour de l'élection présidentielle, les socialistes marseillais ont soutenu sur les photos autour du président-candidat. C'était même à qui serait le mieux placé des frères ennemis de l'héritage defferista sur ladite photo. Michel Pèzet, chef de file des adversaires de l'actuelle équipe municipale et majoritaire au sein de la Fédération socialiste, a prononcé, vendredi dernier, un discours d'union. Tout comme Robert Vigouroux, le maire, rival du premier.

Cette belle façade n'a tenu que le temps de la visite à Marseille de François Mitterrand. Le chef de l'Etat repart, la guerre des clans a repris son fond de campagne présidentielle, mais avec pour seul objectif l'enjeu de 1989. Les « passés » ont ainsi profité, dit-on, de la création d'un comité de soutien à François Mitterrand pour oublier d'y faire séjurer Robert Vigouroux. Celui-ci, en réplique, a fait sien, par voie de presse, le « vote » du président-candidat sur le droit de vote des immigrés au scrutin local. Malheur ! S'il est bien un sujet dont les socialistes marseillais ne veulent pas entendre parler, c'est justement de cette suggestion de François Mitterrand.

Car les municipales de 1989 ne connaîtront sans doute qu'un consensus inavouable, dans la majorité comme dans l'opposition : l'indivisible chapitre de l'immigration, qu'il faudra bien prendre à rebrousse-poil de la sensibilité nationale pour séduire l'électorat phocéen.

En venant à Marseille, après avoir révisé, une semaine durant, son « goût personnel », François Mitterrand a objectivement affaibli l'influence locale de ses amis des Bouches-du-Rhône. « Il ne nous aime pas », c'est sûr, se plaignait, le week-end dernier, un socialiste dépité. Qu'avait-il besoin de venir de ces choses-là ?

L'Europe de 1992, c'était un meilleur sujet pour les Marseillais.

Les prétendants de droite à la mairie ne sont, au fond, pas plus satisfaits des prestations locales des candidats nationaux. Dans l'entourage de Jean-Claude Gaudin, on aurait aimé voir un Chirac plus mordant, c'est-à-dire légèrement plus xénophobe. Sa compréhension du ras-le-bol des électeurs ne suffit pas, face aux exclusions affirmées du Front national. Quant à Raymond Barre, on lui en veut ouvertement de ses propos modérés sur l'immigration, tenus — c'est un comble ! — à la Réunion.

La majorité phocéenne s'inquiète du peu d'empressement de ses champions pour l'Elysée à s'inspirer du seul sujet qui fera ici la différence. Et comme l'époque, à Paris et ailleurs, est plutôt à la température social-démocrate, on fait à l'UDF, comme au RPR, contre mauvaise fortune bon cœur, en empruntant, en mythifiant le vote Le Pen. A défaut de pouvoir rivaliser, on choisit de surestimer le diable.

Michel Pèzet et Jean-Claude Gaudin n'ont d'autre solution, jusqu'au 8 mai, que de grossir le danger de l'extrême droite pour mieux espérer le contrôler. Les 30 % de voix concédées au premier tour au Front national doivent beaucoup aussi aux manipulations de la peur, à gauche comme à droite.

La dignité des communistes

Mais c'est un jeu dangereux. Car Marseille agit et réagit au premier degré. Marseille croit sincèrement que sa survie passe par le rejet des étrangers. Cela s'estompera sûrement un jour avec le temps. En attendant, dans cette ville qui fonde ses vérités de demain sur ses croyances d'aujourd'hui, les mirages, les mythes, les idées fausses rythment la vie quotidienne. Ils risquent aussi de faire les prochaines élections.

Il n'y a guère que le Parti communiste pour ne pas céder au parfum de l'équivoque. Il est vrai que le PC à Marseille n'a plus grand-chose à perdre. Affaibli par vingt ans d'histoire locale, ses électeurs populaires échappés souvent en direction du FN, il ne peut plus espérer récolter aujourd'hui que dans son propre camp.

Aussi, à croire qu'il sur le vote Le Pen, sans arrière-pensées, il y met du style, une dignité qui tranche avec l'ambiguïté ambiante. Tout au long de cette campagne présidentielle, il aura — avant François Mitterrand — milité à Marseille pour le droit de vote étranger dans les scrutins locaux. Et, malgré une plus désespérance,

samedi, la présence des communistes sur le Vieux Port, autour de Georges Marchais et d'André Lajoinie, avait, dans cette atmosphère électorale trop lourde pour être honnête, quelque chose de réconfortant.

Marseille, c'est connu, a toujours été rebelle au pays et à sa capitale. Son souci municipal étroit, en pleine campagne présidentielle, est davantage que la coquette d'une cité orgueilleuse. Le pouvoir, vu du Vieux Port, ne vient pas de Paris mais de l'hôtel de ville. Gaston Defferre, aime-t-on à répéter, n'aurait jamais été « l'homme qu'il a été » s'il n'avait tiré sa légitimité de la grosse bâtisse du port.

Marseille apprécie les visites rituelles des candidats à l'Elysée, mais ce n'est sûrement pas de l'un d'eux qu'elle attende son salut. Les Marseillais ne veulent un chef bien à eux, ils ne peuvent résister au rêve du « caïd », depuis que Gaston Defferre a eu la mauvaise idée de les laisser orphelins. Et le seul chef qui, dans l'imaginaire phocéen de cette campagne, pourrait recueillir les agréments s'appelle Jean-Marie Le Pen. Car l'union dépasse actuellement dans la ville tous les calculs électoraux, même si les scores du 24 avril seront lourds de signification pour les futures batailles de 1989.

Le Pen, entend-on fréquemment, représente bien l'idée de « ce vote vrai » que les Marseillais ont au cœur. « C'est un macho, un vrai », Le Pen intrigue, fascine, d'autant qu'il prend bien soin jusqu'à présent de se tenir loin de la ville — son stade excepté — pour demeurer une image mythique.

Cette campagne nationale en témoigne plus que les scrutins précédents : c'est Le Pen qui intéresse ou qui fait peur. Le Pen, comme maire possible de Marseille. Le Front national n'est, après tout, du point de vue local, qu'un parti comme les autres, et dont on attend, comme ailleurs, les habituels services du clientélisme. Peu importe que les lauréats du chef de la droite nationale se livrent ici la même guerre d'usure que les autres pour les législatives ou les élections cantonales à venir. Seul un magnétisme est reconnu, appelé ou rejeté, celui de Jean-Marie Le Pen.

Voilà pourquoi cette apparition sur la pelouse de l'OM est une vision mythique. Les dirigeants du club de football, les élus de la municipalité pourront s'interroger sur leur responsabilité dans la location du stade au Front national. Le mal est fait. L'effet Le Pen décapité par la rencontre explosive de deux signes. A Marseille, les symboles, surtout en période de vide, ont plus de force qu'ailleurs.

PHILIPPE BOGGIO.

Dans les Yvelines Conflit au RPR

La succession du député RPR et maire de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), Robert Wagner, décédé le dimanche 3 avril, était une affaire attendue de longue date par les instances fédérales du RPR qui avaient déjà prévu d'installer M. Jacques Katz (ancien adjoint) à la mairie. Francis Barthe, député des Yvelines et adjoint au maire de Versailles au conseil général, et Jacques Masden-Arus, maire et conseiller général de Poissy, à l'Assemblée nationale. Elles n'avaient pas imaginé qu'une dissidence puisse se manifester dans ses rangs. Elle s'est pourtant déclarée, le vendredi 15 avril, avec la présence de deux candidats du RPR : d'un côté M. Katz, officiellement investi de l'autre, M. Antoine Trani, conseiller municipal, qui s'est auto-investi.

Massivement soutenu par le conseil municipal — qui aura sans doute voulu sanctionner l'ingérence de l'appareil RPR — M. Trani l'a emporté dès le premier tour à la majorité absolue de dix-huit voix contre treize à son rival M. Katz et trois au candidat du Parti socialiste, M. Gérard Desseigne.

L'incident n'est pas clos : M. Trani a d'ores et déjà décidé de se présenter à l'élection cantonale partielle dont le premier tour est fixé au 8 mai et ce en dépit de la candidature officielle de M. Barthe, secrétaire général, adjoint et porte-parole du RPR.

Pour l'autre élection partielle provoquée par le choix de M. Masden-Arus d'entrer à l'Assemblée nationale et qui sera organisée également le 8 mai dans le canton de Poissy-nord, le RPR a investi un écologiste proche de lui, M. Paul-Xavier Pelli, troisième adjoint au maire de Poissy.

T. L. L.
[Agé de quarante-sept ans, M. Antoine Trani, qui est entré au conseil municipal de Vélizy en 1983, est président de la société d'économie mixte immobilière de Vélizy et trésorier de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixtes présidée par M. André Sautin, ministre délégué chargé de la communication.]

POINT DE VUE

Appel aux candidats

par Marek Haïter

DANGER ! Une idéologie faite d'intolérance, de mépris, et de haine tenace, tel un gaz polluant, de se répandre à travers le pays, étiquant son bon-sens, faisant resurgir des fonds obscurs du subconscient des pulsions depuis longtemps refoulées, réprimées et condamnées par amour de la liberté. Des appels, des slogans, des thèses, que j'ai vu ou entendus pour toujours réapparaissent sur les murs de nos villes, constituant même le thème de débats électoraux. Et j'ai peur.

Je ne compte pas intervenir dans la bataille électorale. Non par manque d'intérêt pour cet événement, mais parce que j'appartiens à une tradition, où l'intellectuel, s'il compte volontiers sur le parrain du Temple ou sur les marches du Palais-Royal, c'est moins pour soutenir le roi que pour l'interroger en matière de justice.

En France, pays où l'intellectuel jouit d'un prestige exceptionnel, deux traditions se superposent en s'opposant : la tradition grec-romaine et la tradition judéo-chrétienne. Dans la première, l'intellectuel croit à son influence sur les décisions de César par ses conseils, ses arguments, ses recommandations. En le servant il est persuadé de servir le pays.

Dans la seconde, l'intellectuel croit à la nécessité d'un juste équilibre entre le pouvoir du roi et celui

du Prophète. Tant que le roi acceptait d'être publiquement interrogé, voire contesté, le pays jouait, pense-t-il, de liberté.

Si pour la plupart des intellectuels des deux traditions l'objectif — préserver la démocratie et la justice — est le même, leurs comportements diffèrent.

Aujourd'hui, certains de mes amis s'engagent pour l'un ou l'autre des candidats à la présidence. Ils ont raison de demeurer fidèles à l'idée qu'ils se font du rôle de l'intellectuel dans la cité. Pour ma part, je resterai fidèle à la mienne.

Aussi, à quelques jours du premier tour de l'élection, je fais appel aux candidats. Aux candidats démocrates. Je les mets en garde, je les conjure au nom d'un passé récent dont nous sommes encore beaucoup à porter les stigmates, de dénoncer les idées du Front national, de refuser, malgré les tentations qui seront grandes, toute compromission, tactique ou réelle, avec une idéologie qui porte en elle les germes de notre décadence.

Je voudrais que nous soyons nombreux, très nombreux, à dire à nos candidats démocrates à la présidence de la République que la soumission à la loi de Le Pen ou, au contraire, le rejet de ses thèses racistes et anti-démocratiques déterminent notre choix électoral. Car le véritable enjeu, aujourd'hui, c'est celui-là.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

Au conseil régional de Franche-Comté

M. Chantelat admet que la majorité a passé un « accord-programme » avec le FN

BESANCON
de notre correspondant

Le conseil régional de Franche-Comté, qui, à la suite du départ de la quasi-totalité des élus de gauche, n'avait pas pu, faute de quorum, mesurer à son terme la mise en place de son nouveau bureau le 14 avril, s'est réuni à nouveau le lundi 18. A cette occasion, la gauche n'a pas mené M. Pierre Chantelat (UDF-FR), porté, jeudi dernier, grâce aux voix du Front national, à la présidence vacante depuis le décès d'Edgar Faure. Le nouveau président a persisté à soutenir que le secret du scrutin interdisait d'affirmer que les trois voix d'extrême droite s'étaient portées sur son nom.

Traité de « menteur » par le socialiste Christian Prost, président du conseil général du territoire de Belfort, qui durant toute la séance l'a harcelé de questions concernant un accord possible entre UDF, RPR et Front national, M. Chantelat a fini par reconnaître qu'il n'y avait eu d'accord avec le Front national que sur un programme.

« On peut », a ajouté M. Chantelat, avoir un consensus sur un programme sans renoncer aux valeurs que l'on défend : ce n'est pas pour cela que nos idéologies sont semblables.

Pour sa part, M. René Mars (Front national), élu le 14 avril au poste de cinquième vice-président, n'a pas caché que cette promotion attendue relevait d'un « échange de bons procédés ».

Tout semblait dit. Mais il fallait encore que l'on discutât longuement de l'opportunité d'un débat sur les compétences du bureau et la nature des pouvoirs que le président entendait déléguer aux cinq premiers vice-présidents. « Pourquoi ne voulez-vous pas de débats ? », s'obstinait M. Prost. « Parce qu'il n'y

aura pas de débats » répondait M. Chantelat, avec une égale obstination. On n'en évoqua pas moins Hitler et Mussolini d'un côté, et Staline de l'autre.

C'est dans cette ambiance tendue que le conseil régional — et en l'absence de M. Jean-Pierre Chevènement (PS) et Jacques Marcellin (MRG) — a achevé l'élection de son bureau. En dehors de l'entrée d'un second représentant du FN, M. Pascal Martin, la composition politique de cette instance interne n'a pas été modifiée.

Les socialistes conservent leurs huit postes de simples membres, le Parti communiste retrouve le sien (avec 37 voix sur 42, certains conseillers de droite ayant manifestement voulu faire la démonstration de leur sens de la démocratie en votant pour lui) ainsi que le MRG. L'UDF et le RPR disposent de onze postes (dont la présidence et neuf vice-présidences) et le Front national de deux (dont une vice-présidence).

CLAUDE FABERT.

PRÉSIDENTIELLE SUR RADIO BEUR PARIS EN DIRECT 98.2 FM

Mardi 19 avril 1988 de 15 h 30 à 16 h 30 MICHEL HANNOUN (RPR)
Mardi 19 avril 1988 de 16 h 30 à 19 h 30 PIERRE JOYE (PS)
(ancien ministre de l'Intérieur)
Mardi 20 avril 1988 de 19 h à 20 h BERNARD STASI (UDF)
Jeudi 21 avril 1988 de 10 h 30 à 11 h 30 ANTOINE WABCHER
(candidat écologiste à l'élection présidentielle)
Jeudi 21 avril 1988 de 18 h à 19 h PIERRE BÉRÉGOVOY (PS)
(directeur de la campagne de Fr. Mitterrand)
Vendredi 22 avril 1988 de 16 h 30 à 19 h 30 PIERRE JUQUIN (Rassemblement)
(candidat à l'élection présidentielle)
Vendredi 22 avril 1988 de 19 h 30 à 20 h 30 RAYMOND BARRE (UDF)
(candidat à l'élection présidentielle)

DÉBATS ANIMÉS PAR NACER KETTANE
(Radio BEUR : B.P. 77 SAINT-OUEN Cedex 93400)

L'AFP SANS ABONNEMENT SUR MINITEL :

tapez le 36.29.36.19

Ce simple numéro de téléphone vous relie à plus de 700 dépêches quotidiennes intégrément repertoriées par le service AFP-PRO.

Un geste simple, une réponse immédiate et un gain de temps dans votre organisation.

Telesystemes
Questel

هكذا من الاجل

Politique

Les réponses des trois principaux candidats

RAYMOND BARRE :

« Nos concurrents continuent d'aller plus vite et mieux que nous »

1. COMMERCE EXTERIEUR ET COMPETITIVITE

Je choisis d'évoquer d'abord les déséquilibres de nos échanges commerciaux et de nos paiements courants car ils interviennent tout d'abord dans la mesure des problèmes durables qui se posent à notre économie.

Nous avons maîtrisé nos coûts de production et nos prix. Et pourtant nous restons fortement déficitaires (plus de 30 milliards de francs et 27 milliards de francs environ pour la balance des paiements en 1987), alors même que la croissance française demeure plus faible que celle de nos concurrents. C'est là une preuve d'un grave défaut de compétitivité de notre appareil productif.

Jusqu'en 1981, nos exportations progressaient plus rapidement que celles de nos principaux partenaires. Depuis 1981, nous avons perdu l'équivalent d'un client étranger sur cinq.

Les résultats très préoccupants du commerce extérieur de février sont imputables à une forte chute de nos ventes à l'étranger. Nous perdons des parts de marché car nos investissements productifs ont décliné entre 1981 et 1984 et que le retard pris par rapport à nos concurrents ne se résorbe pas.

Voilà pourquoi l'emploi en France ne s'accroît pas, à la différence de tous les autres pays industrialisés.

Ce ne sont pas des mesures ponctuelles ou conjoncturelles, mais une politique d'ensemble, menée dans la durée, qui nous permettra d'enrayer le recul relatif que nous subissons et de rejoindre le groupe de tête des pays développés. Les maîtres mots de cette politique sont investissement et compétitivité. D'importantes et utiles décisions ont certes été prises depuis mars 1986. Elles ont, pour la plupart, supprimé les handicaps créés par la gestion socialiste (contrôle des prix, contrôle des changes, nationalisations, rigidités sociales). Mais elles devraient être complétées par un ensemble de dispositions donnant à notre économie la possibilité de rattraper le retard accumulé.

Nous progressons depuis deux ou trois ans. Mais nos concurrents continuent d'aller plus vite et mieux que nous. Tel est le jugement fondamental que je porte sur notre économie, jugement que la persistance de notre recul sur les marchés internationaux confirme, hélas, sans ambiguïté.

2. FORMATION ET EMPLOI

La question de l'emploi est par nature et simplement écartonnée dans cette campagne. Les Français sont maintenant dans l'ignorance de ce qui se passe à l'étranger, et particulièrement en Europe, où l'on assiste depuis bientôt cinq ans à une reprise vigoureuse des créations d'emplois. Une seule donnée résume la situation dans laquelle nous nous trouvons : si l'emploi en France avait progressé comme dans la Communauté économique européenne depuis 1983, nous compteriez aujourd'hui 900 000 emplois de plus.

Voilà pourquoi il ne faut pas se résigner à la stagnation de l'emploi et au traitement social du chômage.

J'affirme qu'il est possible de créer en France des emplois en grand nombre. Si nos partenaires y sont parvenus, par centaines de milliers, la France doit aussi y parvenir. L'examen des politiques menées à l'étranger ainsi que l'analyse de la situation française montrent que tout dépend de l'investissement, de la recherche et de la formation.

Je me limiterai à un exemple : entre 1981 et 1988, selon le rapport économique et financier annexé à la loi de finances, l'investissement productif en volume s'est accru de 32,7 % en Grande-Bretagne

contre 3,8 % en France ; au cours de la même période, l'emploi s'est accru de 853 000 outre-Manche tandis qu'il diminuait de 286 000 chez nous.

Le programme d'incitations fiscales que je propose en faveur de l'investissement sous toutes ses formes, en faveur de la recherche et de la création d'entreprise, répond à l'objectif de restauration de notre compétitivité, condition première de la reprise de l'emploi.

La formation professionnelle doit devenir plus performante et, pour cela, être connectée au monde des entreprises. Elle ne doit plus concerner seulement ceux qui ne peuvent suivre les filières d'enseignement général. Je souhaite une cogestion de la formation professionnelle, conçue comme une administration de mission. En effet, c'est dans l'accord de l'Etat, des régions (à cet égard, il faut aller au bout de la décentralisation), des entreprises ainsi que des partenaires sociaux que les problèmes doivent être traités. Le volume des crédits consacrés à la formation est considérable. L'objectif est moins de les

accroître que de les utiliser mieux.

Je propose en outre de stimuler l'effort des entreprises par une vigoureuse incitation fiscale et d'offrir aux particuliers la possibilité d'ouvrir un compte d'épargne-formation, calqué sur les comptes d'épargne-logement.

3. CONSTRUCTION EUROPEENNE

Quatre ans et demi nous séparent de l'ouverture du marché unique européen. Nous devons y travailler sans hésiter et sans chercher à reculer l'échéance de 1992, fixée par le conseil européen. Profitons pour engager rapidement les politiques qu'elle implique. C'est ainsi qu'il me paraît indispensable de réaliser une profonde réforme de notre fiscalité.

Ce n'est pas en ajournant l'harmonisation de la TVA que nous réduirons les difficultés. Nous ne ferions que les différer. Le gouvernement s'en est lui-même rendu compte, en réduisant de manière imprévue la TVA sur les automobiles.

Prendons à bras le corps l'harmonisation de notre fiscalité, progressons par étapes, sur tous les fronts, aussi loin que possible, quitte, comme nous l'avons fait pour le SME, à la réaliser avec ceux des Etats membres qui y sont prêts.

Ce sera pour nous l'occasion de réduire le nombre et le niveau de nos taxes de TVA, qui sont parmi les plus élevées d'Europe.

La libération complète des mouvements de capitaux est un corollaire de l'acte unique qui nous permettra de franchir un nouveau pas vers l'union monétaire : un système de réserve européen regroupant les banques centrales des Etats membres. L'autonomie de la Banque de France est une condition préalable qu'il faudra satisfaire.

4. FISCALITE ET BUDGET

Les impôts sont trop lourds en France. C'est l'un des buts de la réforme fiscale que je propose que de continuer à les réduire.

La priorité doit revenir aux entreprises. Sur une période de cinq à sept ans, trois objectifs me semblent souhaitables : la diminution à 33 % de l'impôt sur les sociétés, la réduction à 50 % du taux maximal de l'impôt sur le revenu, l'harmonisation européenne de nos taux de TVA, ce qui implique la suppression des taux majorés.

En ce qui concerne la fiscalité du patrimoine, je crois urgent de prendre des dispositions d'allègement qui faciliteront la transmission des entreprises, en allant

jusqu'à l'exonération complète des droits pour les transmissions en ligne directe, tant que le patrimoine demeure dans l'entreprise.

Ces objectifs seront progressivement atteints en tenant compte de la marge de manœuvre budgétaire dont le gouvernement dispose. Il n'est pas question d'accroître le déficit à la manière américaine. La poursuite de l'effort de réduction des dépenses s'impose. Je ne crois pas possible de réaliser des économies sur les dépenses d'investissement de l'Etat. C'est sur les autres titres de dépenses, en particulier sur les interventions économiques, qu'il faudra faire porter l'effort. Je réserve une réponse plus précise, car je crois nécessaire de procéder à un audit des finances publiques dès l'été prochain.

Reste la situation des retraites du régime général, qui est sérieuse. Je regrette que M. Mitterrand veuille l'ignorer. Il est vrai que la décision qu'il a prise d'abaisser à soixante ans l'âge du départ à la retraite, sans prévoir le financement correspondant, est l'une des causes de cette situation.

Sur cette question des retraites, j'ai demandé au Conseil économique et social, où sont représentées toutes les forces vives du pays, de me faire part de ses réflexions et recommandations des « sages » et sur les conclusions des faits généraux. Je n'entends pas préjuger de ces réflexions.

A court terme, le financement des retraites est bien entendu assuré. Les rentrées de cotisations sont d'ailleurs actuellement supérieures à ce que nous attendions : la trésorerie de la Sécurité sociale perçoit d'ailleurs le paiement de toutes les retraites en 1988. Nous pourrions donc prendre en toute sérénité et avec l'assentiment du plus grand nombre de Français les mesures nécessaires d'ici à la fin de l'année.

JACQUES

« Je ferai la pérennité de

1. PROTECTION SOCIALE

Parce que c'est la solidarité en action, la Sécurité sociale est un élément essentiel de notre cohésion nationale. J'y suis particulièrement attaché et je ferai tout pour assurer sa pérennité.

Pour résoudre les problèmes financiers auxquels elle se trouve confrontée, je ne veux ni imposer ni imposer. C'est aux Français de dire quelle sécurité sociale ils veulent pour l'avenir, avec quels financements, avec quel équilibre entre solidarité collective et effort personnel. C'est pourquoi nous avons réuni les états généraux de la Sécurité sociale : 45 000 personnes dans les départements puis à Paris pour réfléchir dans la clarté aux solutions à envisager pour assurer l'équilibre durable de la Sécurité sociale, cela ne s'est jamais vu. C'est l'illustration de la société de participation que je propose au pays.

Nous avons pu, vous le savez, moderniser et rendre plus efficaces les aides aux familles tout en préservant l'équilibre global de cette branche. Les accidents du travail, grâce notamment aux efforts de prévention des entreprises, sont moins fréquents. Surtout, nous sommes parvenus à maîtriser les dépenses de santé, sans remettre en cause les conditions normales d'accès aux soins, et sans contraindre la modernisation continue de l'appareil médical. Ce que nous avons pu réaliser en 1987, nous pouvons continuer à l'obtenir, et chacun agit dans un climat de confiance réciproque.

Reste la situation des retraites du régime général, qui est sérieuse. Je regrette que M. Mitterrand veuille l'ignorer. Il est vrai que la décision qu'il a prise d'abaisser à soixante ans l'âge du départ à la retraite, sans prévoir le financement correspondant, est l'une des causes de cette situation.

Sur cette question des retraites, j'ai demandé au Conseil économique et social, où sont représentées toutes les forces vives du pays, de me faire part de ses réflexions et recommandations des « sages » et sur les conclusions des faits généraux. Je n'entends pas préjuger de ces réflexions.

A court terme, le financement des retraites est bien entendu assuré. Les rentrées de cotisations sont d'ailleurs actuellement supérieures à ce que nous attendions : la trésorerie de la Sécurité sociale perçoit d'ailleurs le paiement de toutes les retraites en 1988. Nous pourrions donc prendre en toute sérénité et avec l'assentiment du plus grand nombre de Français les mesures nécessaires d'ici à la fin de l'année.

2. FORMATION ET EMPLOI

Il n'existe qu'une bonne manière de lutter contre le chômage : favoriser une plus grande compétitivité de l'économie. En France aussi, elle fait ses preuves. L'emploi salarié dans les entreprises a chuté de 526 000 personnes entre mars 1981 et mars 1986, c'est-à-dire de plus de 100 000 personnes par an en moyenne ; la tendance est aujourd'hui inversée et le nombre d'emplois a cessé de diminuer depuis mars 1986, progressant de 16 000 en vingt et un mois.

Mais cet effort demandera du temps : si les premiers résultats sur l'emploi sont dès aujourd'hui perceptibles, nous l'avons vu, ils ne seront massifs que dans plusieurs années. D'où la nécessité de venir en aide aux chômeurs en faisant en sorte qu'ils disposent de ressources suffisantes, en les formant pour que leurs chances de retrouver un emploi soient accrues, en veillant à ce que ceux qui ne retrouvent pas rapidement du travail ne soient pas perdus de la vie sociale. C'est tout le sens de l'activité minimum d'insertion garantie que je propose pour les chômeurs de longue durée. A l'opposé d'une politique d'assistance telle que celle proposée par M. Mitterrand par exemple, elle respecte la dignité de chacun et lui offre un travail ou une formation et une protection sociale parallèlement à un revenu minimum. Il faudra organiser la mobilisation de toutes les solidarités : professionnelles, associatives, locales pour parvenir à cet objectif.

La formation, donc, pour la France, l'investissement collectif prioritaire. Pour les sept ans qui viennent, l'essentiel n'est sans doute pas seulement une augmentation des moyens mis en œuvre, mais aussi d'accroître l'efficacité de notre système. Un triple effort devra être conduit : un effort de qualité ; tout d'abord, qui passe par le renforcement de l'enseignement du premier degré et par la personnalisation de la formation ; un effort d'ouverture car l'éducation nationale s'est trop repliée sur elle-même et sur ses filières traditionnelles. Les entreprises doivent être davantage impliquées, il s'agit de diversifier les types d'enseignement, de développer les formations techniques et professionnelles, l'apprentissage et les formules d'alternance entre l'école et la vie du travail ; un effort de continuité enfin. Aucune formation n'est jamais acquise pour la vie. Chacun de nous devra compléter périodiquement ses connaissances initiales. Le crédit d'impôt formation que j'ai fait adopter en fin d'année dernière aidera les entreprises à développer leurs investissements de formation.

Mais c'est l'ensemble des partenaires de l'école qui doivent s'exprimer : les familles, les enseignants, mais aussi les élèves et les étudiants, les entreprises et les diverses organisations qui s'intéressent à la formation. C'est pourquoi j'ai annoncé que je réunitai rapidement des états généraux de l'éducation et de la formation. Là encore, nos objectifs sont concrets : les moyens pour y parvenir également. C'est à ce prix que nous pourrions « viser juste » et ne pas nous livrer simple-

3. SALAIRES, REVENUS ET POUVOIR D'ACHAT

Depuis la relance salariale de 1981 et le blocage des salaires de l'été et de l'automne 1982, de grands progrès ont été réalisés dans les esprits. Qui discute aujourd'hui le principe selon lequel la politique salariale relève de la responsabilité des entreprises, au même titre que la politique des prix ? De même, la notion de politique des revenus paraît aujourd'hui frappée de déshérence.

Le principe qui doit prévaloir et qui entre peu à peu dans les faits est celui de la différenciation des rémunérations selon les performances individuelles et selon les résultats de l'entreprise.

L'Etat conserve sa responsabilité en ce qui concerne le SMIC. Je ne crois pas nécessaire de le modifier et moins encore de le supprimer. Les formules de formation en alternance pour les jeunes permettent de maintenir le SMIC sans qu'il constitue un obstacle à leur embauche dans les entreprises.

Je ferai une dernière remarque : la stagnation du pouvoir d'achat ne me paraît pas constituer un objectif en soi. La stabilisation du pouvoir d'achat s'impose dans les périodes d'inflation par la hausse des coûts de production. Dans la situation actuelle, la stagnation des revenus est la conséquence des faiblesses de notre appareil productif et de sa compétitivité déclinante. Le succès de la politique d'offre compétitive que je me propose d'engager devrait permettre de retrouver une progression globale des revenus parallèle à celle de la productivité, comme c'est peu ou prou le cas chez nos partenaires européens. C'est ainsi que nous pourrions tendre vers une économie dynamique, à haut niveau de salaire et d'emploi, reposant sur une forte productivité.

7. L'ETAT ET L'INDUSTRIE

Il faut poursuivre les privatisations, sans a priori idéologique et en prenant avant tout en considération l'intérêt des entreprises à privatiser. Toutes les entreprises qui relèvent du secteur concurrenciel sont susceptibles d'être privatisées. Je crois nécessaire de diversifier les modalités de la privatisation selon la situation des entreprises.

Quant à l'industrie, il est évident que l'Etat ne peut s'en désintéresser. Entre le socialisme interventionniste et le libéralisme absolu, il y a la voie d'un pragmatisme avisé qui est la mienne. L'Etat gère des programmes de recherche essentiels, des marchés publics considérables, des systèmes de réglementation et de normes qui concernent très directement l'industrie. Il a bien entendu l'outil fiscal à sa disposition. Il doit utiliser ces différents instruments avec le souci de ne pas substituer aux chefs d'entreprise, de laisser le champ libre à leurs initiatives et de veiller à ce qu'une saine concurrence s'exerce. Il doit enfin fixer des règles du jeu stables assurant un environnement économique favorable au développement des entreprises.

Les questions du Monde

Le Monde a soumis sept questions aux trois principaux candidats à l'élection présidentielle. Elles étaient posées dans l'ordre ci-dessous indiqué, sans que cet ordre traduise la moindre priorité des journalistes du service économique. En revanche, il était clairement indiqué aux trois candidats que l'ordre de leurs réponses traduirait leurs priorités, de même que les longueurs respectives accordées à chaque réponse. Liberté leur était en effet laissée d'utiliser librement un espace global de deux colonnes, deux tiers du journal. Seul M. Barre a strictement respecté cette règle.

SALAIRES, REVENUS ET POUVOIR D'ACHAT

Comment assurer le maintien du pouvoir d'achat des salaires sans relancer l'inflation et sans rétablir l'indexation sur les prix ? Faut-il développer l'individualisation des rémunérations, répartir autrement les gains de productivité, récompenser les performances individuelles ou collectives ? L'Etat doit-il encore avoir une politique des revenus ? Faut-il modifier le SMIC ?

PROTECTION SOCIALE

Comment assurer le retour à un équilibre durable du régime général de sécurité sociale sans recourir tous les six mois à un plan de sauvetage basé sur des hausses de cotisations ? Que proposez-vous pour venir à bout du déficit structurel de l'assurance-vieillesse ? Quelle mesure immédiate allez-vous prendre pour éviter le lourd déficit de cette branche qui se profile au second semestre ? Une contribution sur tous les revenus ? Faut-il réformer la Sécurité sociale ?

FORMATION ET EMPLOI

Comment lutter efficacement contre le chômage alors que beaucoup de recettes ont fait faillite et que le traitement social à trouver sera d'autant plus complexe ? Est-il inéluctable de rester avec un nombre élevé et incompressible de chômeurs ? Comment allez-vous traduire concrètement la priorité à la formation ? Par un effort accru de l'Etat ? Par une augmentation de la contribution obéissante des entreprises ? Par une plus forte prise en charge des régions ?

FISCALITE ET BUDGET

Si l'on met à part le problème des cotisations sociales, trouvez-vous que les impôts sont trop lourds en France ? Si vous deviez les réduire auxquels donneriez-vous la priorité : aux impôts sur les entreprises ou aux impôts sur les ménages ? Quelle forme et quelle ampleur prendraient ces réductions ? Modifieriez-vous, et comment, la fiscalité du patrimoine (droits de succession, droits de mutation, taxes foncières, plus-values...) qui est, en France, plus lourde globalement que dans la plupart des pays industrialisés ? Sur quelles dépenses publiques précises feriez-vous des économies ?

COMMERCE EXTERIEUR ET COMPETITIVITE

Les déséquilibres du commerce extérieur et des paiements courants de la France vous inquiètent-ils ? Pourquoi ? Appellerez-vous des mesures nouvelles ? Lesquelles ?

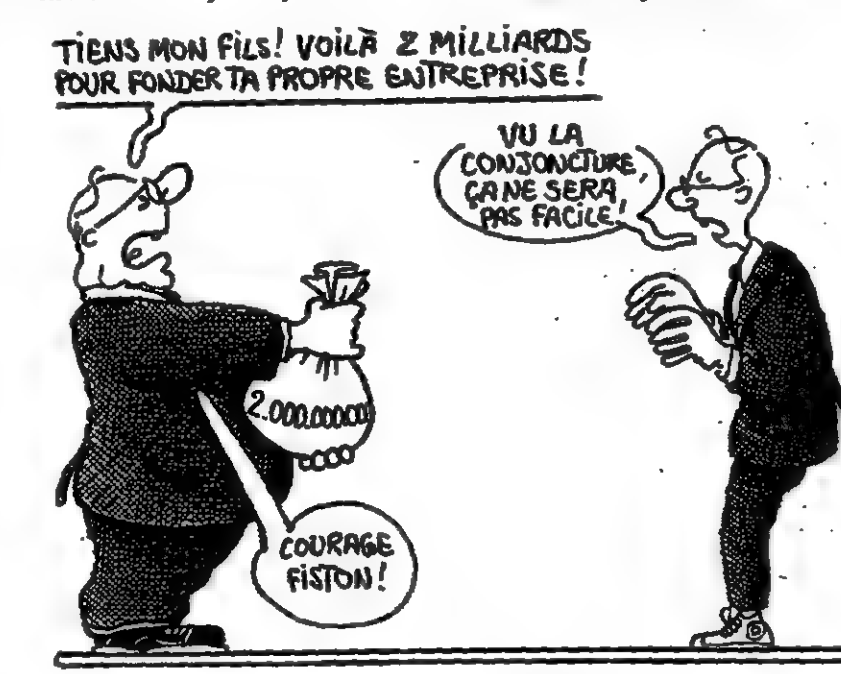
CONSTRUCTION EUROPEENNE

Le marché unique européen, qui permettra aux hommes et aux biens de circuler sans entrave aux frontières, est-il réalisable, comme prévu, au 1^{er} janvier 1993 ? Compte tenu des bouleversements qu'il implique (fiscalité, concurrence...), est-il souhaitable de le réaliser dans un temps aussi court, notamment en ce qui concerne la TVA ? Que proposez-vous par ailleurs pour faire progresser la construction de l'Europe, notamment monétaire ?

L'ETAT ET L'INDUSTRIE

L'Etat doit-il s'intéresser spécifiquement à l'industrie ou ne plus prendre de mesures que générales concernant toutes les entreprises ? Quel peut-être son rôle vis-à-vis des différents secteurs de l'industrie ? Que faire des entreprises nationales dans l'industrie, des banques et des autres secteurs (transports, P.T.T.) ?

★ Les dessins sont extraits de Wolfgang, le feras informatique ! de Jean Plantu (Editions La Découverte-Le Monde).



Politique



aux grands défis économiques

CHIRAC :

« tout pour assurer la Sécurité sociale »

3. SALAIRES, REVENUS ET POUVOIR D'ACHAT

Le succès de notre politique de lutte contre l'inflation permet une amélioration du pouvoir d'achat des salariés, même si ceux-ci continuent de connaître une progression modérée en termes nominaux : une part substantielle des gains de productivité de notre économie est donc transmise aux salariés. Telle a été la réalité de 1986 et 1987, avec une progression du pouvoir d'achat du salaire moyen de 1,9 % en total sur les deux années.

La plus large prise en compte des performances individuelles que l'on constate actuellement va dans le sens d'une plus grande motivation des hommes et d'une meilleure flexibilité de l'économie. Or c'est de cela que la France a besoin : une économie qui s'adapte vite à une réalité en rapide transformation.

Alors que devra faire l'Etat dans ce domaine ? Trois choses.

L'Etat devra conduire, pour ce qui le concerne, une politique exemplaire en matière de rémunérations. Cette politique responsable a d'ailleurs été comprise des salariés et de leurs organisations représentatives, puisque jamais les accords signés dans le secteur public n'ont été aussi nombreux qu'en 1987.

Vœux à la justice, c'est-à-dire en respect d'un salaire minimum, dont le niveau doit être compatible avec notre situation économique mais aussi avec nos exigences sociales, ce qui suppose le maintien du SMIC.

Enfin, chercher à faire en sorte que les fruits de la réussite soient répartis entre tous ceux qui y ont contribué. C'est tout le sens de nos actions en faveur d'une large diffusion de l'actonariat et du renforcement de la participation et de l'intégration dans les entreprises. C'est la réforme sociale la plus importante de la fin de ce siècle, j'en suis convaincu.

4. FISCALITÉ ET BUDGET

Depuis deux ans, les allègements fiscaux auxquels nous avons procédé représentent un total de 70 milliards de francs. C'est un acquis, mais il est impératif de continuer.

Comment se traduiront-ils concrètement les priorités pour l'avenir ?

Le taux de l'impôt sur les sociétés devra être abaissé progressivement, l'objectif à long terme étant de revenir à un taux de 33,33 % ; nous avons déjà réussi à le ramener de 50 à 42 %.

Mais il ne faudra pas oublier qu'il existe en France près de deux millions d'entreprises individuelles, dont les résultats sont imposables à l'impôt sur le revenu, et dont millions de cadres et de chefs d'entreprises constituent à bien des égards, le vivier de l'avenir. J'estime que le passage d'une tranche à l'autre du barème est trop rapide. J'affirme donc que la poursuite de la diminution de la progressivité de l'impôt sur le revenu, qui a été entreprise depuis deux ans, sera absolument indispensable.

La TVA est plus lourde chez nous que chez nos principaux partenaires. Soyons clairs : en la matière, l'harmonisation ne pourra pas être achevée dès 1992. Pour ma part, je suis partisan de continuer à supprimer les distorsions de taxes les plus importantes ; c'est ce que nous avons commencé à faire en abaissant de 33,33 % à 28 % le taux de la TVA sur les automobiles et les motos, et de 33,33 % à 18,6 % le taux de la TVA sur les disques. Puis-je vous rappeler que le gouvernement socialiste avait, au contraire, relevé le taux de la TVA ? Cela vous montre que ce ne sont pas seulement les intentions qui comptent.

Je voudrais enfin évoquer le problème de la fiscalité du patrimoine, de l'impôt sur le capital si vous voulez. J'enchaîne complètement, pour ma part, de créer un impôt nouveau dans ce domaine, car c'est à l'évidence injuste et incompatible avec la réalisation du marché unique européen, alors qu'il existe chez nous l'impôt sur les plus-values, moindres en Allemagne, et que l'impôt sur les successions est également beaucoup plus lourd en France. Bien entendu, pour parvenir à alléger les impôts, il faudra réduire les dépenses publiques. C'est ce que nous avons fait, avec succès depuis deux ans.

On peut toujours discuter tel ou tel chiffre, dire que nous avons réduit le déficit grâce à des rentrées fiscales meilleures. Reste un fait indiscutable : deux années de suite, les dépenses de l'Etat ont progressé moins vite que les recettes. Cela ne s'était pas vu depuis trente ans. Cela ne doit rien à la chance ou à la fiscalité, mais tout à l'effort et au sérieux de la gestion.

5. COMMERCE EXTÉRIEUR ET COMPÉTITIVITÉ

La situation de notre commerce extérieur n'est pas encore satisfaisante, et j'y suis très

attentif, mais il ne faut pas être alarmiste. Nos échanges de marchandises et de services ont été équilibrés l'an dernier.

Le solde de nos échanges de produits industriels est négatif. D'où cela provient-il ? Durant des années, la politique suivie par les gouvernements socialistes a mis à la compétitivité des entreprises françaises. En 1986, les exportations de produits industriels baissent, depuis plusieurs années déjà, alors que les importations de ces produits augmentent régulièrement. Nous avons inversé cette tendance à l'affaiblissement des exportations industrielles : mesurées en volume, les exportations industrielles ont en effet augmenté de 11 % entre juin 1986 et décembre 1987, dernier résultat connu.

C'est bien cette tendance qu'il convient d'apprécier, et non pas les résultats au mois le mois. Je l'ai dit à propos des bons résultats de janvier. Je le dis à nouveau à propos des résultats moins satisfaisants de février.

6. CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Où, il faut que le marché unique européen soit une réalité le 1^{er} janvier 1993, le considérer comme capital que cette échéance soit respectée.

Nous savons bien que tous les problèmes ne seront pas totalement réglés à cette date-là. Mais je suis convaincu qu'ils le seront progressivement et que nous saurons adapter les périodes transitoires correspondantes. La TVA, comme je le rappelle il y a un instant, en est un bon exemple.

Le marché unique de 1993 est une chance. Il en résultera une meilleure efficacité et une meilleure compétitivité de l'ensemble de l'Europe. Mais il faut rester lucide. Cette chance ne bénéficiera pas également à tous, mais principalement aux meilleurs. Il faut donc, dans l'intérêt même de notre pays, nous y préparer sans relâche, nous y préparer de manière dynamique, volontaire, déterminée, dès maintenant. J'y suis prêt.

Quant à l'Europe monétaire, vous connaissez le rôle particulièrement actif de la France à Maastricht.

Nous avons par ailleurs déposé un mémorandum sur la construction monétaire au début de cette année. Il faut élaborer dès à présent les étapes qui permettront de parvenir à une monnaie commune et à la création d'une instance commune de coordination monétaire.

Dans ce domaine également, pour l'année 1993, il faut agir sans retard.

7. L'ÉTAT ET L'INDUSTRIE

Lorsque j'ai pris mes fonctions de premier ministre, en 1986, il était clair que l'une des premières urgences était de définir une nouvelle frontière entre le rôle de l'Etat et la liberté des citoyens. En deux ans, la liberté de gestion a été rendue aux entreprises, sur le plan de leurs prix, de leurs risques de change, de leurs besoins de crédit, de leur politique d'investissement. Les entreprises françaises ont aujourd'hui une liberté de gestion qu'elles n'avaient pas connue depuis la guerre, et il est fondamental qu'elles la conservent. Si beaucoup a donc été fait dans ce domaine, la tâche n'est pas achevée. Nous n'avons pas encore terminé la libération intégrale des mouvements de capitaux ; le programme de privatisation devra être poursuivi le plus rapidement possible ; l'investissement de l'Etat, et en particulier de l'actonariat des salariés, qu'il permettra s'est pas sans impact le moins important.

Les frontières de l'action de l'Etat ainsi déterminées, de façon plus raisonnable que dans le passé, que devons-nous faire vis-à-vis des entreprises ?

Le premier rôle de l'Etat doit être une vigilance extrême en matière de compétitivité internationale. Être ouvert ne signifie pas être naïf. Parallèlement, l'Etat doit se préoccuper du développement des secteurs stratégiques. C'est pour cela, en prenant le seul exemple de l'espace, que j'ai souhaité la création d'un aujourd'hui d'Arizone-5, d'Hermès et de Colombus. Stratégie, mais également innovation : pour cela, l'effort de recherche est fondamental. Les outils comme le crédit d'impôt recherche et les pôles de compétitivité que nous avons créés doivent nous permettre de rattraper les meilleurs en matière d'efforts de recherche industrielle.

Et puis l'Etat doit, bien entendu, faire respecter les règles du jeu. La libération des prix s'est faite en parallèle avec le développement du droit de la concurrence, par exemple. Un progrès harmonieux pour tout ne peut trouver place que dans le cadre d'un ordre admet par tous. Ordre et liberté doivent progresser de pair. Il n'y a pas d'alternative.

L'action menée en France depuis deux ans a apporté la démonstration de ce que recule de l'interventionnisme de l'Etat et libère et signifie pas de la part de l'Etat, mais un rôle plus d'ordre et de justice véritable, ne signifiant pas relâchement mais efficacité.

FRANÇOIS MITTERRAND :

« Croissance et emploi dépendent de l'avancée de la construction européenne »

1. CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Puis que jamais l'emploi demeure au cœur de la politique économique que le gouvernement formé au lendemain de l'élection présidentielle aura à mettre en œuvre. Je n'accepte pas l'idée que l'on pourrait s'accommoder d'un chômage croissant en se résignant aux phénomènes d'exclusion qui en résultent.

De 1981 à 1986, des succès incontestables ont été remportés par les gouvernements de Pierre Mauroy et Laurent Fabius : l'inflation a été brisée, les marges des entreprises redressées, l'investissement industriel relancé à partir de 1984, l'évolution des prélèvements obligatoires inversée, les paiements extérieurs rééquilibrés avant qu'ils ne rechutent en 1987. Ainsi les conditions d'une amélioration de l'emploi étaient réunies. L'emploi s'est stabilisé à partir du deuxième semestre de 1985 et cette stabilisation, combinée au traitement social du chômage, a permis de faire reculer le nombre des demandeurs d'emploi en 1985 pour la première fois depuis 1969.

Mais, sur l'ensemble de la période, le chômage a augmenté. Depuis quinze ans, aucun gouvernement n'est parvenu à dominer ce problème. J'y vois deux raisons : le retard mis par notre pays à se moderniser et par nos entreprises à s'adapter à l'évolution de la demande mondiale ; les déséquilibres des paiements contraignant qui ont progressivement bloqué la croissance en Europe.

L'Europe connaît aujourd'hui un paradoxe. D'un côté la République fédérale d'Allemagne dégage un excédent d'épargne qui s'investit pour partie hors d'Europe, de l'autre les pays qui reculent des potentialités de croissance se voient limités dans leurs investissements. Cette contradiction ne se résoudra pas en procédant à des ajustements monétaires, comme la Communauté européenne le fait depuis trop longtemps.

La croissance nécessaire à l'amélioration de l'emploi est aujourd'hui indissociable de l'avancée de la construction européenne. C'est dans cet esprit qu'a été décidée en décembre 1985 la création d'un marché unique européen. C'est à partir de cette ambition que devra s'ordonner la politique économique du prochain gouvernement.

Les déséquilibres des paiements contraignent des différences de structures économiques. Prenons en acte pour mobiliser les excédents d'épargne et élever le niveau des investissements. J'engagerai à cette fin des discussions avec nos partenaires pour fixer les modalités et les étapes devant conduire à la mutation de l'ECU en monnaie de réserve et à la création d'une banque européenne des banques centrales. Il conviendra dans un premier temps de parvenir à une politique monétaire commune face au dollar et au yen et de développer les emprunts privés en ECU.

La réussite de cette négociation exige de notre part une volonté sans faille d'assurer la stabilité économique et au premier lieu la stabilité monétaire.

La suppression des contrôles des prix, de crédit et des changes et la libéralisation des marchés financiers, largement engagée en 1986 et poursuivie après, sont aujourd'hui achevées. J'inviterai le gouvernement à consolider la désinflation. La voie est désormais dégagée pour que les entreprises accélèrent leur modernisation.

2. LA FORMATION ET L'EMPLOI

Quels sont les moyens d'une croissance croissante et durable ? Les voici quatre :

1. - L'investissement économique en équipements, en recherche et en réseaux commerciaux. Il faut l'encourager par des incitations fiscales à l'investissement, crédit d'impôt ou réduction de l'impôt sur les sociétés lorsque les bénéfices sont réinvestis. De même doit être stimulée la création d'entreprises en réhabilitant l'exonération fiscale pendant les cinq premières années.

Pour la recherche civile, à côté du crédit d'impôt institué en 1983, nous devons accroître l'effort public, gravement amoindri en 1986, et qui, en francs constants, a à peine retrouvé son niveau d'alors.

Le redressement du taux d'épargne des entreprises et l'appel au marché assureront un financement sain par renforcement des fonds propres. Il est temps que la Banque européenne du lien où l'épargne s'investit pour créer et bâtir. L'arrêt des privatisations lui redonnera son nouveau souffle.

2. - L'investissement éducatif constitue le second moyen. Une loi de programmation définira les objectifs destinés à moderniser les enseignements, revaloriser la fonction enseignante, adapter les équipements : 15 à 16 milliards de 1992 y seront consacrés à l'horizon de 1997. Il ne faudra pas hésiter à comprimer les autres dépenses de l'Etat pour imposer cette priorité.

Parallèlement, le gouvernement invitera les partenaires sociaux à dresser le bilan des mesures prises pour améliorer les conditions de travail et de la reconversion des salariés licenciés et des chômeurs de longue durée. Des formations adaptées doivent leur donner une seconde chance. La

création d'un crédit formation en sera l'instrument, ainsi que la réforme des congés de conversion.

3. - L'investissement social est inséparable des deux premiers. La modernisation ne peut se faire sans y associer étroitement les salariés, ouvriers, employés, techniciens, cadres, sans mobiliser leurs compétences et leurs connaissances. « Bien maîtrisé, le changement technologique est rentable », écrit le président de BSN, Antoine Riboud, dans son rapport au premier ministre. « Mal maîtrisé, il est ruineux. Entre ces deux situations, ce sont les hommes qui font la différence. » Voilà de quoi faire vivre les lois Auroux en s'appuyant sur la complémentarité entre le droit d'expression directe des salariés et la négociation collective. Le gouvernement devra également inciter les partenaires sociaux à débattre pour mettre en place un examen paritaire des licenciements économiques.

4. - L'investissement européen est le quatrième et dernier facteur de croissance, sans doute le plus nouveau. L'ensemble des pays européens souffre d'un niveau insuffisant d'investissements productifs. En fait les déséquilibres des paiements au sein de la Communauté interdisent à nos pays d'agir indépendamment les uns des autres.

Le chacun pour soi, qui a freiné jusqu'ici le développement d'une industrie européenne dans les secteurs stratégiques, n'est plus de mise.

Ariane, Airbus, Eurotunnel, Eurêka : quand des pays ou des entreprises unissent leurs efforts, ils insistent de grands succès à l'actif de l'Europe tout entière. Ils nous montrent la voie à suivre. Les projets ne manquent pas : TGV européens, autoroute trans-européenne, réseau européen de fibres optiques à grand débit, industrie des supraconducteurs, industrie de la technologie médicale, télévision haute définition, Eurêka de l'audiovisuel.

Initiatives publiques et initiatives privées doivent s'épanouir. Encourageons-les sans les enfermer dans des carcans administratifs, fussent-ils communautaires. Apportons leur les moyens financiers, mobilisons l'épargne européenne en développant les emprunts en ECU publics et privés.

3. COMMERCE EXTÉRIEUR ET COMPÉTITIVITÉ

Tout cela suffira-t-il à redresser notre solde industriel, qui s'est gravement dégradé depuis deux ans ? Je le pense. À condition que notre monnaie soit solide. Ce qui exige à la fois rigueur financière et justice sociale. Les allègements d'impôts au bénéfice des plus fortunés ont contribué à relancer en 1987 la consommation de biens importés de haute gamme. Du côté des exportations, il est indispensable que nos entreprises accroissent leur présence dans le commerce courant sur les marchés européens, américains et japonais, en portant une attention plus soutenue à la qualité des produits et à leur commercialisation. Nous avons réussi à redresser notre compétitivité-prix. Il nous faut maintenant gagner la bataille de la compétitivité-qualité. Les pouvoirs publics peuvent y aider par des mesures fiscales appropriées.

4. SALAIRES, REVENUS ET POUVOIR D'ACHAT

Des fruits de la modernisation, les salariés doivent avoir une juste part. La désinflation a permis de casser l'inflation tout en préservant le pouvoir d'achat. Il faut poursuivre dans cette voie.

Il appartient aux partenaires sociaux de débattre du partage des gains de productivité et, à l'intérieur de la masse salariale, de la répartition entre le pouvoir d'achat, le temps de travail et l'emploi. La rémunération des performances est légitime, mais elle doit se faire selon des modalités transparentes et acceptées par tous. Ne laissons pas se réinstaurer l'arbitraire, préférons-lui la négociation.

Le SMIC fait partie d'un bloc d'acquis sociaux que l'intérêt défend et préserver, dans son principe comme dans ses modalités de calcul, qui assurent le maintien du pouvoir d'achat et la participation des salariés les plus modestes au développement économique de la nation.

Les entreprises les plus performantes sont aussi celles qui offrent les meilleures qualifications. Ce n'est pas en supprimant le SMIC qu'elles y sont parvenues.

Un rapport établi annuellement par le Plan en liaison avec le CERC permettra au gouvernement de suivre l'évolution de toutes les catégories de revenus et de vérifier que l'équité dans la répartition de l'effort est correctement assurée.

5. FISCALITÉ ET BUDGET

Le gouvernement devra dégager les moyens budgétaires nécessaires au financement de la formation, de la recherche et de l'aide fiscale à l'investissement et à la création d'entreprise. Je lui demanderai de le faire en respectant deux orientations.

En premier lieu, j'entends poursuivre l'objectif que j'ai fixé en septembre 1983 de baisse des prélèvements obligatoires. J'en connais la difficulté : il suffit de

constater que la réduction obtenue en 1985 et 1986 a été en deçà de l'objectif fixé. Mais, sans l'effort de Laurent Fabius et de Pierre Bérégovoy, les prélèvements auraient continué à augmenter, comme cela a été le cas en 1987.

En second lieu, je crois nécessaire de réduire autant qu'il est possible le déficit budgétaire afin d'alléger la pression sur les taux d'intérêt. La résine, en effet, l'une des sources d'économies dont nous avons besoin. La baisse des taux permettrait d'alléger la charge de la dette et celle des bonifications. Cette orientation est évidemment incompatible avec des promesses d'allègements fiscaux tous azimuts. Je demanderai au gouvernement de procéder à une mise à plat de façon à savoir d'où l'on part pour tracer une perspective budgétaire jusqu'à l'horizon 1992.

Pour ma part, je retiens pour notre politique fiscale deux priorités. La première découle du marché unique européen : elle nous impose d'harmoniser progressivement les taux de TVA, mais aussi de muscler par des incitations fiscales notre appareil de production.

La seconde est liée à la justice dans la répartition de l'effort : le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, qui concerne cent mille foyers fiscaux, manifestera la solidarité des plus riches avec les plus démunis. Ne seraient concernés en effet que les titulaires de patrimoines supérieurs à 4 millions de francs, bien au-delà de la valeur de la résidence principale et de la résidence secondaire de la très grande majorité des Français. Contrairement à certaines affirmations, l'IGF n'est nullement incompatible avec l'harmonisation fiscale européenne.

6. PROTECTION SOCIALE

Un « état des lieux » précis devra être fait sur la situation financière de la Sécurité sociale, qui est préoccupante.

Ma conviction est qu'il ne faut pas se précipiter sur des augmentations de cotisations sociales tant que toutes les économies que permet une bonne gestion n'ont pas été recherchées. A l'inverse, il ne serait pas raisonnable de réduire les cotisations actuelles, dont certaines viennent à échéance le 30 juin. A cette double condition, l'équilibre de trésorerie du régime général (toutes branches confondues) n'est pas hors d'atteinte cette année.

Quant au régime vieillesse, j'ai dit, à la suite de tous les experts que, son équilibre démographique n'était pas en cause avant 2005. Par contre nous avons à nous préoccuper de son financement au cours des prochaines années. Le Conseil économique et social en est saisi. Son rapport adopté, le gouvernement ouvrira des négociations avec les partenaires sociaux. Je suis soucieux de préserver le niveau des retraites. Je crois qu'on peut faire confiance à leur esprit de responsabilité.

7. L'ÉTAT ET L'INDUSTRIE

Notre économie est aujourd'hui en meilleur état qu'en 1981. Nous nous trouvons devant une situation nouvelle qui nécessite une politique nouvelle. Je viens d'en développer les orientations et d'en préciser les moyens. Hier, je laissons aller l'Etat nécessaire interventionnisme de l'Etat pour réajuster des groupes industriels et financiers qui étaient pour la plupart en péril, pour casser l'inflation et apporter un soutien à l'économie.

Aujourd'hui, les entreprises sont assez fortes pour affronter le marché et être stimulées par la concurrence. La liberté est facteur de progrès, mais la liberté n'est pas le libéralisme. Ce dernier n'aurait été que l'abandon d'une concentration sans précédent du pouvoir politique, économique, médiatique entre les mains d'une poignée d'hommes.

C'est ainsi que furent créés les « noyaux durs » qui verrouillaient le pouvoir des groupes privés sans leur apporter des actionnaires suffisamment puissants et motivés pour assurer leur développement à long terme.

Face à la compétition que le marché unique va rendre plus dure, nous devons consacrer toutes les ressources du pays à la modernisation et à la création des entreprises nouvelles. C'est pourquoi je souhaite briser les querelles stériles au pays. D'ici à 1993, je l'ai déjà dit, il n'y aura ni nouvelles privatisations ni rationalisations.

Initiative publique et initiative privée sont complémentaires. Ne perdons pas un temps précieux à les opposer. L'économie française est mixte. Ce n'est pas d'aujourd'hui. Elle n'est pas la seule, même si l'intervention de l'Etat prend des formes différentes aux Etats-Unis ou en RFA de ce qu'elle est chez nous.

Plaidant pour l'économie mixte, je ne crains pas les accusations de dirigisme. Chacun sait qu'à respecté la liberté des entreprises et qui aujourd'hui s'immisce dans leurs décisions stratégiques et leur donne des ordres, qui a donné aux entreprises publiques l'autonomie de gestion et qui a réservé la tutelle. Je demanderai au gouvernement de garantir cette autonomie, en séparant mieux qu'hier les entreprises publiques de l'administration.

En définitive, le rôle de l'Etat en matière économique se résume à une idée maîtresse : la préférence pour le long terme.

سكندرية

Le Carnet du Monde

Naissances

— Mireille et Mathieu de **BOUILLANE de LACOSTE**, ont la joie de faire part de la naissance de

Marine Elodie Sophie, née le 17 avril 1988, à Châtenay-Malabry.

Mariages

— **Jean François HEITZMANN** et **Marie Lise HIEAUX**, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 19 mars 1988, à Rennes.

— **Jean-Michel et Christine LAIR-REMONDET**, 21, boulevard Le-Tour-d'Armeny, 95000 Reims, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 19 mars 1988, à Reims.

— **M. Jacques LECLERC**, M. et M^{me} Yves MARION, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 19 mars 1988, à Reims.

Bénédicte LECLERC, architecte DPLG, et le capitaine de corvette **Jacques MARION**, ont célébré dans l'intimité à Fort-de-France, le 26 mars 1988.

Huys de la Charente, 54330 Vénézie, 77, rue Bonaparte, 75006 Paris, 15, rue du Pont-Louis-Philippe, 75004 Paris, Bural Francis Garnier, Fort-Saint-Louis, 97261 Fort-de-France-Naval.

Décès

— M^{me} Jacques Anjubault, son épouse, M^{me} Françoise Anjubault, M. et M^{me} Jacques Anjubault, M. et M^{me} Bernard Anjubault, ses enfants, Delphine et Marianne, ses petites-filles, M. et M^{me} Pierre Yegre et leurs enfants, ses neveux et nièces, Les familles Anjubault, Siméon, Brocard, Dumortier, Blazhail, Sarazin, Et ses fidèles amis, ont la grande peine de faire part du décès de

M. Jacques, François, Paul ANJUBAULT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre du Cèdre (Liban), survenu le 18 avril 1988, à son domicile, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Jean-Baptiste de Carrières-sur-Seine, le mercredi 20 avril, à 15 h 45, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Victor-Hugo, 78420 Carrières-sur-Seine.

— M. Raymond Lucien Aussavy, son époux, M^{me} Denise Lazarus, sa mère, M^{me} Lucienne Aussavy, sa belle-sœur, M. et M^{me} Michel Lazarus, ses frère et belle-sœur, M. Francis Lazarus, son neveu, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Suzanne AUSSAVY, née Cerf, chef de la section des Etudes nautiques et de la réglementation de la navigation au secrétariat d'Etat à la mer, chevalier du Mérite maritime, survenu le 18 avril 1988, à l'âge de cinquante-huit ans, en son domicile, 10, boulevard de la République, 92160 Fontenay-aux-Roses.

L'inhumation aura lieu le mercredi 20 avril 1988, à 16 heures, au cimetière de Fontenay-aux-Roses, 37, avenue de Paris.

— **Henri Barillon**, son époux, Sam Mansour, son frère, Loulou Hazan, sa sœur, Simone Barillon-Catz, sa belle-sœur, Les familles Barillon, Mansour, Hazan et Catz, ont la douleur de faire part du décès de

Noussy BARILLON, né Mansour, survenu le 16 avril 1988.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 avril 1988, au cimetière de Saint-Tropez, à 10 h 30.

18, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.

— La famille Et les amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude DANON, ingénieur ETP, administrateur de biens, survenu à Nice, le 16 avril 1988.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Cassis (Bouches-du-Rhône), le jeudi 21 avril, à 11 heures.

— M^{me} Léon Demestre, ses enfants, Sa petite-fille, Les familles Levrat et Vanhoutte, ont la grande tristesse de faire part du décès de

général de division (CR) LÉON DEMESTRE, commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 9 avril 1988, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu le mercredi 13 avril, à Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).

— M^{me} Léon Demestre, 1, allée du Béarn, 31770 Colomiers, Les Cèdres, 81130 Villeneuve-sur-Yonne.

— M. Louis Dolhem, son père, M^{me} Louis-José Dolhem, son épouse, Axel, Virginie et Thibaud, ses enfants, Le couple et la comtesse Pierre de Dama, ses beaux-parents, M. et M^{me} Pironi, ses oncles et tante, M^{me} Laurence Vuillaume-Dolhem, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Louis-José DOLHEM, survenu le 14 avril 1988, à quatre-vingt-trois ans.

Un rassemblement de souvenir aura lieu au Mur des Fédérés, cimetière du Père-Lachaise, samedi 23 avril, à 15 heures.

— La famille de Mehdi Ben Barka s'associe au deuil des proches et amis de

Daniel GUÉRIN, écrivain, militant, survenu le 14 avril 1988, à quatre-vingt-trois ans.

Un rassemblement de souvenir aura lieu au Mur des Fédérés, cimetière du Père-Lachaise, samedi 23 avril, à 15 heures.

— La famille de Mehdi Ben Barka s'associe au deuil des proches et amis de

Daniel GUÉRIN, pour sauter sa mémoire et lui rendre un dernier hommage. (Le Monde du 15 et du 16 avril.)

— Celui que nous aimons, **Lucien MATHREU**, professeur d'histoire, journaliste, écrivain, est décédé le 12 avril 1988.

Fidèle jusque dans la mort à sa foi d'humaniste, Lucien a légué son corps à la science. Qu'elle soit digne de lui et de tous ceux qui croient en elle.

La famille de Lucien, 205, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris.

— Le président Et les membres de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, font part du décès de leur collègue

M. Jean MENJUCQ, maître de conférences en droit privé, survenu accidentellement le 16 avril 1988.

— M^{me} Lucienne Moszkowicz, ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MOSZKOWICZ, survenu le 20 avril 1988, à Paris.

52, rue René-Boulanger, 75010 Paris.

— Les anciens du bataillon Francis tréviers partisans-MOI « Carmagnole-Liberté », Les anciens résistants patriotes enrôlés à la centrale d'Eysas, Les anciens déportés de Dachau, ont la douleur de faire part du décès de leur camarade

Léon RABINOVITCH, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, ancien combattant du groupe Carmagnole-Liberté, ancien déporté à Dachau, survenu accidentellement le 12 avril 1988, dans sa soixante-huitième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Les anciens du bataillon Francis tréviers partisans-MOI « Carmagnole-Liberté », Les anciens résistants patriotes enrôlés à la centrale d'Eysas, Les anciens déportés de Dachau, ont la douleur de faire part du décès de leur camarade

Léon RABINOVITCH, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, ancien combattant du groupe Carmagnole-Liberté, ancien déporté à Dachau, survenu accidentellement le 12 avril 1988.

Un hommage lui sera rendu le vendredi 22 avril 1988, à 11 heures.

Rendez-vous à 10 h 45, à l'entrée principale du cimetière parisien de Thiais (nationale 7).

Carmagnole-Liberté, 19, rue Jean-Roger-Thivolle, 92340 Bourg-la-Reine. Amicale des résistants patriotes enrôlés à la centrale d'Eysas, 10, rue Leroux, 75116 Paris. Les anciens déportés de Dachau, 15, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.

— Rodolphe et Daphné, leurs enfants, M. et M^{me} Albert Nahon, M. et M^{me} Bernard Guillemain, M. Henri Pierre Lissac, leurs parents, leurs frères, sœurs, Toute la famille Et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe et Dominique NAHON, survenu le 16 avril 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril, à 10 h 45, en l'église de Noisy-le-Roi (Yvelines), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Noisy, dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Albert Nahon, 17, rue du Pont-Colbert, C2, 78000 Versailles. M. et M^{me} Guillemain, 39, rue des Epins-d'Or, 92140 Châtenay.

— Le conseil de surveillance, Les membres du directoire, Et l'ensemble des collaborateurs de la Banque commerciale privée, ont le regret de faire part du décès accidentel de

M. Philippe NAHON, membre du directoire, et de son épouse, **M^{me} Dominique NAHON**, survenu le 16 avril 1988, et s'associant à la douleur des familles Nahon et Guillemain.

Banque commerciale privée, 89, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

— Le président Et les membres du conseil d'administration ont la douleur de faire part du décès accidentel, le samedi 16 avril 1988, de

Philippe NAHON, administrateur de Vegetable SA, et de son épouse.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1988, à 10 h 45, en l'église de Noisy-le-Roi (Yvelines).

— Les membres de l'association « Les neuf sœurs », ont la peine de faire part du décès accidentel, le samedi 16 avril 1988, de leur président

M. Philippe NAHON, et de son épouse.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1988, à 10 h 45, en l'église de Noisy-le-Roi (Yvelines).

— M. Jean Papillon, ses enfants, Sa belle-fille, Son beau-fils, Ses petits-enfants, M. et M^{me} Pierre De Sarcus et leurs enfants, Les familles, parents et alliés, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie-José PAPILLON, née Rogemont, survenue en son domicile, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 21 avril 1988, à 9 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Aulnay-sous-Bois (93 Vaux-Pays).

La famille de Lucien, 205, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris.

— Le président Et les membres de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, font part du décès de leur collègue

M. Jean MENJUCQ, maître de conférences en droit privé, survenu accidentellement le 16 avril 1988.

— M^{me} Lucienne Moszkowicz, ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MOSZKOWICZ, survenu le 20 avril 1988, à Paris.

52, rue René-Boulanger, 75010 Paris.

— Les anciens du bataillon Francis tréviers partisans-MOI « Carmagnole-Liberté », Les anciens résistants patriotes enrôlés à la centrale d'Eysas, Les anciens déportés de Dachau, ont la douleur de faire part du décès de leur camarade

Léon RABINOVITCH, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, ancien combattant du groupe Carmagnole-Liberté, ancien déporté à Dachau, survenu accidentellement le 12 avril 1988.

Un hommage lui sera rendu le vendredi 22 avril 1988, à 11 heures.

Rendez-vous à 10 h 45, à l'entrée principale du cimetière parisien de Thiais (nationale 7).

Carmagnole-Liberté, 19, rue Jean-Roger-Thivolle, 92340 Bourg-la-Reine. Amicale des résistants patriotes enrôlés à la centrale d'Eysas, 10, rue Leroux, 75116 Paris. Les anciens déportés de Dachau, 15, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.

— Suite au décès accidentel de **M. Léon RABIN**, survenu le 12 avril 1988.

La direction de l'établissement financier Léon Rabin, représenté par M. Michel Rabin, son fils, M. Léopold Rabin, son frère, vous prie d'assister à la cérémonie qui aura lieu en sa mémoire le vendredi 22 avril, à 11 heures, au cimetière de Thiais (nationale 7).

On se réunira à 10 h 45, à l'entrée principale.

Etablissement financier Léon Rabin, TPF SARL, 5, rue de la Paix, 75002 Paris.

— M^{me} André Rivière, son épouse, M^{me} et M^{me} José Rivière, Claude et Mireille Rivière, Jean-François et Colette Voisin, ses enfants, Isabelle, Marie-Alice, Marion, Vincent, Bertrand, Géraldine, Olivier, ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

André RIVIERE, professeur honoraire des Universités (université Paris-Sud Orsay), survenu le 17 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 21 avril, à 8 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} A. Rivière, 28, avenue de Châteaux, 92340 Bourg-la-Reine.

— Le président de l'université Paris-Sud, Le personnel, Et les étudiants, Le département des sciences de la terre d'Orsay, ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. le professeur André RIVIERE, fondateur des sciences de la terre à Orsay, en 1958.

— Le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'Ordre national de la Libération, Le conseil de l'Ordre et les Compagnons de la Libération, ont la grande douleur de faire part du décès survenu au Val-de-Grâce, le vendredi 15 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

général (H) de l'armée Nicolas ROUMANTZOFF, ancien de la 1^{re} division française libre et de la 2^e DB, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, croix des théâtres d'opérations militaires, croix de la valeur militaire (22 citations), DSO et MC britanniques.

Ses obsèques seront célébrées en l'église de Saint-Louis des Invalides, le jeudi 21 avril, à 10 h 30, et seront suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.

[Né le 22 mai 1906 à Suresne, en France, dans une famille dont certains membres firent partie de la garde du tsar, Nicolas Roumantzoff quitta la France avec ses parents, au moment de la révolution. Après des études au lycée Saint-Louis à Paris, il entra dans l'armée. Au début de la seconde guerre mondiale, il fut au Maroc où il participa à la guerre de Libération. En Espagne, il s'engagea et rejoignit Londres en 1941. Avec la 1^{re} division française libre (DFL), il participa aux combats de Syrie, d'Egypte et de Libye. Il servit ensuite au sein de la 2^e division blindée (DB), dont il commanda le régiment de marche de spahis marocains, et fut fait compagnon de la Libération au cours du 2^e juin 1944.

Après la guerre, Nicolas Roumantzoff continua sa carrière militaire, qu'il acheva en mai 1962, avec le grade de général de brigade et la fonction de général commandant la subdivision militaire de la Savoie.]

— Roland Roussel, son épouse, Nicole et Patrick Job-Roussel, ses enfants, Chère, sa petite-fille, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Roland ROUSSEL, retraité de l'éducation nationale, survenu brutalement, à l'âge de soixante-trois ans, le lundi 4 avril 1988.

Les obsèques civiles ont eu lieu le mercredi 6 avril, au cimetière d'Aubry-la-Rivière (Aisne).

Origine, Neuville-Moulins, 03000 Moulins, 2, avenue de la Belle-Image, 94440 Marolles-en-Brie.

— M. et M^{me} Henry (Auros) Tolédano, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph TOLEDANO, médecin psychiatre, à l'hôpital de Suresne-Chambray, survenu le 11 avril 1988, à l'âge de trente-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 12 avril, à Marolles, dans l'intimité familiale.

— M^{me} Eva Tournier, son épouse, M. et M^{me} Antoine et Laure Brégnier-Tournier, ses enfants, Jérémy, son petit-fils, M^{me} Marthe Tournier, sa mère, M. et M^{me} Jean et Joëlle Cabany, M^{me} Françoise Tournier, ses frères, sœur, belle-sœur, Et toute la famille, ont l'immeuble de faire part du décès de

M. Maurice TOURNIER, administrateur de l'ENFOM de classe exceptionnelle, survenu à Paris-12^e, le 17 avril 1988, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 21 avril 1988, à 16 heures.

On se réunira à la porte du cimetière, boulevard de Ménilmontant.

Prière de s'apporter ni fleurs ni couronnes.

M. et M^{me} Paul Verzy, M^{me} Roger Verzy, M^{me} Catherine Verzy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel VERZY, née Renée Pichard, survenu le 17 avril 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 avril en l'église Saint-Nicolas du vieux Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), place d'Armes, où l'on se réunira à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

15, boulevard de Strasbourg, 94130 Nogent-sur-Marne.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Charles VINCENT, directeur honoraire de la Banque de France, croix de guerre 1914-1918, survenu le 16 avril 1988, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La messe de funérailles sera célébrée le mercredi 20 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Eliphyrte, à Paris-13^e.

Une bénédiction aura lieu le jeudi 21 avril, à 10 heures, en l'église des Mille (Boulevard-de-Rhône), suite de l'inhumation dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Duques à l'Association des familles, à l'hôpital Charles-Fabry, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

1, rue du Conventionnel-Champ, 75013 Paris. M^{me} Mireille Rivière, 20167 Meuzavia, 3, rue Berthelot, 92130 Issy-les-Moulineaux. La Barle, 13290 Les Mille.

— Sandrine et Edouard Weil, ses enfants, M^{me} Robert Cerf, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Albert Weil, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel, le 16 avril 1988, de

M^{me} Jean-Pierre WEIL, née Anna Cerf, Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Elle a été inhumée dans la stipe inhumée à Buzançon, le mardi 19 avril.

51, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris. 37, avenue Bugeaud, 75016 Paris. 5, avenue Siffert, 25000 Besançon.

— Catherine Prévert, extrêmement touchée par les nombreuses marques d'amitié chaleureuse qui lui ont été témoignées lors du décès de son père,

Pierre PRÉVERT, ne pouvant répondre personnellement à tous ses amis, les remercie ici et leur demande une pensée particulière pour

Gabrie, disparu il y a tout juste un an.

— Les amis du docteur **Marie-Claude BLAYO** tiennent à rappeler son souvenir à l'occasion du premier anniversaire de sa disparition, le 18 avril.

INSERM U 13 et l'hôpital Claude-Bernard, Paris.

— Pour le premier anniversaire du décès de

René LEMAITRE, ancien élève de l'École normale supérieure, une messe a été célébrée dans l'intimité.

Une prière, ou une pensée, est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

Vannes.

— Le 21 avril 1987

François TRONIK nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Ceux qui ont connu et ont eu de l'affection pour

Marie-Antoinette BERGER, née Valot, décédée le 15 mars dernier, voudront bien avoir une pensée pour elle, à l'occasion de la messe qui sera dite à son intention, le vendredi 22 avril, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis-Sainte-Isabelle,

ARCHITECTURE

Le concours du parc de Passy sous le feu des critiques

Quand un jury fait l'âne

Un terrain dans l'un des quartiers les plus chers de Paris était l'objet d'un concours exemplaire. Jusqu'à ce que le règlement dérape...

Le concours de Passy, cela devait être à la fois le modèle à suivre, et le festin d'artifice du ministère de l'Équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (MELATT) à la veille de l'élection présidentielle. Un concours exemplaire pour l'architecture française, et exemplaire de la saine gestion des affaires nationales. Le libéralisme tempéré de qualité plénière, par opposition, bien sûr, aux dépenses somptuaires, voire princières de fou la période socialiste. Et voilà que tout paraît tomber à l'eau : « Magouille ! », vocifère les uns. « Fraude ! », clament les autres, tandis qu'il est à en convoquer ses avocats, on affûte ses recours ou on traque les failles du règlement.

Car ce sont moins les résultats du concours qui méritent l'attention. Résultats sans doute très satisfaisants mais majoritairement sans éclat sur un programme banal : ce sont moins les noms de huit lauréats, fixés le jeudi 14 avril par M. Paul Belmont, président du jury, moins le lauréat final que les circonstances mêmes et les modalités du concours. Un concours formidable, en outre, par les intérêts en jeu sur ce terrain de près de 3 hectares dans l'un des quartiers les plus chers de Paris : nous verrons en effet qu'on estime à près de 600 millions de francs la possibilité de s'en servir qu'une moitié à peine.

Tout paraissait si net, jeudi, et encore vendredi midi, quand on sait que le premier des lauréats, le projet Aro-Union/Claude Parent, acceptait de payer la somme demandée pour obtenir le marché. Et voici que, vendredi soir, le ministère déclare le projet Parent hors concours, et décide que finalement comme vainqueur le second, le projet Bonnier-Soler/Fougerolle. Côté du premier, mais aussi côté du troisième, le projet Riboulet/Capri, qui, lundi, décide d'attaquer la décision, en retenant une ambiguïté du règlement du concours. Comment en est-on arrivé là ?

C'est en 1987 que M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, obtient de pouvoir enfin abaisser les barrières depuis si longtemps provisoires de Passy, derrière le qual Kennedy. Selon son vœu, les bureaux du MELATT occupent l'un des piliers de l'arche de la Défense, un siège haut de gamme pour un ministère qui se cherche une image plus proche de l'esprit du temps, plus culturelle et moins tech-

nocratique. Un tel choix représente aussi une bonne action pour l'œuvre de l'architecte danois Speerkeleco, qui vient de disparaître : l'arche anciennement vouée à la communication retrouvera ainsi une forte symbolique avec le nouveau cocktail ministériel, fait d'architecture, de routes, de transports, de ville... Bref, le visible et le visible de la communication, par rapport aux autres impalpables, aux lumières fugitives du projet d'origine.

Une belle idée, assurément, mais comment payer l'installation nouvelle, et que faire des terrains de Passy ? La réponse viendra vite, et sous la forme d'un concours inhabituel, puisqu'il implique simultanément l'exigence de qualité architecturale, et l'intérêt financier, réconciliant l'art et la promotion. Selon le règlement du concours, en effet, l'état vendra le terrain au prix du plus offrant des meilleurs projets, si l'on peut ainsi résumer une affaire qui compte d'autre part d'amples contraintes pour l'acquéreur. Ce n'est pas parce qu'on est dans un quartier gratin qu'on ne fait pas sa part au social et au bien public.

Selon la règle du jeu, l'acquéreur ne dispose pas comme il l'entend des surfaces libérées, 27 000 mètres carrés qui, avant l'installation « provisoire » des bureaux ministériels, avaient connu maints avatars révélateurs de l'histoire du quartier. Propriété de moins au dix-septième siècle, divisée au dix-huitième, réunie par la famille Delessert au dix-neuvième, puis reprise par une compagnie financière, le terrain avait finalement fait l'objet d'un litige menant en 1932, dans les parties les plus hautes (sur le qual dit alors de Passy), et les plus hautes (rue Raymond) avaient seules trouvées preneurs avant la guerre. C'est en 1945 que l'état réquisitionne enfin le terrain qu'il a racheté en 1950.

Compromis entre l'état et la ville

Le plan d'occupation des sols (POS) prévoyait pour le terrain une réserve d'espace vert. Un compromis a finalement été trouvé, entre l'état et la ville : celui-ci octroie à bon compte des équipements (un jardin, quel qu'il soit) à l'acquéreur, mais, en contrepartie, pour récupérer le terrain au prix de 13 500 mètres carrés, soit la moitié, devront observer la vocation bucolique initiale. Sur le versant, le promoteur devra s'engager à rester dans les limites de 43 000 mètres carrés de logements, à quoi s'ajouteront, construits à ses frais, quelques équipements publics : gymnase, crèche, bibliothèque, etc.

Le concours était ouvert non aux architectes eux-mêmes, mais aux

maîtres d'ouvrage qui, dès le départ, avaient à verser une caution de 70 millions de francs. Une peccadille qui aura permis de limiter le nombre des concurrents à trente-trois, et de vérifier la solidité de leurs reims. Chacun des candidats présentait à la fois le projet d'un architecte de son choix, dont le nom restait secret, et une offre d'échange dans une enveloppe scellée jusqu'aux premiers résultats du concours. Secret également jusqu'au jeudi 14 avril, le montant minimum exigé par l'état.

Résultats du concours. Huit projets ont été sélectionnés, et classés, par le jury.

Premier : Claude Parent, architecte du groupe Aro-Union, qui proposait 421 millions de francs du terrain.

Deuxième : Bonnier et Soler, pour la société Fougerolle, qui n'en donnait, elle, que 345 millions.

Troisième : Pierre Riboulet, pour la société Capri, qui montait en revanche son offre à 575 millions.

Une méthode ingénieuse

Arrêtons-nous là, de la liste des huit primés, car la somme minima fixée par la direction des services fonciers de Paris, devait se révéler de 510 millions, assez largement en deçà de l'offre de Capri. Aro-Union — puis Fougerolle et Aro-Union — n'ont pas eu jusqu'à vendredi 11 heures pour décider d'aligner ou non sa proposition sur celle de Capri. Enfin si les deux premiers refusent, Capri emportait donc le marché au prix qu'il en avait elle-même offert. On a vu que l'affaire n'a pas été aussi aisément conclue.

La méthode est ingénieuse. Elle paraît exclure les risques de complaisance, sinon de tricherie, mais surtout elle pousse naturellement vers la qualité architecturale des entreprises, qui ne font pas toujours la meilleure œuvre de leur compétence en la matière. Un inconvénient de la méthode est qu'elle implique un jury dont le choix soit homogène. Parmi les huit projets primés, ainsi, on ne trouve aucun des enfants terribles du védicariat architectural, ni Boullé, ni Nouvel, ni Michael Graves, par exemple, qui avaient participé au concours (et dont les projets étaient sans doute recommandables fût-ce par le moins attendu des membres du jury...). Imaginons que les trois sociétés vedettes se soient trouvées en tête. Aurait-on pu laisser à la seule agilité financière des sociétés, dont ils étaient les champions, la responsabilité d'imposer sur un tel site, certes enviable mais sensible, le style éclectique de Boullé, l'ornitométrisme de Nouvel, ou l'ironie post-moderniste de Graves ? L'incorvé-

nient, pourtant, peut aussi apparaître comme un avantage : ainsi, au ministère, les organisateurs du concours de Passy estiment-ils qu'une telle procédure doit inciter les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage à respecter attentivement les demandes formulées par les villes, et à ne pas se satisfaire d'un geste brillant mais peu socialement utile. C'est ainsi qu'on se satisfait malgré tout de la claquette infligée à Parent et à son financier : une bonne leçon, pense-t-on, qui leur apprendra à mieux se tenir, et à ne pas compter sur les dérogations.

Moyennant quoi, rétorque Claude Parent, l'arche de la Défense n'aurait pas vu le jour, pas plus que le ministère des finances de Bercy ou que l'Opéra de la Bastille, tous monuments qui n'auraient pu être envisagés sans un ajustement du POS et des réglementations.

Mais c'est que, tous avantages ou inconvénients pesés, la belle ordonnance d'un tel concours peut aussi se trouver grippée. C'est en effet délicate de faire le jury, et de choisir de placer en tête le seul projet véritablement original des huit, sans doute, et aussi le seul qui ne respectait pas le programme d'origine. Parent en effet proposait de créer une sorte de double pont au-dessus du jardin, quand les autres candidats se sont plus ou moins sagement rangés autour du jardin. Dès lors, le ministère, selon qu'on a pu finalement comprendre de ses intentions, ne pouvait guère qu'annuler « à chaud » le premier choix du jury, comme le règlement semble lui permettre, afin d'éviter autant de recours qu'il y avait d'autres projets sélectionnés.

« A chaud », dit-on en effet au ministère. C'est-à-dire à la fois trop tard pour ne pas laisser planer le doute, et trop tôt par rapport à la fougue des passions en jeu. Pour leur rendre leur dû, il convient de préciser ici que nombreux parmi nos interlocuteurs sont ceux qui, à tort ou à raison, mettent en cause l'attitude de la Ville de Paris, de qui dépend le permis de construire... Avec ou sans la Ville, on conviendrait que le règlement manquait d'éléments qui auraient permis d'éviter cette fausse manœuvre, soit que le jury a joué un bien mauvais tour : le premier des concours qui voulait réconcilier la qualité de l'architecture et les impératifs financiers y aura laissé quelques plumes, voire davantage, à compter le nombre des recours en perspective. Et voilà pourquoi, à Passy, votre fille est mouton !

FREDÉRIC EDELMANN.

Les huit projets lauréats seront exposés à l'Institut français d'architecture, du 25 avril au 5 mai.

ARTS

Mort de Louise Nevelson

La reine du bois noir

Le sculpteur américain Louise Nevelson est mort le 17 avril à son domicile new-yorkais. Elle avait quatre-vingt-huit ans.

Avec elle disparaît une artiste devenue célèbre par ses grands murs de bois noir chevillés, collés, cloués, récupérés dans le mobilier de maison et la matière d'usine, et par ses constructions monumentales indissolublement liées au paysage urbain américain, à son espace, à son échelle, celle de New-York, où Nevelson a réalisé, de Park Avenue au World Trade Center, de grandes pièces : celle de San-Francisco, de Kansas-City ou de Los Angeles.

Cette orientation monumentale que la gloire, venue à la fin des années 60, autorisait, amena l'artiste à traiter des matériaux à l'épreuve des saisons et du temps, comme l'acier corten, qu'elle a aussi peint en noir, sa couleur privilégiée, celle du secret, du mystère, des ombres tout à la fois coupantes et insidieuses, participant d'une structure complexe, telle un labyrinthe du mental, dans l'œuvre de Nevelson il y a toujours un fond de surréalisme libérateur et contrôlé.

Une structure dont chaque élément, du plus grand au plus petit, de la planche au petit trou d'équerre, de la roue à la dent d'engrenage, du poterie à la vis, participe avec force à l'équilibre souverain du tout. Nevelson ou le reine de l'assemblage de ces méchants bois, de ces formes et modèles industriels voués à la poubelle, magnifiés, musicalement orchestrés, en concerto pour orgue, en opéra, et finalement, mais aussi en sonnet, sonnet lorsque l'artiste quittait le domaine public des grandes commandes et donnait à ses petites pièces l'aspect précieux de boîtes et de tiroirs secrets remplis d'annulations.

Savoir placer les choses comme savoir contrôler son corps, avoir la maîtrise de soi, contrôler la tension intérieure, cela a été tout au long de sa vie la démarche de ce grand sculpteur pour qui la musique et la danse, la déclaration aussi, ont

été essentiels à la pratique de la sculpture. Une femme extravagante, qui a travaillé jusqu'à la dernière heure, qui, passé quatre-vingts ans, drapée d'or, se tenait toujours droite, hiératique, lointaine, mais pourtant restait attentive au monde, à la vie des arts, à la vie des autres, des femmes artistes en particulier, pour lesquelles elle s'est longtemps battue, en « mutter courage » comme l'avaient appelées les féministes. C'est que sa propre reconnaissance n'est pas venue de bonne heure. Il lui a fallu l'arracher, en tant que femme, qu'Américaine, qu'artiste.

Nevelson était née à Kiev en 1899, et était arrivée aux États-Unis quatre ans plus tard avec sa famille. Dans les années 20 et 30 elle avait étudié le dessin, la peinture, mais aussi l'art dramatique et le chant, et beaucoup d'autres, passant de l'Art Student's League à l'enseignement de Josef Hoffmann à Munich, de l'assistance de Diego Rivera pour sa série de fresques *Portrait of America*, à New-York, à l'étude de la danse moderne avec H. Kanner.

Des objets de récupération

Puis elle s'était fixée à New-York, où ses premières expositions de groupes et individuelles eurent lieu : celle de 1941, où l'artiste a commencé à utiliser les objets de récupération ; celle de 1944, sa première exposition d'assemblages abstraits en bois. Mais c'est seulement à la fin des années 50 que son travail prit véritablement une considération, quand le Whitney Museum, en 1958, lui acheta une œuvre : *Black Majesty*.

Le musée, plus tard, devait lui acheter d'autres pièces et un mur : *Young Shadow*, et lui organiser en 1967 une grande rétrospective. C'est à cette date que les commandes d'œuvres monumentales ont commencé à affluer, et que l'artiste, déjà bien connue en Europe, notamment depuis sa participation en 1962 à la Biennale de Venise, était consacrée internationalement. Pour la force envahissante de son œuvre, pourtant fondamentalement classique.

GENEVIEVE BRÉRETTE.

● Mort du poète turc Oktay Rifai. Le poète turc Oktay Rifai vient de mourir à Istanbul. Né en 1914, il avait fondé le mouvement Garib (l'Étrange), qui a renouvelé l'art

poétique en Turquie dans les années 40. Il fut aussi l'une des figures marquantes du second nouveau, mouvement poétique des années 60.

CINÉMA

Festival du film policier de Cognac

Les acteurs gagnent

Cognac (la ville) s'endorment dans la torpeur d'un week-end provincial par temps gris. Le septième Festival international du film policier allait attribuer ses prix. Dans une avenue sans voitures (parce que barrée pour la circonstance), face à la multiséculaire Pathe, maintenus par des barrières qu'ils n'avaient vraiment pas dans l'idée de déborder, les badauds attendaient.

Il attendaient les acteurs, primés ou non. Peu important lesquels. Des acteurs. La veille, la foule s'était précipitée pour la séance d'autographes sans savoir qui signait. « Patrick Sébastien ? », demandait une ténébreuse émue. « Mais non, il n'est pas là, c'est le cinéma », répondait son jeune fils, agacé. Les enfants étaient nombreux. C'était la fin des vacances de Pâques dans le secteur sud.

A 20 h 15, ce dimanche-là, le palmarès était annoncé et le discours s'achevait sur « Et vive le cinéma ! ». Ont été primés *El Lute*, très belle histoire vraie, présentée déjà au Festival du cinéma espagnol, qui raconte la descente aux enfers d'un gitan accusé d'un crime. Ainsi que *Stepfather*, de Joseph Finben (E-U.), pastiche dans lequel, obsédé par le rêve américain — famille unie, père patriarcal — déçu de ne pas parvenir à le réaliser, un homme en-dessus de tout soupçon, se transforme en tueur sanguinaire. Le film est moins signifié que *Song pour sang*, le chef-d'œuvre des frères Coen, mais fonctionne grâce à l'imperturbable humour du *bloody daddy* de Terry O'Quinn.

Le grand prix a fallu être attribué à un film d'animation, relevant bien qu'un peu lent : *The Roxy Murders* de Fred Walton (E-U.). Donald Sutherland, curé débauché tenu par le secret de la confession est infiniment séduisant. Finalement, le

jury s'est décidé pour *Die Zehn*, de Dominik Graf (RFA), d'ailleurs magnifique, centré sur un hold-up manigé par un esprit extrêmement tortueux... Les Allemands trouvent là que dans le rythme, l'action, le comportement, ils sont capables de faire aussi bien que les Américains, et même mieux. Car trois groupes d'adversaires s'épient et avec chacun, nous sommes partie prenante ; parce que le crime n'est pas un homme froid et inflexible et nous avons peur avec lui. Surtout, il y a ce qui est dit et ce qui se révèle dans les hésitations, les silences, ainsi que la manière dont se dévoilent les relations entre les personnages, des personnages humains, riches de secrets.

« C'est la grande qualité des films allemands », confirme Peter Ustinov, fan du feuilleton « Inspecteur Derrick » et venu à Cognac pour présenter (hors compétition) *Rendez-vous avec la mort*, où pour la seconde fois, il incarne Hercule Poirot. Il est venu directement de Berlin où il joue, en allemand, en Schiller Theater, sa pièce *la Dixième Symphonie de Beethoven* : « Je trouve ça plus authentique qu'en anglais, même avec accent. J'ai un accent, parce que l'intérieur de ma bouche est rempli par l'anglais, mais il suffit qu'il change la forme ».

La preuve : simplement, en rentrait les livres, il imite François Mitterrand (pour recevoir la médaille que lui a donnée le maire de Cognac) ou en allougeant son menton, il est absolument Brejnev (pour raconter comment il a écrit une cantatrice soviétique qu'il mettait en scène à la répétition avec le piano, on est déçu. Et puis vient l'orchestre et, comme les trompettes de la cavalerie à la fin des westerns, Mozart arrive en sonneur.

COLETTE GODARD.

Couronné par le Toucan d'or au IV^e Festival international de Rio, le troisième film de l'Allemand Percy Adlon sort mercredi en France. Quatre-vingt onze minutes de bonheur.

C'est une belle plante, M^{lle} Jasmin, un joli brin de Bavaroise, d'environ cent vingt kilos à vue de nez, une grosse dame aux gestes délicats, adroite avec son chapeau à plumes en plein désert californien, où elle s'engage ferme avec son mari, M. Munchgastner, pour Dieu sait quelle raison. Il conduit comme un pied mais finit quand même par démissionner en laissant Jasmin sur le bord de la route, sa valise à roulettes au bout du bras. Le ciel se couvre, vire au sombre, au sépia, on le dirait peint à la main, un azur trafiqué, tandis qu'éclate une superbe chanson triste et que Jasmin se dirige vers un motel mitoyen, le « Bagdad Café », où règne, derrière la pompe à essence, une Noire exaspérée, Brenda.

Elle est tout le contraire de Jasmin, Brenda. Mince, bruyante, survoltée et de très mauvais poil. Son amoureux se marié l'a quittée, elle aussi, et ça lui fait monter la température. Tout juste si elle n'envoie pas promener Jasmin, qui ose lui demander une chambre. Une chambre. Dans ce bled. Il y a vraiment des gens qui ne savent pas où aller. C'est louche. Et quand Brenda, passant l'aspirateur, s'aperçoit que la valise de Jasmin est bourrée de loden et de calottes de peur tyroliennes, elle appelle le shérif, aussitôt.

Jasmin baisse les yeux, encaisse les rebuffades, les oranges. Qui lui donne cette paténence dans le désespoir de la solitude, l'envie d'être aimée,

« Bagdad Café », de Percy Adlon

Les lois de l'hospitalité



CCH Pounder (à gauche) et Marianna Sagebrecht

d'aimer surtout ? Elle est si désarmante que Brenda en oublie de crier, tout à coup, baisse la garde. Et les voilà copines, du jour au lendemain. Jasmin est un soleil, se fait accepter de tous, des enfants de Brenda : Phyllis, exquise petite pétard coiffée d'un walkman, et Salomo, un gamin dont l'idole, l'idée fixe, est Jean-Sébastien Bach. Un drôle de peintre, Rudi Cox (Jack Palance), la prend pour modèle, et les routiers viennent par dizaines assister aux spectacles

de magie que Jasmin et Brenda montent chaque soir.

Un miracle ne s'explique pas. A quel cela tient ? A ces couleurs tristes, à cet humour naïf et sophistiqué, à ces deux interprètes formidables (Marianna Sagebrecht et CCH Pounder), à cette immense gentillesse, cet amour de la vie, à ce style bizarre, déhanché comme le jazz de Monk, à tout cela sûrement. Et à un zeste mystérieux qui est le talent très original de Percy Adlon.

un cousin léger, aérien, de Jim Jarmusch. C'est un miracle modeste, certes, ce n'est pas *Fanny et Alexandre*, c'est un miracle de poche ; on l'emporte avec soi, on y repense en souriant, longtemps après. Il vous rend heureux, un peu baba ; c'est peut-être une dope, ce film. Vous en serez fou, ce sera le titre à la mode des demain. Tant mieux.

MICHEL BRAUDEAU.

★ Sortie le 20 avril.

هكذا من الاجل

SCIENCES ET MEDECINE

Les fonds privés de la recherche

Les fonds publics ne peuvent suffire à financer la recherche sur le cancer. Aussi l'analyse — que nous poursuivons ici — du fonctionnement administratif et financier de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer) ne doit pas avoir pour conséquence une remise en cause du principe même de l'aide privée à la recherche publique. Tous les témoignages des chercheurs concordent. Sans la charité publique, disent-ils en substance, nous n'aurions plus les moyens de travailler. Les organismes de recherche et les pouvoirs publics le savent bien qui ont ces derniers années laissé le mouvement associatif prendre une place considérable sans véritablement chercher à peser sur ses modalités de fonctionnement.

L'affaire de l'ARC soulève deux types de questions : sur les formes de l'action menée par cette association d'abord, ensuite sur l'harmonisation de ses initiatives et la politique du service public. La personnalisation excessive de l'action de l'ARC, son recours systématique et grandissant à la médiatisation et, en un mot, le monopole qu'elle convoite dans le domaine de la lutte contre le cancer paraissent inacceptables aujourd'hui ; les

méthodes mises en œuvre risquent fort de jeter à court terme le discrédit sur les appels à la charité publique.

Mais il y a plus grave. Le poids de cette association et ses visées expansionnistes font qu'elle entre en compétition avec le service public lui-même. Dépassant le seul terrain du cancer, elle se fixe aujourd'hui de nouveaux objectifs, équipant des hôpitaux publics en matériel de diagnostic coûteux, s'intéressant à la prévention d'autres maladies avec l'intention de défrayer les besoins en appareillage médical et scientifique de la nation. Mais comme le soulignait, en 1982, M. Roger Grégoire, alors président du haut comité d'aide à la lutte contre le cancer, dans une lettre au directeur général de l'INSERM, redresser cette situation très critiquable imposerait la définition d'une véritable politique pour l'utilisation des fonds recueillis et la vérification de leur affectation. « En dehors de la persuasion, concluait M. Grégoire, le seul moyen de pression que l'on puisse envisager est la menace d'engager une procédure de retrait de la reconnaissance d'utilité publique. »

J.-Y. N. et F. N.

La manne du cancer

L'AFFAIRE de l'ARC, dans le tour qu'elle prend aujourd'hui, n'est en réalité que l'aboutissement d'un conflit vieux de plus de dix ans. Un conflit qui trouve son origine dans la compétition acharnée et trop déséquilibrée qui oppose les deux principales associations privées reconnues d'utilité publique recueillant sur le thème du cancer les fonds provenant de la charité publique. Elle est également la conséquence d'une très curieuse absence de volonté des pouvoirs publics.

Tout s'est en effet passé comme si ces derniers avaient refusé de prendre les décisions qui auraient, en leur temps, permis de prévenir des débordements, et qui, aujourd'hui, ne peuvent plus être passés sous silence.

L'affaire de l'ARC met ainsi en lumière l'origine des ressources et les modes de financement et d'attribution des crédits d'une partie non négligeable de la recherche médicale française. Elle permet également de mieux comprendre la portée et les enjeux des appels, parfois concurrents, à la charité publique qui sont régulièrement lancés à l'échelon national afin de soutenir la recherche sur le cancer.

La coordination de l'aide privée à la lutte contre le cancer n'est pas un problème nouveau. Le premier document synthétique dont on dispose sur ce sujet est signé par M. Roger Goetz. Il est daté du 14 mai 1979. Ce rapport avait été rédigé par M. Goetz, gouverneur honoraire du Crédit foncier de France, au terme d'une mission que lui avait confiée M. Raymond Barre, alors premier ministre. L'existence de ce document, toujours resté confidentiel, témoigne de l'inquiétude manifestée dès

cette époque par les responsables politiques devant les premiers symptômes d'une situation très conflictuelle opposant la Ligue nationale contre le cancer et l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif (ADRCV), ancienne dénomination de l'ARC, deux associations de droit privé et reconnues d'utilité publique.

toutes les associations qui œuvrent contre le cancer [...]. L'autre, l'ADRCV, groupait essentiellement, quelle qu'en soit l'importance, cinq instituts localisés à Villejuif. A la limite, l'ADRCV pouvait donc apparaître, au regard de la Ligue, comme un « cas particulier » ; il suffisait que la recherche de l'ADRCV fut adéquatement financée par la

sources, elle a multiplié ses initiatives selon ses méthodes propres, donnant l'impression qu'elle poursuivait son histoire en cavalier seul. »

C'est bien en effet cette volonté d'expansionnisme qui a été — qui est toujours — à l'origine des difficultés de cette affaire. Au départ, les ressources financières de l'association de Villejuif restaient

Cour des comptes qui demanda à ce que l'on mit fin à cette très curieuse pratique.

« Pourvue, grâce à son action, de moyens de plus en plus importants, l'ADRCV a décidé d'apporter son aide non plus seulement aux instituts qui la composent, mais à l'ensemble des centres de recherche française, peut-on lire dans le rapport Goetz. Cette

décision a été prise, malgré l'opposition de certains directeurs d'institut, au cours de deux réunions du conseil d'administration, en 1978 et 1979. Elle n'a pas reçu l'agrément du ministère de la Santé. »

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 20.)



M. Jacques Crozemarie, président de l'ARC.

« A priori, ces deux associations semblaient pouvoir prospérer en bonne entente, écrivait M. Goetz. La Ligue, en effet, était statutairement apte à fédérer non seulement ses propres comités départementaux, mais

modestes comparées à celles de la Ligue. L'ADRCV avait été créée en 1962. Elle n'a été reconnue d'utilité publique qu'en 1966 et n'a entamé sa politique de notoriété qu'en 1970. En pratique, c'est sa participation à la campagne nationale d'appel à la charité publique « Espoir » qui lui a donné en 1977 une véritable consécration. Elle a ensuite étendu son activité en France, puis poussé des antennes vers les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale.

modestes comparées à celles de la Ligue. L'ADRCV avait été créée en 1962. Elle n'a été reconnue d'utilité publique qu'en 1966 et n'a entamé sa politique de notoriété qu'en 1970. En pratique, c'est sa participation à la campagne nationale d'appel à la charité publique « Espoir » qui lui a donné en 1977 une véritable consécration. Elle a ensuite étendu son activité en France, puis poussé des antennes vers les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale.

Un instrument de liaison administratif

« En France, au départ, l'ADRCV se définissait comme un instrument de liaison administratif et financier entre les cinq instituts sortis par scission de l'Institut Gustave-Roussy, rappelait M. Goetz. Elle ne pouvait ouvrir, aux termes de ses statuts, qu'en faveur de ses membres. Son objet n'était pas avant tout financier. Ayant choisi de se procurer elle-même des ressources, elle a progressivement étendu sa collecte à l'ensemble du territoire. Dans les départements, elle s'est assurée les concours de personnalités locales, et, à ce titre, concurrence les comités de la Ligue nationale contre le cancer. »

L'association de Villejuif a notamment servi durant longtemps de lieu de passage entre les subventions ou les contrats de recherche en provenance d'administrations ou d'organismes publics, subventions qui étaient destinées aux instituts de Villejuif et qui ne faisaient que transiter par cette association. C'est la

JACQUES D'ARC

« THÉOCRATE » ? Le rapport de l'IGAS, en qualifiant de théocratique le mode de fonctionnement de l'ARC, a-t-il véritablement réussi à percer le mystère de cette association et, au-delà, celui de la personnalité de celui qui la préside ? Etonnant personnage que M. Jacques Crozemarie. Omniprésent en texte et en images dans sa revue trimestrielle tirée à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, régulièrement affichée et filmée au rythme des campagnes nationales d'appel à la charité publique en compagnie des quatre ou cinq plus célèbres cancérologues de Villejuif, le président de l'ARC est un homme mal connu. Souvent appelé « docteur » ou « professeur », M. Crozemarie, qui n'est pas médecin, ne détecte pas, sans doute pour mieux défendre la cause de son association, ce qui procède régulièrement entretenu dans les médias. Ingénieur de l'Ecole française de radioélectricité, ancien officier en Extrême-Orient, de 1948 à 1951, il est depuis 1954 agent du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), où il a rempli de nombreuses fonctions administratives. C'est en 1962 qu'il fonde et préside l'association qui devait devenir l'ARC, et qui était alors baptisée Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif.

Il administre le laboratoire de primatologie de Villejuif à partir de 1970 et se rapproche

ensuite progressivement de la direction générale du CNRS dont il devient en 1977, « conseiller technique ». C'est cette même direction du CNRS qui, en 1981, décide de créer l'unité de service 47 « pour le soutien de la recherche sur le cancer des laboratoires et organismes du CNRS à Villejuif » (étroitement liée à l'ARC) dont il est le directeur et qui emploie aujourd'hui vingt-quatre ingénieurs techniques et administratifs du CNRS.

Craint de tous ceux dont il finance — ou pourrait financer — les recherches en cancérologie et en biologie, M. Crozemarie a fait de l'ARC sa passion. Logé à Villejuif même, ce célibataire de soixante-deux ans, officier de la Légion d'honneur, consacre l'essentiel de son temps et de son énergie à la mission qu'il s'est donnée, multipliant avec une assurance croissante la technique des relations publiques.

Il y a quelques années, il nous affirmait avec fougue, dans la luxueuse « Maison de la chasse et de la nature » dont il est membre fondateur, l'acharnement avec lequel il entendait poursuivre sa tâche grâce à l'appui des médias nationaux ou... internationaux. Sa volonté, depuis, n'a jamais faibli, mettant le cap sur l'essentiel : « Pour un objectif comme la victoire sur le cancer, nous expliquait-il, la fin justifie pleinement les moyens. »

J.-Y. N.

DES CRÉDITS TRÈS PERSONNALISÉS

ON l'oublie parfois : l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) possède non seulement un président, mais également un conseil d'administration. Ce dernier n'est pas exempt de critiques. Chargé notamment de répartir la plupart des subventions recueillies par l'ARC, il est devenu, au fil des ans, ce que l'ancien vice-président de l'Association, M. Ladoux, appelle « une chambre d'enregistrement. D'enregistrement des volontés du président, M. Crozemarie. »

Au conseil figurent, aux côtés de certains cancérologues célèbres comme les professeurs Lucien Israël, Léon Schwarzenberg, Maurice Tubiana et Michel Boiron, des médecins aux compétences plus réduites en cancérologie comme, par exemple, le professeur Gérard Milhaud, et des personnalités « indépendantes » comme M. Roger Andrieu, notaire honoraire. Sont membres de droit du conseil d'administration le directeur du CNRS et des représentants des facultés de médecine de Paris, du ministère de la recherche, du ministère de l'éducation nationale et de l'INSERM. En pra-

que, les membres de droit sont très rarement présents, « prouve s'il en est, explique un des membres du conseil, que les pouvoirs publics ont, une bonne fois pour toutes, décidé de fermer les yeux sur ce qui se passe à l'ARC. »

Les administrateurs sont, en général, les premiers servis : par exemple, en 1988, au titre de « construction et aménagement de laboratoires », le professeur Israël touchera 28805200 F pour son Institut d'oncologie cellulaire et moléculaire humaine, et l'Institut Gustave-Roussy 48214754 F pour les nouveaux bâtiments de recherche.

« S'il n'était pas là... »

Le ton monte parfois au sein de cette docte assemblée. Ainsi, à propos des déclarations faites par M. Crozemarie à Washington sur la nécessité de dépister l'ensemble de la population française pour la lutte contre le SIDA, « C'est Gérard Milhaud, parce qu'il en voulait à Mme Berzachi, qui a poussé Crozemarie à prononcer de telles bêtises », assure le professeur Schwarzenberg. Le

conseil d'administration a tout de même refusé récemment son unité pour « démissionner » M. Ladoux après avoir, pendant des années, accepté qu'en sa qualité de PDG de la société FAT-Communication il « s'occupe » de toute la promotion de l'ARC. Le conseil ne veut plus voir aujourd'hui, en l'ancien vice-président, qui ne ménage plus ses critiques contre l'association, qu'un « profitif crachant dans le soupe ».

Aujourd'hui, plusieurs grands chercheurs membres de l'ARC sont sortis de leur réserve. Le professeur Pierre Chambon, qui dirige l'une des commissions scientifiques de l'association, estime qu'il faudrait revoir la composition du conseil en y nommant davantage de représentants des grands organismes de recherche. Dénouant le lobby qui occupe le conseil d'administration, le professeur Chambon n'en défend pas moins M. Crozemarie : « S'il n'était pas là, dit-il, certains laboratoires français de recherche fondamentale n'existeraient pas... »

FRANCK NOUËL

LES DÉBOUCHÉS DES ÉTUDES SUPÉRIEURES DE CHIMIE

Le Monde Un débat à partir de l'enquête réalisée par : CAMPUS et l'Union des industries chimiques aura lieu le :

JEUDI 21 AVRIL 1988, de 16 h à 18 h

Avec M^{rs} et M^{lles} :

Aline Bessier, Ingénieur ESCOM, attachée technique chez Bayer ; Gérard Antonini professeur au département de génie chimique de Compiègne ; Xavier de Bernardi, directeur des ressources humaines de Rhône-Poulenc ; Jean-Louis Cornillon, ingénieur au Centre d'essais et de recherches de Ladoux, de Michelin ; Michel Fayard, directeur scientifique de la chimie du CNRS ; Robert Moor, président-directeur général de Protex ; Claude Quivron, directeur de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris ; Aimé par Frédéric Gausson, responsable du Monde Campus et Jean-Paul Parenteau, chef de service enseignement-formation de l'UIC.

LE DÉBAT SERA SUIVI D'UNE VISITE DE L'EXPOSITION

LE MATIN DES MOLÉCULES, entrée gratuite

هكذا من الامل

Les fonds privés de la recherche

La manne du cancer

(Suite de la page 19.)

L'ADRCV devint, au fil de sa progression, l'ADRC, puis l'ARC (alors qu'elle n'était toujours reconnue d'utilité publique qu'en tant qu'ADRCV). Le sigle actuel ne fut en réalité reconnu par voie réglementaire qu'en 1986, en même temps qu'une modification des statuts était imposée par le ministère de l'intérieur. En pratique, ce furent essentiellement les méthodes employées par l'ARC qui firent l'objet de très vives critiques.

« Certaines des méthodes employées par l'ADRCV aggravaient la perplexité, note le rapport Goetze. Nombre d'initiatives sont mises en œuvre avant que n'ait été obtenu — ni peut-être sollicité — l'agrément de l'autorité de tutelle. L'extension de compétences à laquelle elle procède, la présentation qu'elle adopte vis-à-vis de ses correspondants, sont intrinsèquement abusives. L'ADRCV pratique volontiers le « fait accompli », négligeant la régularité administrative; elle attend du succès sa justification. Les dirigeants, dès lors, pour agir avec la promptitude et l'efficacité qu'ils souhaitent, doivent disposer de pouvoirs sûrs. A cet égard, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'association, le président a su ménager les moyens de l'autorité.

« La lecture des procès-verbaux permet de constater que le conseil d'administration est conduit d'une main très ferme, sans un excès de souplesse. Il arrive que les directeurs ministériels, convoqués avec leurs collègues dans des délais très courts, à des dates connues pour gênantes, doivent débattre de questions décisives qui ne figurent pas expressément à l'ordre du jour. Les assemblées générales ne sont guère contraignantes; les comptes sont distribués pendant la séance. Le rapport du conseil se limite à un exposé oral du président. D'autre part, l'autorité de celui-ci est soutenue par le titre qu'il détient dans la fonction publique. » Tout cela ne fut pas sans choquer puis sans irriter au

plus haut point les responsables de la Ligue nationale contre le cancer, association centenaire, fonctionnant sur un mode très traditionnel, à cause notamment des pouvoirs de ses comités départementaux.

A la suite du rapport Goetze, les pouvoirs publics décidèrent la création, en février 1980, d'un Haut Comité français d'aide à la lutte contre le cancer, présidé par M. Roger Grégoire, conseiller d'Etat. Une structure originale, visant à « harmoniser » les efforts des différentes associations œuvrant en faveur de la recherche sur cette maladie. Il s'agissait de calmer les tensions entre la Ligue nationale contre le cancer et l'association de M. Jacques Crozemarie. Ce Haut Comité devait vite faire la preuve de son efficacité. En février 1982, M. Jack Ralite, alors ministre de la santé, annonçait sa disparition prochaine. En juillet de la même année, M. Grégoire fit savoir qu'il souhaitait démissionner, et le Haut Comité se saborda le 27 octobre 1982.

« Je ne me souviens plus très exactement de tous les détails de cette affaire, nous a confié M. Grégoire, mais je sais que je n'avais pas les moyens de mener à bien la mission qui m'avait été confiée. »

De manière « quasi théorique »

M. Grégoire formule aussi les plus vives critiques sur les méthodes de M. Crozemarie. Il estime en particulier que ses capacités « à trouver de l'argent » sont « plus celles des milieux publicitaires que celles qui devraient être utilisées au sein des associations reconnues d'utilité publique ».

La même année, la Cour des comptes épinglait sévèrement le CNRS, coupable à ses yeux de rémunérer le président de l'association de Villejuif et nombre de ses collaborateurs par des voies pas toujours orthodoxes.

Le Haut Comité disparu, la lutte reprit de plus belle entre les deux associations, l'ARC manifestant à de multiples reprises ses volontés d'expansionnisme et de « professionnalisation » dans la quête et les appels systématiques à la charité publique. Après avoir, en 1978, « subtilisé » un fichier de donateurs qu'elle avait établi avec la Ligue (collectant ainsi à son seul profit 7 millions de francs), l'ARC chercha à tout prix à augmenter le nombre de ses donateurs potentiels, passant notam-

ment en 1982 un contrat avec le groupe catholique Bayard-Press, ce qui lui donna accès à une liste d'environ 2 millions de noms et d'adresses.

La polémique rebondit en 1984, lorsque le gouvernement décida d'attribuer le label « grande cause nationale » (qui permet la diffusion gratuite de messages publicitaires sur les radios et les chaînes de télévision) à la Ligue nationale contre le cancer.

M. Crozemarie qualifia de « déloyale » l'action de la Ligue et menaça alors, ni plus ni moins, de couper les crédits des chercheurs que son association finançait si l'ARC n'était pas bénéficiaire elle aussi du label « grande cause nationale ».

En 1985, une nouvelle fois, les inspecteurs de l'IGAS tentèrent d'enquêter sur le fonctionnement administratif et financier de l'association de M. Crozemarie. Une note fut alors transmise à M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé. Note à laquelle ni l'Hôtel Matignon ni le ministère des finances ne donnèrent suite.

Ces différentes affaires n'empêchèrent nullement l'association de Villejuif de continuer sa progression et de dépasser notablement le budget de la Ligue nationale contre le cancer. Commencant à financer d'autres équipes de recherche que celles de Villejuif, l'ARC ne s'intéressa plus seulement à la recherche mais entreprit le financement de travaux cliniques de prévention et de dépistage, qui ne concernaient plus seulement le cancer (le Monde du 16 avril). Elle finança d'autre part l'acquisition de matériels diagnostiques particulièrement coûteux, comme l'appareil à résonance magnétique nucléaire qu'elle « offrit » à l'Assistance publique de Paris, il y a quelque temps.

Cette association intensifiait d'autre part sa politique de relations publiques, organisant notamment différents congrès d'un intérêt scientifique souvent très discuté, à Dakar, Pékin, aux Antilles ou à Washington. C'est lors de ce dernier congrès, organisé en décembre 1987, que M. Crozemarie fit valoir le très vif intérêt qu'il portait au SIDA en réclamant, contre l'avis de Mme Barzach, un dépistage systématique et obligatoire de la population française avant de critiquer ouvertement les interprétations que des journalistes avaient pu faire de ses propos.

Un incident qui eut pour effet le boycottage par l'Association nationale des journalistes d'informa-

tion médicale des deux prochaines manifestations qu'organiserait l'ARC.

C'est dans ce riche contexte que s'insèrent les critiques contenues dans le dernier rapport de l'IGAS. Si celles-ci ne révèlent rien qui sur le fond ne soit déjà connu, elles coïncident toutefois avec l'inquiétude croissante des pouvoirs publics devant la montée en puissance d'une association dirigée de manière « quasi théocratique ». Les rares critiques formulées ces dernières années contre l'ARC suscitaient des réactions immédiates du président, et parfois des principaux cancérologues de Villejuif, qui faisaient valoir qu'il ne s'agissait là que de vaines querelles risquant de jeter le trouble dans l'opinion

publique. Et que le nombre des adhérents de l'ARC suffisait, s'il en était besoin, à prouver la qualité de son action.

Les temps semblent avoir changé, et si personne ne nie l'absolue nécessité d'un financement privé de la recherche sur le cancer, une pression de plus en plus grande se manifeste pour que les pouvoirs publics pèsent de tout leur poids afin de faire du conseil d'administration de l'ARC une structure dotée d'une efficacité réelle, et qu'au-delà le fonctionnement de cette association soit véritablement transparent. Non « théocratique ».

JEAN-YVES NAU.

PRÉVOIR L'IMPRÉVISIBLE

PARMI les initiatives les plus spectaculaires du président de l'ARC on peut citer le Centre européen de recherche appliquée à la prévention et au dépistage précoce des cancers. Ce centre, fer de lance de la campagne de l'association pour 1988, soulève de nombreuses objections parmi les cancérologues qui vont, pour certains, jusqu'à affirmer qu'une telle structure de prévention n'a, au plan scientifique, strictement aucun intérêt. Pour ce centre, qui devrait être édifié sur le site de l'hôpital Saint-Louis à Paris, il faudrait, peut-on lire dans le dernier numéro de l'Assistance, la publication de l'ARC, que l'association recueille 87 530 000 F. « Il faut le faire vite », explique M. Crozemarie dans son éditorial. Nous avons demandé aux établissements Bouygues-Construction d'assurer au plus tôt la réalisation de ce centre. Dès cette année, nous l'équiperons de matériels de la plus

haute technologie mondiale nécessaires aux travaux de nos scientifiques. »

« Initialement, ce centre devait être construit à Villejuif pour le compte du professeur Schwarzenberg, explique le professeur Bolron (hôpital Saint-Louis) qui dirige cet établissement. C'était logique, étant donné les liens qui unissent l'ARC à Villejuif. Mais, très vite, des problèmes sont survenus, le constructeur, M. Bouygues, ne voulant pas accéder à la demande du maire communiste de Villejuif qui, en contrepartie du terrain, demandait la construction de nouveaux logements. » C'est alors, poursuit le professeur Bolron, que la direction de l'Assistance publique est intervenue, souhaitant que ce centre soit construit en son sein. Dans un premier temps, les hôpitaux de la Pitié, Salpêtrière et d'Avicenne furent

envisagés, mais l'environnement scientifique étant insuffisant, il fut décidé de le construire à l'hôpital Saint-Louis. »

Le professeur Bolron connaît bien les critiques qui sont faites à ce centre, jusqu'au sein même de l'ARC. « Il ne s'agit en aucun cas d'un centre de dépistage clinique. Nous ne ferons que de la recherche. » Lorsqu'on lui fait remarquer que M. Crozemarie lui-même a parlé de dépistage clinique, le professeur Bolron répond : « L'accord que j'ai passé avec M. Choussat, le directeur de l'Assistance publique, est formel : il ne s'agit que d'un centre de recherche. J'en prends l'engagement. »

Reste à savoir si la commission des sites donne son feu vert pour la construction de ce centre dans l'enceinte de l'hôpital Saint-Louis.

F. N.

Point de vue

CHASSER LES MARCHANDS D'ESPOIR

PAR GÉRARD SOLÉRIEUX (*)

« U N monde sans cancer », c'est possible. Voilà une grosse contradiction. Nul ne peut, même par une extrapolation audacieuse, à partir de ce que l'on sait scientifiquement aujourd'hui, tenir de tels propos, qui sont une tromperie pure et simple. De même que c'est une hasardeuse spéculation d'affirmer comme ce fut le cas à la télévision que 75 % des cancers seront évités d'ici douze ans. Mais déromper le public, qui donne son argent généreusement, n'est-ce pas aussi lui faire perdre espoir ? Alors on s'arrange, et le silence est complice. Pour la bonne cause.

Oublions toutes les anecdotes un peu sordides de la charité business. Essayons d'aller au fond des choses. Il y a deux ans, aux Etats-Unis, à la suite d'un article paru le 8 mai 1986 dans le très fameux New England Journal of Medicine, on s'interrogeait pour savoir si la guerre contre le cancer, déclenchée par le président Nixon, avait été perdue. De cela en France, on a peu parlé. Les faits publiés étaient simples : si l'on compte, là où on sait le faire, les décès par cancer et par classe d'âge et qu'on les compare avec la situation à vingt années d'écart (1962-1982, population blanche aux Etats-

Unis), on constate un indiscutable progrès pour les cancers des aînés de moins de trente ans qui représentent 5 % à 7 % du total. Pour le reste, si on sait mieux soigner, on ne sait pas plus souvent guérir aujourd'hui qu'en 1960. Voilà une réalité désagréable, pour le public et pour tous ceux qui ont travaillé à cette guerre contre le cancer. Mais c'est ainsi, et les Français, comme les Américains ont le droit de le savoir.

Les chercheurs et les médecins ont-ils failli à leur tâche ? Certainement pas. Ils ont travaillé intensément. Ils savent beaucoup de choses sur la biologie humaine qu'ils ne savaient pas auparavant. Ils ont exploré des voies thérapeutiques qui sont des impasses, mais qu'il fallait explorer, ils ont amélioré la qualité des soins et la survie des malades. Les malades ont souffert, mais ils ont été traités avec les moyens disponibles.

Fuite en avant

Comment faire pour demander aux gens d'être généreux si vous leur présentez à eux avec un tel bilan ? Ils ne vous donneront pas un sou. Alors on partage le travail : en toile de fond, les médecins et les biologistes,

qui parlent, souvent avec enthousiasme, de leur travail ; et sur le devant de l'écran, le collecteur de fonds, auquel on laisse le soin de dire avec ses mots, ou plutôt avec ceux qui lui proposent les publicités, ce qui assurera le meilleur rendement aux campagnes de collecte. Et qu'est-ce qui paie mieux que l'espoir, la perspective radieuse d'un monde sans cancer, version actualisée du paradis et de la vie éternelle. La recette est très ancienne, seuls les procédés médiatiques sont contemporains.

Les réalistes savent qu'il faut de l'argent et que l'on ne peut faire de l'angélisme. Les songeurs demandent l'impossible : avoir des moyens tout en évitant l'échec. Alors pour garder les mains propres, on met en place les outils et les hommes de la propagande, on mobilise les artistes et autres célébrités. Toujours pour le bon motif. On n'y échappe pas, si les gens, les citoyens, les donateurs, n'ont plus leurs illusions, ils vont se retourner vers les illusions offertes par les charlatans, par les obscurantistes. Le choix est le suivant : accepter de travailler la vérité pour « maintenir », ou affronter la récession de la recherche. Ne nous y trompons pas, public ou privé, ce sera la

même chose, les déçus vont retourner sourds.

Est-ce bien certain ? Faut-il mentir dans une fuite en avant tapageuse ?

S'il n'y a pas d'autres voies que la recherche scientifique pour réduire la mortalité par cancer, et c'est très difficile, il est peu probable que les orientations suivies depuis trente ans et les priorités affichées aux Etats-Unis, et fidèlement adoptées en Europe, soient les plus prometteuses. Il y a mieux à faire que d'exercer sous des formes diverses et perverses des pressions fortes sur les médecins et les chercheurs pour qu'ils suivent docilement les idées simples et contraignantes des guides inspirés.

La liberté de la recherche, dans ce domaine du moins, est un mythe. Les seules choses qu'on est en droit d'exiger des chercheurs, c'est qu'ils travaillent avec rigueur et ne perdent pas de vue que le cancer est aussi une maladie et pas seulement une déquette à l'abri de laquelle les moyens abondent. Laissez les, eux-mêmes, être ardents et imaginatifs, et encouragez le public à prouver sa générosité sans le duper. Seule la diversité des travaux sur le cancer générera des progrès.

(*) Pseudonyme d'un médecin désireux garder l'anonymat.

du 1^{er} au 30 avril
Série spéciale
votre 205 XT, XS ou GTI
ou votre 309 GTI
intérieur complet en cuir
sans supplément de prix*



*Prix tarif Peugeot au 31 janvier 1988 ; l'équipement proposé, en cuir façon sellerie, comprend l'assise des sièges, les dossiers et les panneaux de portes. Coloris au choix. Livraison immédiate selon les options choisies.

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS**

au Monde et à ses publications

3615 TAPÉZ **LEMONDE** puis ABO

(Publicité)

« SOURDS ET MALENTENDANTS »
Les lundi 25 et mardi 26 avril 1988

notre centre optique-acoustique
organise deux journées réservées aux sourds et malentendants.
Vous pourrez gratuitement faire réviser vos
appareils auditifs.

Prenez rendez-vous sans tarder en téléphonant au
42-33-21-89, poste 175.

SECTEURS DE POINTE

Radioscopie d'une centrale

Un simulateur permettra de reproduire les scénarios les plus inattendus à l'origine d'un accident nucléaire

DANS le silence feutré de la salle de commande, le réacteur affiche sa puissance : 900 MW. C'est un jour comme les autres pour l'équipe de quart qui surveille la machine. Et puis, soudain, en quelques secondes, tout bascule. Des voyants qui étaient verts passent au rouge. D'autres clignotent. Les niveaux d'eau dans les circuits du réacteur s'affolent. Les alarmes s'affichent de plus en plus nombreuses tandis que les capteurs de débit du circuit primaire, qui refroidit en permanence l'installation, témoignent de phénomènes apparemment incohérents dans les conduites.

Ce que tout le monde redoutait sans trop y croire est arrivé. Pour une raison inconnue, une canalisation de gros diamètre « a lâché sur le primaire ». La pression dans les circuits a aussitôt baissé — quelques minutes suffisent pour qu'elle passe de 155 bars à 5 bars ou 6 bars seulement — et l'eau de refroidissement qui y circulait s'est transformée en un mélange « diphasique » de liquide et de vapeur, qui s'écoulaient parfois en sens contraire l'un de l'autre. Devant une telle situation, il faut réagir vite faute de quoi le cœur du réacteur « se dénoiera » et ne sera plus léché par l'eau du circuit de refroidissement. Les gains de combustible s'échaufferont alors rapidement, et l'accident tournera à la catastrophe.

Ce scénario n'est pas absurde. En mars 1979, la centrale américaine de Three-Mile-Island l'a vécu. Certes ce ne fut pas la rupture d'une canalisation qui fut à l'origine du drame, mais la non-fermeture d'une soupape. Qu'importe si la cause du mal fut différente. Le résultat fut catastrophique pour l'installation, mais

sans gravité heureusement pour les populations environnantes. Le pire fut donc évité. Mais faute d'avoir compris ce qui leur arrivait, les équipes de quart du réacteur américain analysèrent fort mal les phénomènes auxquels elles étaient confrontées, puis réagirent à contretemps allant même jusqu'à laisser se « dénoyer » le cœur. On connaît la suite. Faute d'avoir pu le refroidir et évacuer sa puissance résiduelle, le tiers du cœur fondit sous l'effet de la chaleur, en raison de la montée rapide de la température du combustible.

Depuis, les exploitants de centrales nucléaires du monde entier ont disséqué cet accident. De nouvelles mesures ont été prises. De nouvelles procédures d'intervention ont été définies pour éviter qu'un tel scénario ne se reproduise, de manière que les systèmes de sauvegarde qui ne sont pas automatiques soient mis en action à bon escient pour ramener le plus rapidement possible l'installation dans un état de sécurité satisfaisant. Tout cela, le simulateur post-accidentel d'EDF — SIPA — dont l'implantation est prévue à Villeurbanne (Rhône), devrait être capable de le reproduire, en temps réel, à la fin de 1990.

Une question de secondes

Une performance unique. Car, si l'on était en mesure hier encore d'évaluer et même de calculer pas à pas le déroulement précis d'une situation post-accidentelle dans une centrale nucléaire, force est de reconnaître que les systèmes et les codes de calcul utilisés (1)

étaient plutôt lents. « Avec Cathare, le code calcul français développé en collaboration par EDF, le Commissariat à l'énergie atomique et Framatome, et dont la mise en service date de l'été 1984, on était de cent à mille fois moins rapide que les événements que l'on était censé décrire », explique M. Guy Houdayer, chef de la division thermohydraulique, au service des études et projets thermiques (SEPTEN) d'EDF.

Or « les phénomènes sont ultrarapides en début d'accident. C'est une question de secondes », souligne M. Bernard Bouzon, chef adjoint du SEPTEN. Il nous fait donc aller plus loin et être en mesure de décrire, par exemple, des accidents consécutifs à des brèches, dans le circuit primaire, d'une taille supérieure à 20 centimètres de diamètre (2). Aujourd'hui, le nouveau code de calcul issu de Cathare (Cathare-Simu), que les techniciens ont achevé de mettre au point avec Thomson en juillet 1986, permet de prendre en compte des brèches d'un diamètre maximum de 35 centimètres à 38 centimètres, et de calculer en temps réel le déroulement des événements. A chaque instant, le Cray-1 de la direction des études et recherches d'EDF, installé en région parisienne, à Clamart, met son énorme puissance de calcul au service de cette simulation, dont l'animation colorée apparaît sur les écrans.

Seul le SIPA est capable au monde de telles performances. Même dans sa version actuelle, il reste un outil unique. Bien qu'il ne reproduise pas, comme le font les sept grands simulateurs de formation d'EDF — ce n'est, en effet, qu'un ensemble de consoles de visualisation et de calculateurs — une salle de commande de centrale dans sa globalité, « son utilisation devrait être précieuse pour la formation des ingénieurs de sûreté et de radioprotection (ISR), mais aussi celle des chefs de quart et des ingénieurs appartenant aux équipes de crise »,

explique le chef du service de production thermique d'EDF, M. Lucien Bertron. « Car, dit-il, bien que nous ayons développé des procédures pour pallier les situations accidentelles, l'expérience montre que ces consignes ne sont correctement appliquées que lorsque les gens ont bien compris les phénomènes. Il faut leur dire comment les choses se passent et pourquoi elles se passent de cette façon pour être sûr qu'ensuite ils réagiront dans le bon sens. »

Acquérir des réflexes

C'est tout l'intérêt des simulateurs qui préparent à la fois aux tâches de routine nécessaires à la conduite du réacteur, mais aussi aux premières interventions « en cas de pépin ». Avec le SIPA, il devient possible d'aller plus loin encore en montrant sur des écrans couleur comment les conduites se viduent après la rupture d'une conduite de gros diamètre, comment les niveaux baissent et à quelle vitesse, comment et où se forme de la vapeur, comment varient les températures, dans quel sens se déplacent les fluides — eau ou vapeur — présents dans les canalisations et surtout comment se traduisent les actions alors engagées par les équipes d'intervention. Aucun risque de faire sauter la centrale. La simulation du SIPA n'est pas aussi réaliste. « Mais une chose est sûre, on appréhende mieux un problème quand on l'a déjà vécu sur un simulateur », affirme M. Bertron, qui ajoute que l'on peut ainsi acquérir des réflexes pour bien maîtriser ensuite les événements. »

C'est pourquoi EDF devrait passer fin avril un contrat d'environ 60 millions de francs à la Thomson (45 millions de francs pour les logiciels et 15 millions de francs pour les matériels) pour la fourniture d'une partie des équipements de ce simulateur totalement informatisé qui peut traiter

indifféremment du cas des réacteurs de 900 MW ou de 1300 MW à eau pressurisée. Il suffit tout simplement de changer de modèle de calcul. A cela s'ajoute une quarantaine de millions de francs supplémentaires, dont la moitié est représentée par des dépenses internes à EDF et l'autre moitié par des coûts annexes et le passage d'un contrat d'environ 10 millions de francs à la Sema-Metra pour la reproduction sur le SIPA du traitement des informations en salle de commande.

Tout compris, en prenant en compte les études menées depuis 1974 et la construction de la boucle d'essai Betsy installée au centre d'études nucléaires de Grenoble pour valider les différents modèles de calcul développés par les ingénieurs, l'affaire SIPA aura à son achèvement coûté près de 1 milliard de francs. Une somme considérable mais que personne ne songe à contester ne serait-ce que parce que la sûreté n'a pas de

prix. D'autant que le code de calcul Cathare-Simu « fait la nique » aux codes mis au point par les Américains de Los-Alamos (TRAC) et d'Idaho-Falls (RELAP-5), qui ne sont pas actuellement capables de travailler en temps réel. Aussi faut-il s'attendre que ce système intéresse les exploitants étrangers — des heures d'utilisation pourraient leur être vendues — tout comme l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, qui envisagerait de racheter une partie des logiciels développés pour SIPA en vue de créer son propre simulateur de conditions perturbées.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

- (1) Ceux-là mêmes que l'on utilise pour la conception des réacteurs nucléaires.
- (2) Les simulateurs classiques de formation des équipes de quart à la conduite des réacteurs nucléaires ne prennent en compte que des brèches de 5 cm à 7,5 cm de diamètre. Et encore seulement depuis deux ans.

Demain

LES ROBINSONS DE BIOSPHERE II

D'ici deux ans, une étonnante structure de verre et d'acier s'élèvera dans le désert de l'Arizona, aux Etats-Unis, à environ 56 kilomètres de Tucson. Appelé Biosphère II, cette structure chargée à racérer, sur une petite surface (environ un hectare), les conditions de vie de la planète Terre (dénommée, elle, Biosphère I). L'habitat contiendra un environnement tropical (forêt humide, océan, marais salants, désert) dans lequel prendront place, début 1990, huit personnes, qui devront y subsister pendant deux ans, grâce aux ressources d'une ferme et d'animaux d'élevage. Cette structure sera complètement fermée au monde, hormis les liens dus à

l'alimentation en énergie électrique, les communications téléphoniques... et la télévision.

Les promoteurs privés de cet étonnant projet — dont un multimillionnaire texan, — qui ont investi l'équivalent de 180 millions de francs dans l'affaire, ainsi que les scientifiques impliqués dans le projet, espèrent que cet habitat sera autosuffisant, et que les enseignements qu'en seront tirés permettront l'établissement de colonies humaines sur la Lune ou sur Mars. L'affaire est suivie avec intérêt par la NASA, qui, de son côté, étudie les moyens de faire vivre pendant de longues durées de petites colonies humaines à bord des futures stations spatiales, mais avec des moyens plus simples que Biosphère II (UPI).

EVENEMENT POUR L'EDITION SCIENTIFIQUE FRANCAISE

La première édition du "MANUEL MERCK" aux Etats-Unis date de 1899. Traduit en 5 langues, présent sur tous les continents, il est aujourd'hui le premier ouvrage médical de référence au niveau international. Sa dernière édition a été adoptée, à elle seule, par plus d'un million de médecins. Le 13 juin 1988, à l'initiative de l'INSTITUT MSD-CHIBRET et grâce au travail d'une large équipe française d'hospitalo-universitaires de renom et de traducteurs médecins, le "MANUEL MERCK", première édition française, sera enfin mis à la disposition du Corps Médical. Cette parution sera un événement mémorable dans l'histoire de l'édition scientifique française et marquera un tournant essentiel pour la diffusion des connaissances médicales dans le monde francophone.

LE LIVRE DE MEDECINE LE PLUS LARGEMENT CONSULTE DANS LE MONDE, ENFIN PUBLIE EN FRANCE

مركز الأمل

Société

JUSTICE

Rebondissement d'une affaire d'héritage en Polynésie française

Le « roi de Tupai » en prison

Là-bas, on l'appelle le « roi de Tupai », du nom de l'atoll paradisiaque de 1 000 hectares qu'il possède au large de Bora-Bora. M. Marcel Lejeune, soixante-douze ans, pionnier du notariat en Polynésie française, mérite en effet ce titre, tant par sa réussite professionnelle et sa fortune que par le brin de mégalomanie qui l'habite (le Monde du 24 juin 1987). Mais il est aujourd'hui un « roi » déchu : depuis le vendredi 15 avril, M. Lejeune est en prison, inculpé de faux en écritures publiques et de détournement par un juge d'instruction de Papeete insensé aux pressions, M. Max Gatti.

Cette incarceration, qui défraye le chronique territorial, ajoute un épisode spectaculaire à une vieille affaire d'héritage. Depuis plusieurs années, ce notaire est accusé par plusieurs Polynésiens de s'être livré à des manœuvres illicites en occultant à son profit indirect le contenu du testament d'un célèbre couple d'amateurs riches, Mary-Ann Higgins, morte en 1961, et Charles Brown-Petersen, décédé en 1982, dont l'héritage se chiffrait par centaines de millions de francs.

Si l'emprisonnement de M. Lejeune est jusqu'à présent passé inaperçu en métropole (comme si, par un grand mystère, les sources locales d'information à destination de la métropole

s'étaient taries...), il suscite en Polynésie d'autant plus d'émotion que cette affaire a déjà provoqué beaucoup de remous au palais de justice où, il y a quelques semaines encore, des magistrats accusaient le parquet de chercher à « protéger » le notaire.

Dossier explosif

La détention de M. Lejeune fait suite au dépôt de nouvelles plaintes, et en particulier à une action engagée en février dernier par un nouveau protagoniste, M. Albert Gougeon-Chevalier, demeurant dans l'île de Raiatea, qui accuse à son tour le notaire d'avoir lésé son père dans une autre affaire d'héritage.

Inculpé, le notaire avait été placé, dans un premier temps, sous contrôle judiciaire et soumis, conformément au code de procédure pénale, à une stricte interdiction de tout contact avec la partie civile et les témoins. Des écoutes téléphoniques effectuées dans les conditions prévues par la loi ayant convaincu le juge d'instruction que M. Lejeune avait tenté de circonvenir le plaignant, le « roi de Tupai » a quitté le palais de justice, vendredi, les menottes aux poignets.

Contrairement à ses décisions antérieures, le procureur général

avait, cette fois, autorisé M. Max Gatti à poursuivre l'instruction du dossier.

Les défenseurs du notaire soutiennent la thèse de l'« amitié personnelle manifestée par certains magistrats » à l'encontre de leur client. Le doyen des juges d'instruction du tribunal de première instance de Papeete, M. Jean-Baptiste Tallierio, avait à l'avance répondu à cet argument, dans une note versée au dossier, en soulignant que M. Lejeune « a eu la grande sagesse de commencer par insérer ses juges naturels avant de voir ceux-ci saisis des multiples procédures tant pénales que civiles qu'il voyait poindre à l'horizon contre lui ».

Saisie d'une requête en suspension légitime déposée au nom de M. Lejeune contre MM. Gatti et Tallierio, la chambre criminelle de la Cour de cassation a décidé, lundi 18 avril après-midi, à Paris, de ne pas décider. L'examen de cette requête a été renvoyé sine die alors que la presse locale jugeait imminent le dessaisissement des magistrats instructeurs locaux.

Les juges parisiens ne tiennent pas, de toute évidence, à essayer les débrouilles d'un dossier qui apparaît aussi explosif pour certains de leurs confrères polynésiens...

ALAIN ROLLAT.

La mutinerie d'Ensisheim

Les détenus ont réintégré la centrale dévastée

MULHOUSE de notre correspondant

La centrale sera reconstruite à la même place. M. Chalandon, ministre de la Justice, venu inopinément à Ensisheim (en fin d'après-midi lundi 18 avril, pour se rendre personnellement compte de l'ampleur des dégâts causés par les mutins, l'a clairement affirmé. Il a également remis la médaille de l'administration pénitentiaire aux deux ouages, sursitaires et le gardien Christian Page. Auparavant il avait rendu visite à M. Raymond Moriz, le gardien blessé au début de la mutinerie et toujours hospitalisé à Mulhouse.

Au risque de décevoir grandement les élus locaux qui demandent depuis plusieurs années la construction d'une nouvelle centrale hors des murs de la cité, — mettant un terrain à la disposition du ministre au sud de la ville, — M. Chalandon s'est montré très ferme. Les bâtiments détruits, cinq des sept immeubles constituant la centrale sur environ 2 hectares seront reconstruits « le plus vite possible » et les détenus resteront logés sur place dans les locaux préservés du feu et du sabotage, pour l'instant, 90 cellules, dont les portes ferment encore... Ces cel-

lules, ils les ont réintégrées dimanche vers minuit après avoir été évacués au gymnase communal pendant une douzaine d'heures ; le temps d'un comiat et d'un débâclement rapide des décombres. Ils y sont entassés à trois, là où jusqu'ici un seul avait pu se mouvoir. « Tant pis pour eux », a dit le ministre. Ils ont scélé la branche sur laquelle ils étaient assis. Cette situation de promiscuité risque de durer, même si l'administration compte sur la remise en état rapide de cellules supplémentaires permettant ainsi de ramener le taux d'occupation de 3 à 2.

Sous la surveillance des gendarmes

« Ce qui va leur manquer le plus », a constaté M. Albin Chalandon, à l'issue de la visite des lieux, face aux journalistes, c'est le travail, le socio-professionnel et le culturel. Ils vont souffrir du dégoût qu'ils ont occasionné eux-mêmes. Le ministre faisait référence à la destruction par le feu et le sabotage de l'ensemble des ateliers (menuiserie, fabrication de conifères, mécanique, peinture), de la bibliothèque, des salles d'information, de la chapelle, du parloir... Cette situation de grande précarité, dénoncée comme un « scan-

dale » par les avocats dont les mutins avaient demandé la venue, n'apparaît pas porteur de risques supplémentaires à M. François Bonello, directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice. « Le personnel, a-t-il dit, fera face à ses responsabilités comme il lui faut le faire ». Pour l'instant, des gendarmes mobiles des escadrons de Wissembourg (Bas-Rhin) et de Dole (Jura) assurent la sécurité aux côtés des surveillants, tandis qu'une soixantaine de militaires du 152^e RI de Colmar poursuivent les opérations de déblaiement. Les repas des détenus ont été commandés à une société de restauration extérieure pour trois jours. Une cuisine roulante de l'armée devrait ensuite prendre la relève.

Sur les 251 plateaux servis lundi à midi, seuls 5 ont été rendus intacts. La grève de la faim des détenus (ceux-ci en avaient fait part à des riverains en criant la nouvelle par les fenêtres aux vitres brisées de leurs cellules) a donc fait long feu.

La mutinerie d'Ensisheim était prévisible, affirmait aujourd'hui les leaders syndicaux nationaux du personnel pénitentiaire. M. Jacques Violette (FO) qui était sur place au moment de l'assaut du gouverneur Ligier (CFDT) qui tenait lundi une conférence de presse à Mulhouse se réjouit : « C'est l'aboutissement logique de la politique menée depuis deux ans par M. Chalandon. Malheureusement nos mises en garde ont été une fois de plus confirmées. (...) C'est une conséquence de la politique de psychologie du désespoir menée par le garde des sceaux et l'administration. Quand on fait fi de l'avenir du condamné, voilà ce qui arrive. » En d'autres termes, à force de supprimer les soupapes de sécurité telles que les réductions de peine ou les libérations conditionnelles, on supprime l'espoir.

A cet argument, le ministre répond : « Ce qui est en cause, c'est la volonté de fermeté du gouvernement. On oublie que la politique de sécurité qui permet d'arrêter les terroristes et les délinquants a une face insaisissable : c'est l'action de la justice et celle du système pénitentiaire. » Et d'ajouter : « Les grands délinquants se révoltent contre cette politique de fermeté. Car ils espèrent, si on change demain de gouvernement, qu'une politique plus laxiste sera peut-être instaurée. »

BERNARD LEDERER.

● Effondrement d'un balcon à Marseille : deux morts. — Deux passantes ont été tuées, une autre grièvement blessée, lundi 18 avril peu après 15 h 30 à la suite de l'effondrement d'un balcon d'un immeuble situé rue de Bausset au centre-ville de Marseille. Pour une raison inconnue, des plaques de pierre, dont certaines de plus de 100 kilos, se sont détachées d'un balcon du 3^e étage. L'identité des victimes n'a pas été communiquée.

Les « ardoises » de la politique

Le Parti républicain condamné à payer trois mille repas consommés en 1987

M. Vincent Lamanda, vice-président du tribunal de Paris, qui avait déjà rendu, le 15 avril, une ordonnance de référé condamnant le Parti républicain à payer une somme de 237 837 F, réclamée par la société Calberton, en paiement de différents transports non réglés (le Monde du 17-18 avril), en a rendu une autre comparable concernant, cette fois, des « ardoises » réclamées, toujours au PR, par la Société française de restauration de Montigny-le Bretonneux (Yvelines). Cette entreprise avait fourni au mouvement politique environ trois mille repas durant le mois d'août 1987 et lui avait adressé à la fin de ce même mois sa facture, d'un montant de 229 591 F, qui ne fut pas réglée. C'est pourquoi la Société française de restauration décida finalement d'assigner son débiteur en référé devant le tribunal de Paris.

La décision rendue relative que l'obligation de payer du PR n'est « pas sérieusement contestable », que celui-ci ne conteste d'ailleurs ni l'existence de sa dette ni son montant. Elle lui accorde cependant la possibilité de régler les 229 591 F en question en trois mensualités à partir du 15 mai prochain, faute de quoi la somme deviendrait immédiatement exigible dans son intégralité.

● L'assassinat de M. Macell : une démarche auprès du bétonnier de Paris. — Une délégation du comité pour la vérité sur l'assassinat de M. Ali Macell, avocat français d'origine algérienne, assassiné le 7 avril 1987, a été reçue, vendredi 15 avril, au palais de justice de Paris, par M. Mario Stael, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, représentant M. Philippe Lafarge, bâtonnier en exercice.

La délégation, conduite par M. Choukroun et M. Macell, attendait demander à l'ordre des avocats d'intervenir pour que « la justice ne recule pas devant la raison d'Etat », a déclaré M. Choukroun à l'issue de l'audience. Faisant allusion à la probable identité des tueurs et à l'expulsion de France, sur ordre de M. Parraud, d'un Algérien fortement soupçonné d'avoir trahi dans l'assassinat, M. Choukroun a ajouté : « M. Macell a été victime de deux raisons d'Etat : la raison d'Etat algérienne et la raison d'Etat française. »

SPORTS

Championnats d'Europe des poids moyens

Boxing business

Courrèges — le neveu du comarier, — plus proche du show-business que du sport.

Qui imaginerait que Tiozzo a fait ses débuts dans un gymnase de banlieue rouge, à Saint-Denis ? Il habite désormais à côté du stade Roland-Garros, s'entraîne dans un grand hôtel de Deauville, roule en berline anglaise. En fait, l'image de Tiozzo paraît calquée sur celle des patrons des sociétés qui le soutiennent, comme Canal Plus, Adia, une entreprise de travail temporaire, et Egor, une société de « chasseurs de têtes ». En clair, les ambitions de Tiozzo ne sont pas celles d'un prolétaire. Il ne boxe pas pour échapper à la misère ou nourrir sa famille. Il boxe comme d'autres font une augmentation de capital ou lancent une OPA à la Bourse des rings. C'est un « raider ».

Ou, plutôt, il devrait être un « raider ». Car l'énorme investissement médiatique fait autour de sa carrière n'a pas eu l'effet escompté. La direction du Palais omnisports de Paris-Bercy, qui avait envisagé de favoriser sa conquête d'un titre mondial en 1985, a dû renoncer : le public ne suivait pas. Attendait-on trop et trop tôt d'un garçon alors âgé de vingt-deux ans ? Trois ans plus tard, porte de Versailles, Tiozzo n'a sûrement pas démontré qu'il était le grand poids moyen attendu. Certes, le combat fut d'une rare intensité entre deux hommes dont l'animosité avait été soigneusement entretenue. Mais cela ne devait pas masquer la relative médiocrité de leur registre. Considéré comme un technicien, Tiozzo n'est pas parvenu à « cadrer » Joly, qui, en dépit de ses trente-cinq ans, vivait comme un danseur. Catalogué « médiocre frappeur », l'Antillais a envoyé Tiozzo au tapis à la deuxième reprise, avec une droite qui devait encore faire mouche à plusieurs reprises.

En fait, Canal Plus, qui a présenté tous les combats professionnels du médaillé olympique de Los Angeles, le promoteur comme une marque de prestige, Tiozzo pratique, mais proprement, un sale sport. Rien dans son personnage et dans son entourage ne rappelle cette poésie des bas-fonds dans laquelle baigne généralement le monde des rings. Pas de tenue voyante, pas de liaisons tapageuses, pas de destinée fatale. C'est l'anti-« Ragging Bull » (1). Un garçon bien tranquille, moderne, délibérément ou par calcul. Il a choisi un entraîneur américain sans parler deux mots d'anglais. Pour gérer ses revenus, il a créé une société dirigée par Jean-Christophe

physiologiques, les meilleurs résultats soient à attendre de fœtus âgés de neuf semaines.

La décision du gouvernement américain a surpris la communauté scientifique spécialisée. « C'est une véritable catastrophe pour le docteur M. Marc Pechansky (né en 1916 de l'ISERM). Je souhaite très vivement que cette interdiction soit rapportée. Il s'agit, à l'évidence, d'une décision prise en période préélectorale américaine pour conforter les milieux conservateurs et réactionnaires. De toute manière, si elle était appliquée, une telle décision n'aurait pour effet que de développer les circuits de marché noir des tissus fœtaux humains. »

En France, plusieurs équipes étudient actuellement les conditions d'expérimentation de cette nouvelle technique thérapeutique. Le Comité national d'éthique dans un avis daté de 1984 sur « les prélèvements de fœtus thérapeutiques, diagnostics et scientifiques de tissus embryonnaires et de fœtus humains morts », n'a pas expressément interdit de telles expériences tout en soulignant que « l'utilisation de tissus embryonnaires ou fœtaux dans un but thérapeutique, doit avoir un caractère exceptionnel justifié, en l'état actuel des connaissances, à la fois par la rareté des maladies traitées, l'absence de toute autre thérapeutique également efficace et l'absence de tout autre avantage médical, tel que la survie, que retiendrait le bénéficiaire du traitement ». Ce comité soulignait aussi que les prélèvements de tissus fœtaux, à des fins thérapeutiques, « pourraient, être interdits par la loi ou le père qui dispose de la faculté de s'y opposer ».

Il apparaît donc que le développement des expériences neuro-chirurgicales de traitement de la maladie de Parkinson à partir de tissus fœtaux relancés en France, comme c'est aujourd'hui le cas aux Etats-Unis, le débat public sur la légitimité de telles pratiques et sur les risques de commercialisation de tissus de fœtus humains qui en dépendent.

J.-Y.N.

(1) Le même jour où la décision américaine était rendue publique, on apprenait que ce traitement expérimental avait, pour la première fois en Grande-Bretagne, été pratiqué apparemment avec succès sur deux malades âgés de trente-cinq ans et soixante-cinq ans.

Un médecin anesthésiste condamné pour homicide involontaire

Les négligences coupables du docteur Martin

Une peine de dix-huit mois de prison avec sursis et une amende de 30 000 F ont été infligées, le lundi 18 avril, à un médecin anesthésiste, le docteur Philippe Martin, cinquante-huit ans, reconnu coupable, par la quatrième chambre du tribunal correctionnel de Pontoise, du délit d'homicide involontaire commis sur une fillette de onze ans décédée le 28 juin 1983 après avoir subi une banale intervention chirurgicale à la clinique Rouzaud, à Argenteuil (Val-d'Oise).

Sandrine Bertrand souffrait d'une épine calcareuse au genou qui nécessitait une arthroscopie. Celle-ci fut pratiquée le 20 juin 1983 sous anesthésie générale par le docteur Billot. Au cours de l'opération un premier incident avait contraint le docteur Martin à effectuer un massage cardiaque mais l'opération avait cependant été poursuivie jusqu'à son terme. Au réveil, de nouvelles difficultés surgissaient et, malgré l'intervention du SAMU, l'enfant succombait huit jours de coma. Selon les trois experts, le dosage de gaz anesthésiques utilisés en association avec une injection de curare aurait dû inciter le docteur Martin à exercer une surveillance particulièrement vigilante. Mais les spécialistes désignés au cours de l'instruction lui reprochaient surtout de n'avoir effectué les premiers gestes de réanimation qu'après un trop long délai (le Monde du 9 mars).

Le tribunal, présidé par M^{me} Christine Lamy-Rysiger, s'appuie sur ces conclusions techniques pour déclarer : « Les expertises ont permis de déterminer avec certitude que le décès de Sandrine Bertrand était en rapport de cause avec les imprudences et les négligences du docteur Martin. » Les juges ont donc considéré que le délit d'homicide involontaire était constitué en refusant d'admettre la thèse soutenue par le défenseur du médecin, M. Michel Distel, selon laquelle seule une responsabilité civile pouvait être retenue. Le substitut du procureur de la République, M. Jean-Michel Benquet, avait demandé une sanction de deux ans de prison avec sursis, assortie d'une interdiction d'exercer la médecine pendant une durée limitée. Mais les magistrats observent dans leur jugement que le docteur Martin est médecin anesthésiste depuis plus de trente ans sans autre incident avant de relever que, depuis 1983, il a continué son activité et que, dans ces conditions, une interdiction d'exercer « n'aurait plus de signification ».

Sur le plan civil, le docteur Martin devra verser 275 000 F à la famille de Sandrine en réparation du préjudice moral auxquels s'ajoutent 35 000 F de préjudice matériel et 27 122,40 F à la Caisse primaire d'assurance-maladie du Val-d'Oise.

MAURICE PEYROT.

● Le procès du Haysel reporté au mois d'octobre. — Le procès des vingt-six « hooligans » britanniques accusés d'être responsables de la mort de trente-neuf personnes lors de la finale de la Coupe d'Europe de football, le 29 mai 1985, au stade du Haysel, s'est ouvert, le lundi 18 avril, devant le tribunal correctionnel de Bruxelles.

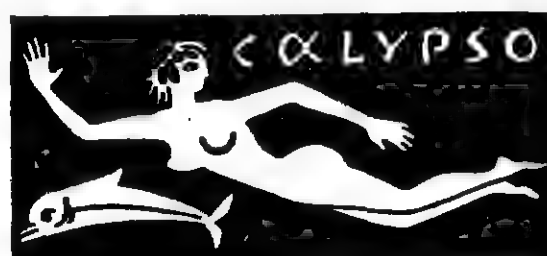
Le procès n'a duré que quelques minutes et la suite de l'audience a été reportée au 17 octobre. Les avocats des « supporters » britanniques estiment, en effet, qu'ils n'ont pas eu le temps de préparer leur défense.

Quant aux inculpés, tous libérés contre une caution de 120 000 FF (environ 19 000 FF), ils n'avaient pas souhaité assister cette « fausse première ».

COUSTEAU:

**La défense de l'environnement
est une obligation pour chacun
de nous et donc pour tous les
partis.**

C'est grâce à notre totale indépendance
politique que nous avons pu obtenir quelques
résultats de chefs d'État tels que Reagan
ou Fidel Castro... Boumediene ou Carter.



Fondation Cousteau
Association régie par la loi de 1901.

25, avenue de Wagram, 75017 PARIS
Tel. 47 66 02 46

ILLUSTRATION

هكذا من الاجل

Religions

Dans une lettre apostolique

Jean-Paul II plaide pour la liberté de conscience des catholiques ukrainiens

Un mois après sa lettre apostolique écrite à l'occasion du millénaire du baptême de la Russie (le Monde du 16 mars), le pape a rendu public, le mardi 19 avril à Rome, un message destiné spécifiquement aux catholiques ukrainiens, intitulé « *Magnam baptismi donum* » (le grand don du baptême, page 38).

En annonçant qu'il se rendrait à Kiev, où le prince Vladimir, en 988, a converti au christianisme la Russie (aujourd'hui Russie, Biélorussie, Ukraine), et qu'il célébrera ce millénaire à Saint-Pierre de Rome en langue ukrainienne, le pape fait officiellement son deuil d'un prochain voyage en Union soviétique. On sait à présent, de bonne source, que la double condition exprimée par le Vatican — un déplacement de Jean-Paul II à Kiev en Ukraine et un autre à Vilnius en Lituanie — n'a été acceptée ni par les autorités politiques ni par le patriarche orthodoxe, qui souhaitent limiter son éventuelle visite à Moscou.

Ce message adressé à l'Eglise catholique ukrainienne, qui, depuis 1946, n'a plus d'existence officielle en URSS, n'en est pas moins fort symbolique (1). On estime à environ cinq millions le nombre des fidèles unis à Rome (uniques) mais incorporés de force, depuis Staline, à l'Eglise russe orthodoxe. Les catholiques de la diaspora ukrainienne (surtout aux Etats-Unis, au Canada, en Europe, dont quelques milliers en France) sont environ un million.

En 1979, une première lettre du pape au cardinal ukrainien Slipiy, archevêque majeur de Lvov, emprisonné de 1946 à 1963 parce qu'il voulait établir à Kiev un patriarcat uni à Rome, avait provoqué une vive polémique avec Moscou. Comme s'il avait choisi de ne pas envenimer la situation à la veille du millénaire, Jean-Paul II évoque pas la question de la reconnaissance légale de l'Eglise catholique ukrainienne, réclamée dans les milieux dissidents et émigrés.

Il n'en appelle pas moins au respect des droits religieux de la communauté catholique. « *Voire Eglise*, écrit-il, « *est ébranlée par de grandes adversités en ces dernières décennies*... Je voudrais réaffirmer que sa dimension de catholicité et son identité particulière méritent un grand respect ».

Deux exigences contradictoires

« *Tout fidèle a le droit d'être respecté dans sa tradition, dans son rite, dans l'identité du peuple auquel il appartient* », ajoute Jean-Paul II, pour qui « *l'appartenance catholique ne doit être considérée par personne comme incompatible avec le bien de sa patrie terrestre et avec l'héritage de saint Vladimir*... Puise la multitude de vos fidèles jouir de la vraie liberté de conscience et du respect de leurs droits religieux, en rendant à Dieu un culte public, selon leurs traditions multiformes, dans leur rite, avec leurs pasteurs ».

Le pape doit ainsi faire face à deux exigences contradictoires :

affirmer l'identité culturelle, nationale, catholique, de ce peuple ukrainien, mais sans compromettre l'orthodoxie du Vatican ni les fragiles efforts de rapprochement avec les autorités russes orthodoxes. La chrétienté ukrainienne est traditionnellement une pomme de discorde entre Rome et Moscou. Bâtonné par l'histoire de schisme, presque millénaire, entre l'orthodoxie et le catholicisme romain, les « *uniates* » se voient assigner par Jean-Paul II, qui ne craint pas le paradoxe, un rôle occupant une place particulièrement active.

Il reconnaît que les tentatives passées de rapprochement à Rome des chrétiens d'Orient séparés n'ont pas porté les fruits esparés. « *Elles ont même eu parfois pour conséquence, dit-il, d'introduire de nouveaux déchirements à l'intérieur de la communauté chrétienne* ».

Mais le climat a changé, assure-t-il, depuis Vatican II. Rappelant le concile, le pape souligne l'originalité liturgique, théologique et disciplinaire des Eglises de rite oriental, dont fait partie l'Eglise ukrainienne, qui a gardé le rite byzantin. « *Ces Eglises ne sont pas un obstacle à la pleine communion avec les vrais orthodoxes*, dit-il. Au contraire, dans la mesure où respirent en elles l'union première qui leur donna naissance [...] Elles sont appelées maintenant, plus que jamais, à remplir leur rôle, au nom

de la construction de l'unité visible de l'Eglise ».

Le pape semble bien difficile à tenir. Pour des raisons historiques, nationales et religieuses, un fossé profond existe entre les catholiques uniates d'Ukraine et l'Eglise russe orthodoxe. Successeur de cardinal Slipiy, le cardinal Lubachivski, qui réside à Rome, et le métropolite de Kiev, présents tous les deux lors de la réunion pour la paix à Assise, le 27 octobre 1986, avaient refusé de se serrer la main. Les catholiques d'Ukraine craignent de faire les frais d'un rapprochement entre Rome, le patriarchat de Moscou et de Constantinople. Par son dernier message, le pape tente des les rassurer, mais sans les bercer d'illusions excessives.

HENRI TINCQ.

Une Eglise « des catacombes »

Il y a quatre millions, peut-être cinq, ces catholiques d'Ukraine qui, selon la formule de Jean-Paul II, « *priment et souffrent pour l'unité avec l'Eglise universelle* ». Leur nombre est impossible à connaître avec certitude, puisque à l'ère de la « *transparence* » gorbatchévienne, ils pratiquent encore leur foi dans la clandestinité, relégués au statut d'Eglise « *des catacombes* » en 1946 par Staline, qui les accusait d'avoir collaboré avec les nazis.

Les « *uniates* » — ce nom vient de leur union revendiquée avec Rome — représentent même de 40 % à 70 % de la population dans les régions de Ternopol, Lvov, Ivano-Frankivsk, et de Ukraine sub-carpatique, selon un prêtre rencontré à Moscou, qui a préféré rester anonyme. Ingénieur dans le « *civil* », cet homme de trente-cinq ans environ estime de cinq cents à sept cents le nombre de catholiques uniates. Il affirme connaître l'existence d'un moins huit évêques.

Un appel aux autorités

Tous ces prêtres ont une profession régulière qu'ils exercent ou qu'ils exercent de façon déguisée, à l'abri de leur image de son pays à l'Occident, ont permis à certains catholiques d'Ukraine d'espérer. Mais d'autres, voyant que le véritable obstacle se trouve non pas au Kremlin, mais au patriarchat orthodoxe de Moscou.

SYLVIE KAUFFMANN.

DÉFENSE

La France modernisera les chars équatioriaux

Plusieurs sociétés françaises, dont Fives-Cail Babcock et Sopecol, ont été retenues par l'Equateur pour moderniser le parc de chars AMX-13 de l'armée de terre équatorienne. Ce contrat porte sur la modernisation de la tourelle de tir (un canon de 105 mm) du blindé.

De plus en plus souvent, désarmés, des pays dont les forces armées n'ont pas assez de crédits pour acheter des matériels seuls demandent à des sociétés de remettre à jour leurs équipements. Ce qui constitue une affaire moins coûteuse. Déjà, par exemple, Sopecol avait été choisie en 1987 par l'armée égyptienne pour moderniser ses chars T-55 d'origine soviétique.

L'Allemagne demande l'arrêt des vols de F-16

Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, a demandé, lundi 18 avril, un commandement des forces aériennes américaines en Europe, une suspension temporaire des vols de F-16 en Allemagne fédérale, après un nouvel accident d'avion de ce type, le même jour, près d'une petite ville de Rhénanie-Palatinat.

C'est le deuxième accident de F-16 américain en Allemagne fédérale en trois semaines. Aussi longtemps que les enquêtes n'auront pas exclu une défaillance mécanique, a indiqué M. Wörner, il est souhaitable que les Américains interrompent leurs vols.

Communication

La campagne électorale sur les ondes

Nouvelle polémique entre la CNCL et l'entourage de M. Mitterrand

La CNCL devait faire parvenir le mardi 19 avril aux présidents des différentes chaînes de télévision des observations précises sur le respect du pluralisme sur les ondes et les mesures à prendre pour la fin de la campagne électorale. Sans attendre cette mise en garde officielle, les responsables de la 5 et de la 6 ont déjà réagi à la publication par la commission du premier bilan des temps de parole des différents candidats (le Monde des 17 et 18 avril).

Pour Alexandre Baloud, « *M 6 ne dispose pas d'autant d'équipes de reportages que les autres chaînes et d'un faible temps d'antenne consacré à l'information*. Nous nous efforçons donc de maintenir un équilibre entre tous les candidats sur les quinze jours de la campagne officielle et non sur la semaine choisie comme référence par la CNCL ». La rédaction de la sixième chaîne assure donc que M^{me} Arlette Laguiller, M^{me} Jean-Marie Le Pen et Antoine Waechter, ignorés la semaine dernière, seront beaucoup mieux traités cette semaine.

Même son de cloche à la 5 où M. Patrice Duhamel affirme « *com-*

poser avec l'actualité des meetings et s'engager à respecter un équilibre entre tous les candidats sur quinze jours ». Le sensible avantage accordé la semaine dernière sur la 5 à M. Jacques Chirac a été compensé par 20 minutes de reportage sur M. François Mitterrand. Le candidat écologiste, lui, s'est vu consacré un important sujet de magazine.

Par ailleurs, un nouvel incident oppose l'état-major de campagne de M. Mitterrand à la CNCL. « *La CNCL récidive*, a déclaré M. Jack Lang le 18 avril. Elle organise le viol de son propre droit au profit de RPR ». Il semble, en effet, que la CNCL ait laissé diffuser lundi à 13 h 45 une intervention de M. Jacques Chirac dialoguant avec une demi-douzaine de personnalités culturelles. Or la CNCL, dans sa décision du 10 mars, a elle-même interdit aux candidats d'inviter plus de quatre personnes dans les émissions officielles de la campagne. S'apercevant de la bavure, M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, a fait couper une des séquences de l'émission contestée avant sa rediffusion le soir même.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La diversification d'EDF

Câble, télésecurité, immeubles intelligents

« *On peut être polygame, et avoir une première femme* », c'est par cette boutade empruntée à la cour de Chine que le président d'Electricité de France, M. Pierre Delaport, qualifie la triple alliance conclue avec la Caisse des dépôts — non exclusive d'accords futurs avec d'autres opérateurs — notamment — qui engage EDF sur la voie de la diversification (le Monde du 9 avril).

Cette alliance couvre trois domaines : — *Les réseaux câblés* : EDF prend une participation de 10 % (soit 2,4 millions de francs) dans la société d'exploitation du réseau d'Angers (80 000 prises) en attendant d'autres sites comme sans doute Anney ou Clermont-Ferrand, exploités par Communication Développement, filiale de la Caisse des dépôts. Ultérieurement, EDF contribuera à la construction, grâce à ses supports de réseaux (tranchées ou poteaux) ;

— *La télésecurité* : Communication Développement (31 %) et EDF (39 %) constituent SDF Securité avec le danois Peter Kolind (10 %), qui est déjà leader sur ce marché aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, avec respectivement 100 000 et 8 000 abonnés. Dès juin 1988, SDF Securité commercialisera dans les régions de Rennes et de Rouen des systèmes d'alarme à distance couvrant les risques d'intrusion, d'incendie et les accidents de

santé pour un abonnement inférieur à 150 francs par mois ;

— *Les immeubles intelligents* : sur ce marché déjà convoité par les alliances entre IBM et Bouygues ou Bull et SPN, EDF et la SCIC-AMO (filiale de la Caisse des dépôts) créent le GIE Imélabat 2000. Sa vocation, sans être liée à un constructeur de matériel informatique, est d'être assemblée en conseil pour les futurs immeubles de bureaux ou du tertiaire (hôtels, écoles, hôpitaux...).

Dans les trois domaines, M. Pierre Delaport estime que l'alliance entre courants forts (l'énergie électrique qui est la vocation traditionnelle d'EDF, et courants faibles (cable, « *intelligences* » électronique, qui est à la base de ces nouveaux métiers) offre des potentiels importants d'économie d'énergie, de dynamisation du personnel d'EDF, et de nouveaux services sans risquer trop les finances de son établissement.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

La mort de Jacques Anjubault : un pionnier du journal télévisé

Avec Jacques Anjubault, décédé à l'âge de soixante-neuf ans, dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 avril, vient de disparaître l'un des pionniers de la télévision. Ce grand journaliste avait en effet participé aux côtés de M. Pierre Sabatier, aujourd'hui membre de la CNCL, au lancement du journal télévisé dans les années 50.

[Né en 1918, cet ingénieur électicien, spécialiste du son, entre à l'École Supérieure de l'Audiovisuel de l'Etat en 1945 où il devient chef du service technique. En 1949, il est recruté par M. Pierre Sabatier à la RTF, comme monteur au journal télévisé. Il y gravit progressivement tous les échelons : journaliste, directeur des services techniques, puis rédacteur en chef adjoint et rédacteur en chef. En 1961, il est promu directeur des actualités télévisées. Un poste qu'il occupe jusqu'en 1963, date à laquelle il prend la responsabilité du service des émissions documentaires et extérieures de la RTF.

Collaborateur de « *Cinq colonnes à la une* », il s'occupe alors principalement de documentaires historiques. En 1970, il rejoint avec l'international en prenant la direction des affaires extérieures et de la coopération de l'ORTF. Lors de l'éclatement de cette dernière, il entre à la Société française de production (SFP), pour y diriger les opérations internationales, tout en occupant le poste de conseiller à la SFP pour la télévision libérale. L'an dernier, il avait participé à la série d'émissions historiques « *50 ans de gaullisme européen* ».

■ *Les ambitions françaises du groupe Springer*. — Le groupe de presse ouest-allemand Springer, qui édite *Bild Zeitung*, *die Welt*, *Hörzu*, etc. en Allemagne fédérale, s'attaque maintenant au marché français des magazines, suivant ainsi les groupes Bertelsmann et de la Rila. Priests Presse et Bauer. Springer a en effet racheté 49 % de la société Edmar qui édite *Bateaux magazine*.

Le groupe Springer a annoncé en outre qu'il publierait cette année en France et en Grande-Bretagne, deux éditions étrangères de son hebdomadaire *Auto-Bild* (80 000 exemplaires), en coopération avec les Editions mondiales d'une part, avec l'United Newspaper PLC d'autre part. L'édition italienne de *Auto-Bild*, publiée en collaboration avec l'éditeur italien Mondadori, a été lancée fin 1986 sous le titre *Auto-Oggi* et tiré, selon Springer à 300 000 exemplaires.

■ M. Ballardier va « *réexaminer* » le dossier de la vente des Echos. — Lors d'un point de presse lundi 18 avril, le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, a annoncé son intention de « *réexaminer* » le dossier de la vente du quotidien économique les Echos au groupe anglais Pearson, à la suite des modifications apportées à la transaction (le Monde du 16 avril). Le ministre devrait faire connaître ses réponses rapidement.

Le nouveau contrat, qui laisse à la propriétaire actuelle des Echos, M^{me} Jacqueline Beytout, une minorité de blocage pendant un an, pourrait lever les réserves de M. Ballardier sur le caractère européen de l'acheteur, le groupe Pearson qui édite le *Financial Times* et dont l'Américain M. Rupert Murdoch possède 20 %.

CAMPUS



Les vacataires en colère

CRÉE il y a quelques semaines, l'ANVUE (Association nationale des vacataires universitaires enseignants) propose à l'ensemble des universitaires de participer, jusqu'au 23 avril, à une semaine d'information et de sensibilisation aux problèmes de la précarisation des enseignants du supérieur. Au centre de cette mobilisation, le problème complexe et multiforme des chargés de cours ou vacataires, qui constituent, selon l'expression de Robert Schapiro, l'une des initiatives du mouvement, les « *galériens de l'université* ».

Des galériens ignorés par le récent rapport Durry sur la condition des universitaires (le Monde du 18 février) mais souvent indispensables au fonctionnement même de l'université : en sciences humaines, à Nanterre, la moitié des enseignants sont vacataires. En sociologie à Lyon-II, la moitié des heures d'enseignement sont assurées par des enseignants de cette catégorie ; 55 % en droit et sciences économiques à Nice ; les deux tiers en sciences de l'éducation à Orléans et l'on pourrait multiplier les exemples.

Dans la plupart des cas, ces enseignants, peu ou pas reconnus par l'administration, ayant des statuts disparates et décalés, des salaires horaires dérisoires, malgré des diplômes le plus souvent supérieurs au 3^e cycle, se retrouvent chargés des premiers cycles universitaires, où l'on aurait au contraire besoin d'enseignants chevronnés, disponibles et stables.

Pour les vacataires en colère, ce système, initialement destiné à permettre des interventions extérieures, est devenu une souape pratique et peu coûteuse pour pallier la pénurie cruelle d'enseignants titulaires. Avec un risque croissant de dégradation de l'enseignement offert aux étudiants, ils réclament donc la reprise massive des recrutements de titulaires, une revalorisation sensible des salaires des vacataires et, surtout, la reconnaissance de leur existence même et de leur rôle dans l'université.

G. C.

(ANVUE, D. 204, université de Paris X, 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex.)

« Shoah » à Supélec

Le ciné-club de Supélec propose, les 27 et 28 avril, une projection du film *Shoah*, suivi le lundi 2 mai d'une rencontre avec le réalisateur, Claude Lanzmann (Ciné-club Supélec, plateau du Moulon, 91190 Gif-sur-Yvette. Tél. : 69-85-32-66).

Paris-II reçoit

Le centre d'information et d'orientation de Paris-II organise le 22 avril une journée Etudes-Carières principalement ouverte aux étudiants de second année de DEUG, de 2^e

et 3^e cycle (université de droit, 92, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 43-20-12-24).

Forum ECOFI

« *Histoire et culture d'entreprise* » et « *Le marketing barré* » : mode ou nécessité ? sont les thèmes retenus pour le troisième forum ECOFI organisé jeudi 21 et vendredi 22 avril, par les étudiants de l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

(Institut d'études politiques de Bordeaux, BP 101, 33405 Talence Cedex. Tél. : 58-80-30-30).

VASTIERS SPÉCIALISÉS ESSEC
L'ESSID PROPOSE AUX DIPLOMÉS DES GRANDES ÉCOLES
OU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DEUX FORMATIONS
DE 3^e CYCLE À BUT PROFESSIONNEL EN :

- CONCEPTION ET GESTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE DÉCISION
- INGÉNIERIE DE LA CONNAISSANCE ET SYSTÈMES EXPERTS EN GESTION

REINSEIGNEMENTS : A.M. SIMPLAT
École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision
ESSID GROUPE ESSEC B.P. 105 - 95021 CERGY. Tél. : (1) 30-38-38-00
Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé

M.S. ESSEC
GESTION MARKETING

- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPECIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution.

Informations : Claire DELORME - Tél. : (1) 30-38-38-00
M.S. GESTION MARKETING de l'ESSEC B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise
ESSEC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé

PARIS
27-28 AV
PALAIS DES CON

SOMMAIRE

■ Les trois principaux candidats à l'élection présidentielle ont répondu à sept questions du Monde sur leur programme économique et social (lire pages 12 et 13).

■ Les Charbonnages de France continuent à subir des pertes en raison du bas prix de l'énergie mondiale et de la chute du dol-

lar. Le chiffre d'affaires a diminué de 15 % (lire ci-dessous).

■ L'OCDE a jugé « remarquables » les résultats économiques obtenus par la Finlande en 1987 (lire page 27).

■ Pirelli, le fabricant italien de pneumatiques, n'abandonne pas le marché américain. Il rachète au groupe Amrtak Co sa filiale

Armstrong Tire Company (lire ci-dessous).

■ Les ministres des finances des Douze ont suffisamment avancé, lors de leur réunion du lundi 18 avril à Luxembourg, pour espérer concrétiser, avant le 1^{er} juillet, la directive instaurant une liberté complète des mouvements de capitaux (lire page 27).

Accord franco-indien dans les charbonnages CDF reste déficitaire

CALCUTTA
de notre envoyée spéciale

« Le travail que les Charbonnages de France font en Inde ne s'apprécie pas en termes financiers. Le fait que l'on réussisse ici à soi une valeur, les gens des Charbonnages, qui ont su obtenir la confiance de leurs partenaires indiens, ont aussi fait beaucoup en France : ils ont été capables d'écarter 1,8 milliard de francs, soit 11,47 % des charges courantes de l'année précédente. » Ainsi s'exprime M. Bernard Pache, PDG de Charbonnages de France. Il rend visite aux trente-quatre ingénieurs, agents de maîtrise, mineurs, venus de Carmaux, d'Albi et de Lorraine pour apporter une technologie performante à leurs homologues des mines d'Est-Katres (État de Bihar) et de Chora (Bengale occidentale). Il en profite pour rencontrer M. Mahabir, président de la société Texmaco, du groupe Birla, deuxième groupe industriel indien, avec qui il a passé un accord pour la fabrication ultérieure, sous licence, d'un matériel mis en œuvre dans des mines locales. Il rencontre aussi, bien sûr, le ministre de l'énergie, M. Vasant-Sathe.

Mais, pour reconnaître qu'elle soit, l'exportation de technologies n'est qu'une infime partie de l'activité de Charbonnages de France. Et il faut bien dire que M. Pache n'a pas de chance pour la première année d'application du plan d'entreprise qu'il a mis au point à son arrivée en septembre 1986 : le faible prix du char-

bon sur le marché international a annulé les efforts faits pour baisser de 14 % en francs constants le prix de revient du charbon français, toujours trop cher. La baisse du prix du pétrole, amplifiée par la baisse du dollar, a rendu moins attractives d'éventuelles reconversions du foudr vers le charbon.

En 1987, si on avait eu les prix de 1985, l'exploitation des Houillères de Lorraine était industriellement équilibrée. M. Pache, qui ajoute philosophiquement : « Le prix international de la thermie est la moitié de ce qu'il faudrait pour que le charbon soit compétitif. Et ce n'est pas vrai seulement pour le charbon français. C'est vrai aussi pour le charbon britannique et pour le charbon allemand. Le choc pétrolier, à un moment où l'énergie abonde, nous fait vivre une situation qui n'a plus rien à voir avec celle que nos prédécesseurs ont connue ».

200 millions de francs de pertes

Alors Charbonnages de France perd encore de l'argent : le chiffre d'affaires des Houillères de bassin et de l'établissement central s'est établi à 10,8 milliards de francs en 1987 en baisse de 12,6 % sur 1986, en raison de la chute des prix, alors que le volume des ventes n'a diminué que de 2,5 % et la production (15,4 millions de tonnes) de 4,4 %. La restructuration avec 5 427 emplois supprimés (1 535 des salariés touchés ayant retrouvé du tra-

vail, dont 712 à EDF) a certes, ramené à 36 070 le nombre total des salariés et largement réduit les charges courantes. Mais, comme les gains de productivité, elle n'a servi à rien. Le résultat courant est un déficit de 3 300 millions de francs, moins fort de 70 millions qu'en 1986 où il s'élevait à 3 372 millions. Les 3,2 milliards de francs de subvention à l'exploitation couvrent à peine. Tout bien compté, subvention, charges et produits exceptionnels, la perte de l'exercice est de 200 millions de francs.

Sur les trois objectifs que s'était fixés M. Pache, et qui touchaient aux retraites, aux fonds propres et au contrat avec EDF (le Monde du 5 juin 1987), un seul a été atteint : un nouveau contrat a été signé avec EDF (le Monde du 24 décembre 1987) pour cinq ans et, de l'aveu de M. Pache, « c'est une bonne convention, équilibrée. On ne peut pas demander l'impossible ». Entendez : qu'EDF paie le charbon français à son prix de revient.

Quant au « poids du passé », que représentent les avantages servis à deux cent vingt mille retraités (logement et chauffage gratuits), on est loin encore d'en envisager le transfert à des organismes extérieurs. La seule satisfaction donnée en la matière à M. Pache est la ventilation de la subvention de l'Etat entre l'exploitation (dont il a été question plus haut) et la couverture par l'Etat des charges courantes. On ne peut pas demander l'impossible. Entendez : qu'EDF paie le charbon français à son prix de revient.

dépôts causés par les mines aux tiers en surfaces (maisons qui se tassent, se lézardent). Un petit pas, que ce distingué officialise les deux types de subventions, mais qui, selon M. Pache, « va dans le bon sens ».

Le renforcement du bilan reste une voie étroite. L'endettement consolidé (emprunts et aides financières) est de 18,9 milliards de francs, en progression de 1 milliard sur 1986, et ne peut que s'alourdir, la subvention ne prenant en compte que le déficit d'exploitation. M. Pache voudrait que l'Etat preme en considération les frais de restructuration (1,8 milliard en 1987), mais la réforme de la formation des pilotes de ligne, mise à l'étude par la direction générale de l'aviation civile (DGAC), il estime que les brevets et licences au « rabais » mettraient en cause la sécurité aérienne. La vigoureuse contre-attaque du président d'UTA et les négociations à Air France et à la DGAC ont fait reculer le SNOMAC qui a annulé ses motifs d'ordre dans ces deux entreprises. La SPAC se retrouve donc seul à appeler à la grève à Air France et l'unité d'action s'est réalisée qu'à Air Inter.

On ne peut savoir si M. Pache se fera mieux entendre du prochain gouvernement que de l'actuel, avec lequel il a pourtant des affinités, mais l'effet d'une éventuelle bonne volonté ne pourrait qu'être étalé dans le temps, selon toute vraisemblance, et par étapes, la première ne pouvant pas intervenir avant le budget de 1989. Pour peu que la conjoncture énergétique reste aussi défavorable au charbon, l'année 1988 a peu de chances d'être meilleure pour Charbonnages de France que 1987.

Chant à long terme en France reste une question purement académique.

JOSÉE DOYÈRE.

Les négociateurs français et canadiens se rencontreront le 21 avril à Paris

Les négociateurs, M. Jean-Pierre Ponschot pour la France et M. Yves Fortier pour le Canada, devraient se rencontrer jeudi 21 avril à Paris pour tenter de débloquer l'échec de la négociation sur la pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. La France souhaite accélérer le processus de médiation pour aboutir, dans les meilleurs délais, à un accord sur les quotas dans les eaux canadiennes.

Rappelé pour consultation, l'ambassadeur de France à Ottawa a été reçu le 18 avril au Quai d'Orsay par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond.

MONTREAL
de notre correspondant

Libérés dimanche soir 17 avril, après avoir passé trois journées à la prison de Terre-Neuve, les quatre personnalités politiques de Saint-Pierre-et-Miquelon et les dix-sept marins de l'équipage du chalutier *Croix-de-Lorraine* ont été accueillis en héros lorsqu'ils sont revenus lundi dans l'archipel.

Une foule s'était rassemblée à l'aéroport de Saint-Pierre (parmi elle, le préfet et l'évêque) pour réserver une chaleureuse ovation en chapeaux aux ex-détenus. Sur l'air des *Prisons de Londres*, dont les paroles avaient été revues et corrigées par un chansonnier local, la foule a salué ceux qui ont « lutté pour la dignité » du peuple de l'archipel, « pendant que les grands princes se contentaient de pêcher ».

Tandis que les élus préparaient une plainte pour « séquestration arbitraire » qu'ils ont l'intention de déposer à l'encontre du Canada, le gouvernement de M. Mulroney s'est efforcé de calmer les esprits à Ottawa et de relativiser les choses. En dépit du rappel à Paris de l'ambassadeur de France au Canada, « il n'y a pas de crise grave » entre Paris et Ottawa, a ainsi affirmé le secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures, M. Joseph Clark. Pas question pour lui de « se laisser distraire (...) par des personnes cher-

chant à attirer l'attention en pleine période électorale française ».

Le premier ministre, M. Brian Mulroney, estimait, de son côté, qu'il n'y avait « qu'une seule façon de régler la question de la pêche : par la négociation, pas par la violation des lois ».

Les cinq et un Saint-Pierrois avaient été inculpés vendredi pour avoir illégalement pêché, à bord du *Croix-de-Lorraine*, dans les eaux canadiennes, à l'est de Terre-Neuve.

On admettait toutefois, à Ottawa, qu'il ne fallait pas attendre de miracle de la reprise des conversations entre les négociateurs français et canadiens.

MARTINE JACOT.

La restructuration de l'industrie du pneu Pirelli rachète Armstrong

Pirelli se rebâtit. Un mois après avoir raté son implantation aux Etats-Unis, en se faisant « souffler » le rachat des activités pneumatiques de Firestone par le japonais Bridgestone (le Monde du 9 mars), la firme milanaise récidive. Elle vient de conclure un accord avec le groupe américain Amrtak en vue de lui reprendre la majeure partie des actifs de sa filiale Armstrong Tire, un petit manufacturier du Nouveau Monde installé à New-Haven (Connecticut).

Pirelli a convenu de payer 190 millions de dollars (1083 mil-

lions de francs) pour prendre possession des trois usines d'Armstrong installées à Des Moines (Iowa), Hanford (Californie) et Nashville (Tennessee), ainsi que l'unité de Laurel-Hill (Caroline-du-Nord) où la firme américaine fabrique la tringlerie de ses pneumatiques. Armstrong Tire possède, en outre, une usine de pneus à Little-Rock (Arkansas), qui ne fait pas partie de la transaction mais à laquelle Pirelli pourrait ultérieurement s'intéresser.

Comparé aux géants Goodyear, Michelin, maintenant Bridgestone, Armstrong fait figure de nain avec ses 400 millions de dollars (23 milliards de francs) de chiffre d'affaires. En fait, la société est très connue. Elle approvisionne, en effet, les grands magasins à succursales multiples Sears-Roebuck, qui se prévalent de détenir 8 % environ du marché des pneus de remplacement aux Etats-Unis.

Le rachat d'Armstrong par Pirelli modifie encore la géographie de l'industrie mondiale du pneumatique. Mais cette nouvelle opération, qui survient après les rachats de Dunlop par le japonais Sumitomo, de General Tire (EV) par Continental Gummi (RFA), puis de Firestone par le géant japonais Bridgestone, n'est probablement pas la dernière.

Tandis que Pirelli (18 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la branche « pneu ») mettrait la dernière main à son acquisition américaine, sa direction demandait aux autorités boursières italiennes et suisses de suspendre la cotation des actions de la Holding Pirelli. En huit jours, ses titres, très activement recherchés, ont grimpé de 23 %. Pirelli serait l'objet d'une OPA sauvage ? La direction de la firme milanaise affirme ne rien savoir des intentions d'un éventuel raidier. Elle indique qu'une restructuration du capital n'est pas à l'ordre du jour.

A. D.

Une semaine de grève dans le transport aérien

Encore Air-Inter, toujours Air-Inter

C'est dans un grand désordre que les syndicats des personnels du transport aérien font valoir, cette semaine, leurs revendications. Pas moins de trois mouvements s'enchevêtrent où les usagers ne comprennent goutte, puisque les perturbations devraient être limitées à Air Inter, où la direction prévoit de réaliser 80 % de son programme de vols du 19 au 22 avril (1).

Les personnels au sol. — La CGT s'efforce d'étendre à Air France et à Aéroports de Paris le mouvement revendicatif lancé à Air Inter par l'inter-syndical CGT-FO-SNPTI en faveur d'une augmentation mensuelle de 1 500 F correspondant au rattrapage du pouvoir d'achat depuis 1983. L'ordre de grève concerne la journée du 19 avril, mais pourrait être reconduit le 20. A l'évidence, la CGT cherche à éteindre la grève de la GNECMA d'où est partie la revendication des 1 500 F mensuels.

Le Syndicat des pilotes d'aviation civile (SPAC). — A la recherche d'une représentativité officielle et avec le SNOMAC (mécaniciens) en difficulté à Air Inter, le SPAC a lancé un mot d'ordre de grève à Air France, Air Inter et UTA, pour le 19 avril, afin d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les risques de la réforme de la formation des pilotes de ligne, mise à l'étude par la direction générale de l'aviation civile (DGAC). Il estime que les brevets et licences au « rabais » mettraient en cause la sécurité aérienne. La vigoureuse contre-attaque du président d'UTA et les négociations à Air France et à la DGAC ont fait reculer le SNOMAC qui a annulé ses motifs d'ordre dans ces deux entreprises. La SPAC se retrouve donc seul à appeler à la grève à Air France et l'unité d'action s'est réalisée qu'à Air Inter.

Le pilotage à deux. — C'est bien sûr Air Inter que se

concentrent les foudres syndicales. La grève des pilotes et mécaniciens en faveur du pilotage à trois de l'Airbus A-320 — conçu pour être piloté à deux — n'est pas populaire au sein de la compagnie intérieure, mais elle sert de catalyseur à tous les mécontentements latents en matière de salaires, de conditions de travail et d'ambiance générale.

La généralisation de cette agitation est l'ultime carte que peuvent jouer les trois syndicats du personnel navigant technique, le SNPL, le SPAC (pilotes) et le SNOMAC (mécaniciens) car, en autorisant l'affrètement d'avions et d'équipages étrangers de remplacement, le gouvernement a limité les perturbations et a apporté un soutien décisif à la direction. Celle-ci publie, d'autre part, des propositions avantageuses en matière de garantie de carrière pour les mécaniciens dont la fonction disparaîtra peu à peu des cockpits des nouveaux avions. La compagnie s'engage à garantir leur emploi jusqu'à l'âge de soixante ans. Elle prendra à sa charge les frais de leur conversion en pilotes. S'ils en sont d'accord, elle les placera en semi-activité, en pré-retraite ; elle les détachera temporairement ou définitivement chez un autre transporteur.

Ces propositions devraient faire fléchir nombre de grévistes... si elles mécontentent d'autres catégories sociales. Il ne reste plus qu'à sauver la face des organisations syndicales afin de leur offrir une sortie, aussi honorable que possible, d'un conflit inutile et mal géré.

ALAIN FAUJAS.

(1) Renseignements sur les vols d'Air Inter : (1) 45-39-25-25 ou gratuitement par minitel (3614 code Airtel).

CIME

CENTRE INTERNATIONAL
de MANAGEMENT des ENTREPRISES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT HÔTELLERIE TOURISME INTERNATIONAL

LES NOUVEAUX MÉTIERS DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

Gestionnaires d'organisations hôtelières et touristiques.
Développeurs et Gestionnaires de sites intégrés

COLLABORATION INTERNATIONALE

avec l'Université de HOUSTON, U.S.A. :
Conrad Hilton College

CANDIDATS

Diplômés des Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieur
D.E.A. ou Doctorat Universitaires ou équivalents

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS
LE 24 JUIN 1988

Informations : Marie MEVEL - Tél. 40 37 34 34.

GRUPE E.S.C. NANTES
8, ROUTE DE LA JONELIERE - B.P. 72
44003 NANTES CÉDEX 01

Membre du Chapitre Management
de la Conférence des Grandes Ecoles

LES RENDEZ-VOUS CONTROL DATA

CONTROL DATA vous donne rendez-vous avec une informatique nouvelle. Ouverte, simple et libérée des contraintes de marques, elle dialogue avec les environnements les plus divers. C'est l'Infor-

matique Transparente CONTROL DATA, présentée sur notre nouveau supermini ordinateur le CYBER 930. Venez la découvrir au cours de deux jours d'information et de démonstration.

LES RENDEZ-VOUS CONTROL DATA. Les 27 et 28 avril, au Palais des Congrès de Paris, place de la Porte Maillot. Si vous n'avez pas encore reçu votre invitation,

APPELEZ AU
(1) 64 61 51 51
vous en recevrez une sous 48 heures.

CONTROL
DATA

PARIS
27 - 28 AVRIL
PALAIS DES CONGRÈS

هكذا من الاجل

هكذا من الاحل

1 T 2RRVNL2EM A 2DBNZZ F 2SVFA2d C 2itA2BA0CHd



BARCLAYS BANK

Siège Social: 33, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris. Agences à Paris et en Province

1135A

Les Douze sont

10-10-68
 10-11-68
 10-12-68
 10-13-68
 10-14-68
 10-15-68
 10-16-68
 10-17-68
 10-18-68
 10-19-68
 10-20-68
 10-21-68
 10-22-68
 10-23-68
 10-24-68
 10-25-68
 10-26-68
 10-27-68
 10-28-68
 10-29-68
 10-30-68
 10-31-68
 11-1-68
 11-2-68
 11-3-68
 11-4-68
 11-5-68
 11-6-68
 11-7-68
 11-8-68
 11-9-68
 11-10-68
 11-11-68
 11-12-68
 11-13-68
 11-14-68
 11-15-68
 11-16-68
 11-17-68
 11-18-68
 11-19-68
 11-20-68
 11-21-68
 11-22-68
 11-23-68
 11-24-68
 11-25-68
 11-26-68
 11-27-68
 11-28-68
 11-29-68
 11-30-68
 12-1-68
 12-2-68
 12-3-68
 12-4-68
 12-5-68
 12-6-68
 12-7-68
 12-8-68
 12-9-68
 12-10-68
 12-11-68
 12-12-68
 12-13-68
 12-14-68
 12-15-68
 12-16-68
 12-17-68
 12-18-68
 12-19-68
 12-20-68
 12-21-68
 12-22-68
 12-23-68
 12-24-68
 12-25-68
 12-26-68
 12-27-68
 12-28-68
 12-29-68
 12-30-68
 12-31-68

La Finlande des résultats

1. The first step in the process of the
 2. investigation is the identification of the
 3. subject of the investigation. This is
 4. done by the investigator who is
 5. assigned to the case. The investigator
 6. will then determine the scope of the
 7. investigation and the methods to be
 8. used. The next step is the collection
 9. of data. This is done by the
 10. investigator who will use the methods
 11. determined in the previous step. The
 12. data is then analyzed and the results
 13. are reported to the investigator who
 14. assigned the case. The final step is
 15. the conclusion of the investigation.

Solide croissance et bon...

[illegible]

Économie

ÉTRANGER

Les ministres des finances de la CEE réunis à Luxembourg

Les Douze sont optimistes sur la libéralisation complète des mouvements de capitaux

La commission expliquait, dans ses propositions, que la suppression de toute entrave aux mouvements de capitaux exigeait que des progrès soient accomplis dans trois domaines : 1) la protection de l'épargne et l'encadrement du marché boursier ; c'est ce qu'on appelle les règles prudentielles ; 2) la coordination des politiques monétaires afin d'assurer la stabilité des changes ; 3) le rapprochement de la fiscalité sur le capital et sur les revenus du capital.

La RFA est très soucieuse de voir adopter la directive libérant les mouvements de capitaux avant la fin de sa présidence, le 1^{er} juillet. La commission caressait donc l'idée d'utiliser cette directive comme un levier pour amener certains États membres, et en particulier l'Allemagne, à accepter d'aller de l'avant en matière de coopération monétaire. Nul ne conteste qu'il faut aller au-delà de la directive. Mais selon

Luxembourg. — Les ministres des finances des Douze, qui étaient réunis lundi 18 avril à Luxembourg, souhaitent adopter la directive qui instaurera la liberté complète des mouvements de capitaux dans la CEE lors de leur session du 6 juin ou, au plus tard, à l'occasion du conseil européen de Hanovre, les 27 et 28 juin. Il s'agit d'une des cinq directives, qualifiée de « stratégique » par M. Jacques Delors, car, explique-t-il, « elle rend le mouvement vers 92 irréversible ». Les quatre autres, qu'il souhaite également approuver dans les meilleurs délais, concernent l'ouverture de marchés publics, la reconnaissance mutuelle des diplômes, la définition d'une société commerciale de droit européen, le renforcement de la coopération en matière de recherches.

M. Alain Juppé, le ministre du budget, qui conduisait la délégation française, les mesures d'accompagnement pourraient être traitées durant la période de transition qui sépare l'adoption de la directive de son entrée en vigueur.

Ce délai, que la commission avait proposé de limiter à trois mois, sera allongé à un an, voire un an et demi. Il est bien évident que tout ceci

fonctionnera d'autant mieux que le système monétaire européen (SME) aura été renforcé », a commenté M. Juppé. C'est aussi l'opinion de M. Delors, qui ne semble pas autrement inquiet de l'avis plutôt négatif que vient de donner la Bundesbank, dans son rapport annuel, sur l'opportunité de mieux partager la charge des interventions au sein du SME. M. Delors escompte qu'à Hanovre, les chefs d'États et de gouverne-

ments des Douze indiqueront clairement leur volonté de progresser sur ce front monétaire.

M. Juppé a insisté pour que les experts dressent un inventaire de la fiscalité sur les revenus du capital dans les pays de la CEE et sur la manière de la rapprocher. La France est désireuse d'éviter que le maintien des disparités entraîne de trop fortes distorsions de concurrence au profit de certaines places financières. Plusieurs États membres, et en particulier l'Italie, demandent que la directive prévoie une clause de sauvegarde spécifique permettant à un gouvernement de réagir très vite pour contrer des mouvements spéculatifs de capitaux à court terme.

Harmoniser les fiscalités

Les Douze ont tous estimé que la proposition de la commission visant à rapprocher la fiscalité indirecte (TVA et taxe à la consommation) allait dans la bonne voie, qu'un tel rapprochement était nécessaire si l'on voulait effectivement instaurer un marché unique sans frontières. « On est sur la bonne voie et c'est une bonne surprise par rapport à ce qu'on entend dans le débat public », a observé M. Jacques Delors.

M. Juppé a, néanmoins, souligné que l'adoption de cette directive posait des problèmes considérables. Il s'est félicité de constater que deux d'entre eux, soulignés par la France, étaient également mis en relief dans le rapport du comité des politiques économiques de la CEE qui était examiné, lundi, par les ministres. Il s'agit des deux fourchettes des taux de la TVA proposées par la commission (14-20 ; 4-9) que Paris trouve trop larges, et des mécanismes de compensation prévus afin d'éviter des pertes de recettes fiscales dans les pays de consommation, si l'on retient l'idée de percevoir la TVA dans le pays d'origine. Ce système de compensation est jugé par la France trop compliqué et incontrôlable.

PHILIPPE LEMAITRE.

SOCIAL

Des syndicats dentaires viennent au secours des dentistes parisiens sanctionnés

La Confédération nationale des syndicats dentaires, organisation majoritaire chez les praticiens, « exige le respect des procédures, en particulier des sanctions modérées et progressives » après les mesures prises, au début du mois, par la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris à l'encontre de dentistes. Accusés d'avoir dépassé fréquemment et fortement les tarifs conventionnels, dix dentistes des 2^e, 6^e, 8^e, 16^e et 17^e arrondissements de Paris ont été sanctionnés.

Les noms de ces praticiens sont affichés dans tous les centres de paiement de Paris. Les patients soignés par eux ne sont plus remboursés qu'aux tarifs d'autorité (1,95 F au lieu de 63,75 F pour une consultation par exemple). Les praticiens avaient été avertis par la

Caisse en février, une telle mesure étant rare. La CNSD indique toutefois qu'elle ne saurait cautionner le dépassement des tarifs et réclame une révision de la nomenclature des actes dentaires.

A l'heure actuelle, il n'y a plus de convention entre les dentistes et la sécurité sociale, la précédente qui arrivait à expiration en mai a été invalidée par le Conseil d'État, le 5 décembre 1986, l'autre organisation de praticiens, la Fédération nationale des dentistes de France, jugée non représentative, avait été écartée des négociations. Cette fédération et son syndicat parisien ont pris la défense des sanctionnés. Selon eux, la quasi-totalité des chirurgiens dentistes dépassent les tarifs, seul moyen d'équilibrer les comptes de leurs cabinets.

EN BREF

● **CIC** : la CGT conteste le plan de réduction d'effectifs. — Le conseil d'administration du Crédit industriel et commercial de Paris avait annoncé, le 18 mars, un plan de « diminution du personnel » prévoyant la réduction des effectifs de deux cent cinquante personnes en 1988 et de six cents d'ici à 1990 (le Monde du 18 mars). Au cours d'une conférence de presse, le 18 avril, M. Michel Hoguin, administrateur CGT du CIC-Paris, a contesté le bien-fondé de ces mesures, qui constituent l'« engrenage du déclin » pour un établissement bancaire qui emploie quatre mille six cent cinquante salariés dans cent quinze agences en Ile-de-France. La syndicat CGT a appelé à une journée nationale d'action le 4 mai dans le secteur bancaire, avec des manifestations à Paris et en province.

● **Campagne de pétitions de la CGT sur la Sécurité sociale**. — La CGT a annoncé le lundi 18 avril qu'elle lançait une campagne nationale de pétitions contre « toute nouvelle contribution sociale sur les revenus salariés qui, pourrait être décidée après l'élection présidentielle. Elle dénonce « les effets négatifs d'un tel prélèvement » car il « repose une nouvelle fois à 80 % sur les salariés et représente une ponction supplémentaire sur le pouvoir d'achat, alors que les revenus du capital (intérêts, revenus fonciers et immobiliers, dividendes, plus-values), déjà sous-impôts, sont quasi exonérés de contribution sociale et que la part des entreprises dans le financement de la protection sociale ne cesse de se réduire ». La CGT propose que les revenus du capital soient frappés d'une cotisation de 12,6 %, « égale à celle payée par les salariés ».

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES** 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

Selon l'OCDE

La Finlande a obtenu en 1987 des résultats « remarquables »

Les auteurs du rapport annuel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur la Finlande ont de multiples raisons pour qualifier de « remarquables » les résultats de 1987. Leur réorientation vers les pays industriels a permis aux exportations de faire preuve d'une « fermeté inattendue » et de compenser la chute de 20 % des ventes vers l'URSS, longtemps un partenaire privilégié pour Helsinki. La consommation intérieure ayant été forte (+ 4,4 %) et les investissements dynamiques — à la mesure du regain de confiance des chefs d'entreprise —, les Finlandais ont pu enregistrer l'an dernier une croissance de 3,2 %, nettement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE.

Il existe bien un revers à la médaille. La poussée de la consommation a provoqué une hausse des importations et conduit à une détérioration du commerce extérieur dont l'excédent a diminué de moitié pour revenir à 2,5 milliards de markka (1). La lente croissance des recettes touristiques — la Finlande est devenue l'un des pays de l'OCDE les plus coûteux pour les touristes — et la dégradation de la balance des services d'une façon

générale n'ont fait qu'accentuer ce phénomène : la balance des paiements courants a vu son déficit doubler en un an et représenter l'équivalent de 2,4 % du produit intérieur brut.

Autre sujet de préoccupation, l'inflation pourrait s'accroître cette année encore en raison des retombées des accords salariaux conclus en 1986. Cet effet « report » est évalué à 0,5 % en 1988, et les prix à la consommation, en hausse de 3,7 % en 1987, pourraient connaître une nouvelle progression de 4 % cette année. Des gains de productivité substantiels ont permis jusqu'à présent de limiter les conséquences de la poussée salariale de 8,8 % l'an dernier : les coûts unitaires de main-d'œuvre dans les industries manufacturières n'ont augmenté que de 2,5 %. Mais un dérapage salarier, pris comme l'une des menaces avec lesquelles le gouvernement devra compter à l'avenir, selon les spécialistes de l'OCDE.

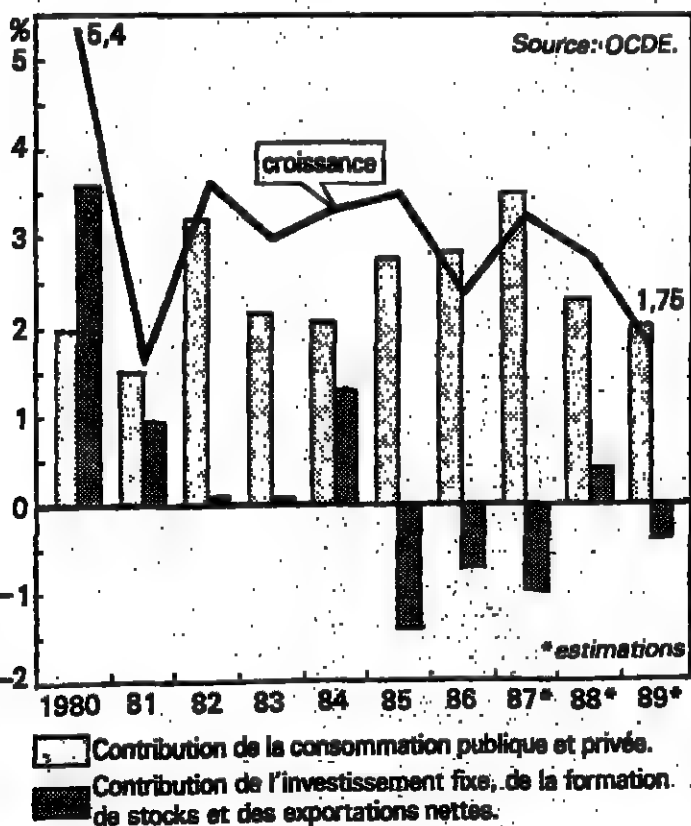
Le budget 1988 prévoit un resserrement fiscal pour prévenir une surchauffe jugée imminente. Une réforme plus profonde de la fiscalité est à l'étude permettant notamment d'introduire une taxe à la valeur ajoutée. Mais l'OCDE

estime nécessaire d'envisager d'autres mesures pour maintenir à moyen terme une croissance soutenue sans retour de flamme inflationniste. Parmi celles-ci figurent un effort de formation et de recyclage pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre, une plus saine concurrence dans le secteur alimentaire, où les prix restent très élevés, une modernisation continue de l'industrie pour faciliter l'intégration internationale de la Finlande.

Car, dans un premier temps tout au moins, il semble bien que l'URSS, qui a joué les moteurs de l'exportation finlandaise, ne doit plus offrir des débouchés très favorables. Au moins la dépréciation du markka de 10 % en moyenne à l'égard du système monétaire européen permettra-t-elle aux exportations finlandaises de bénéficier d'un atout compétitif à l'Ouest.

(1) 1 markka = 1,41 F.

Solide croissance et bonne reconversion...



● **M^{me} Thatcher lance une campagne de sensibilisation au « défi de 1992 »**. — Le premier ministre britannique a lancé, le lundi 18 avril à Londres, une campagne de sensibilisation au « défi » du grand marché européen de 1992. Pour M^{me} Thatcher, les Britanniques n'ont pas su profiter pleinement des avantages commerciaux de leur adhésion à la CEE, en 1973, mais le redressement économique du pays permet à la Grande-Bretagne d'aborder dans de meilleures conditions que ses partenaires européens les conséquences d'un grand marché au moment même où le tunnel sous le Manche permettra un accès direct au Continent.

Présent lors du lancement de la campagne, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a plaidé pour une monnaie commune. Mais le ministre de l'Industrie et du Commerce Lord Young est resté évasif quant à la date d'une éventuelle adhésion de la livre au système monétaire européen (SME). « L'heure pourrait avoir sonné avant l'entrée en vigueur du marché européen unique », s'est-il contenté de déclarer. Pour sensibiliser avant la fin de l'année « plus de 90 % des industriels britanniques », une campagne publicitaire a été lancée ainsi qu'une banque de données sur l'Europe de 1992. Une vingtaine de conférences régionales sont prévues et une ligne téléphonique spéciale a été installée.

Gagner un an sur les quatre à six que demande un arbre pour donner des premiers fruits, plus nombreux et meilleurs, c'est ce que recherchent les producteurs. C'est ce que leur apporte DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens.

En liaison avec la Station Expérimentale des Producteurs de Fruits aux

Pays-Bas, les chercheurs de DSM ont mis au point un procédé inédit en Europe du Nord, alliant fertilisation et irrigation : la Fertigation.

Un engrais soluble spécialement équilibré enrichit l'eau d'irrigation qui, du même coup, goutte à goutte, fournit aux racines de l'arbre humidité et éléments nutritifs.

Bien qu'en avance d'un an, les fruits obtenus affichent déjà de réels progrès de productivité et de qualité gustative. La Fertigation : certainement, parmi nos technologies, l'une des plus fructueuses.



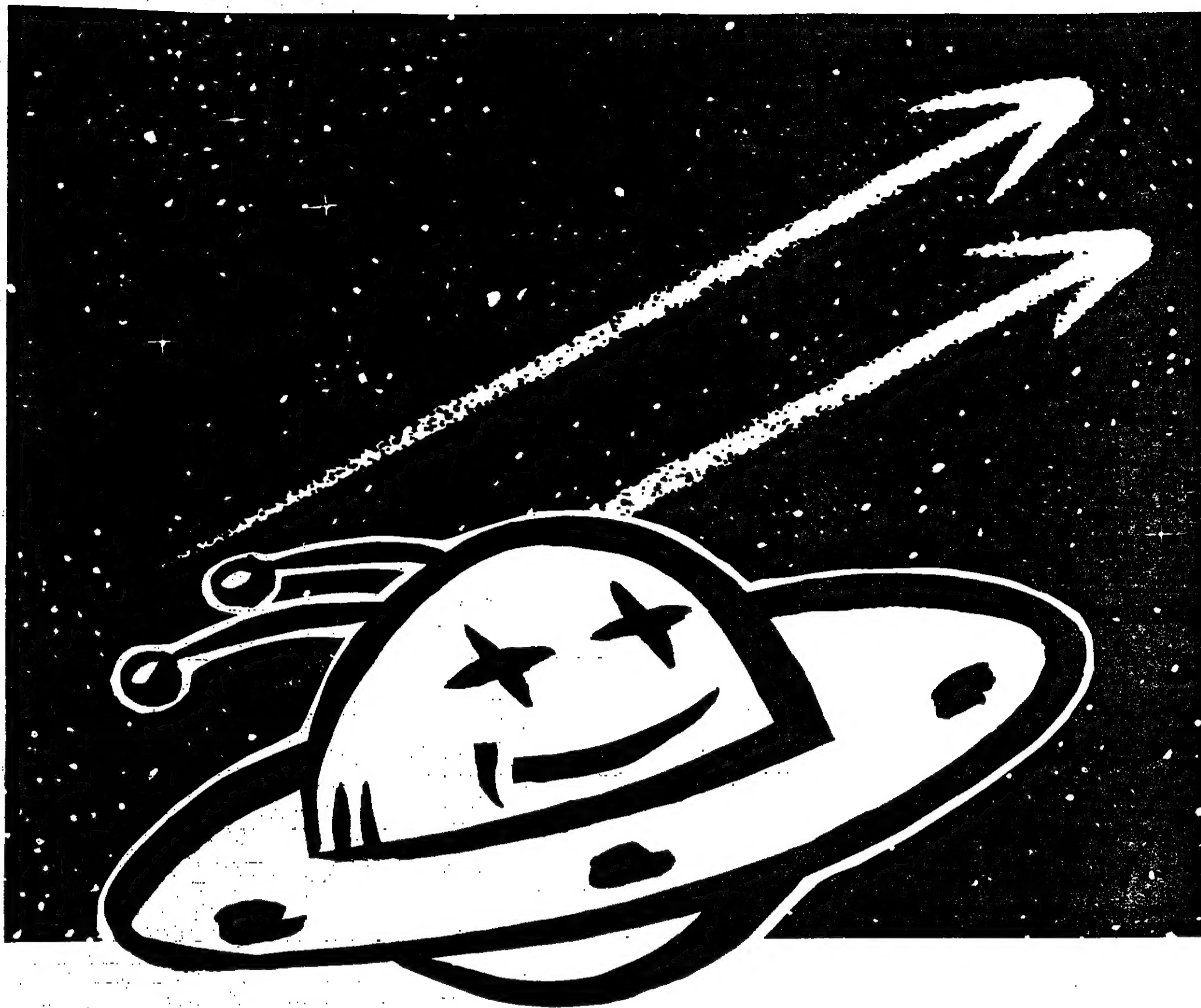
Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

Pour accélérer la croissance de nos arbres fruitiers, nous enrichissons l'eau du "goutte à goutte".

هكذا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

100% D'AVENIR



100% D'IMAGINATION
100% AVEC LES HOMMES
100% D'OUVERTURE SUR LE MONDE
100% D'INTELLIGENCE
100% D'INNOVATION
100% DE TECHNOLOGIE
100% AU SERVICE DES CLIENTS
100% D'EQUITE POUR LES ACTIONNAIRES
ENSEMBLE A 100% POUR DEFENDRE
UN PROJET D'AVENIR.

Information aux actionnaires.

05.20.84.92.
NUMERO VERT
APPEL GRATUIT

 **Telemechanique**  **FRAMATOME**

LES HOMMES QUI FONT LE 21^e SIECLE.

Une note d'information présentée conjointement par Framatome et Télémechanique Électrique (les COB n° 8985 en date du 26/2/85) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.

INTERMARCO

هكذا من الاجل

Marchés financiers

BOURSE DU 18 AVRIL

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel										Règlement mensuel													
Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1288	A.S. 1973	1485	1488	1488	+ 0,36	1290	Legend (D)	1830	1845	1840	+ 0,52	1302	Salvador	570	575	575	+ 0,88	1304	Buffet	103	105	105	+ 1,95
1289	C.N.E. 1973	2810	2810	2810	- 0,48	1291	Legend (S)	1850	1870	1870	+ 0,28	1303	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1305	Chen	138	138	138	+ 0,86
1290	C.N.E. 1974	1000	1000	1000	- 0,48	1292	Legend (L)	1860	1880	1880	+ 0,15	1304	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1306	Chen	138	138	138	+ 0,86
1291	C.N.E. 1975	1000	1000	1000	- 0,48	1293	Legend (H)	1870	1890	1890	+ 0,15	1305	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1307	Chen	138	138	138	+ 0,86
1292	C.N.E. 1976	1000	1000	1000	- 0,48	1294	Legend (M)	1880	1900	1900	+ 0,15	1306	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1308	Chen	138	138	138	+ 0,86
1293	C.N.E. 1977	1000	1000	1000	- 0,48	1295	Legend (N)	1890	1910	1910	+ 0,15	1307	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1309	Chen	138	138	138	+ 0,86
1294	C.N.E. 1978	1000	1000	1000	- 0,48	1296	Legend (O)	1900	1920	1920	+ 0,15	1308	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1310	Chen	138	138	138	+ 0,86
1295	C.N.E. 1979	1000	1000	1000	- 0,48	1297	Legend (P)	1910	1930	1930	+ 0,15	1309	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1311	Chen	138	138	138	+ 0,86
1296	C.N.E. 1980	1000	1000	1000	- 0,48	1298	Legend (Q)	1920	1940	1940	+ 0,15	1310	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1312	Chen	138	138	138	+ 0,86
1297	C.N.E. 1981	1000	1000	1000	- 0,48	1299	Legend (R)	1930	1950	1950	+ 0,15	1311	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1313	Chen	138	138	138	+ 0,86
1298	C.N.E. 1982	1000	1000	1000	- 0,48	1300	Legend (S)	1940	1960	1960	+ 0,15	1312	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1314	Chen	138	138	138	+ 0,86
1299	C.N.E. 1983	1000	1000	1000	- 0,48	1301	Legend (T)	1950	1970	1970	+ 0,15	1313	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1315	Chen	138	138	138	+ 0,86
1300	C.N.E. 1984	1000	1000	1000	- 0,48	1302	Legend (U)	1960	1980	1980	+ 0,15	1314	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1316	Chen	138	138	138	+ 0,86
1301	C.N.E. 1985	1000	1000	1000	- 0,48	1303	Legend (V)	1970	1990	1990	+ 0,15	1315	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1317	Chen	138	138	138	+ 0,86
1302	C.N.E. 1986	1000	1000	1000	- 0,48	1304	Legend (W)	1980	2000	2000	+ 0,15	1316	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1318	Chen	138	138	138	+ 0,86
1303	C.N.E. 1987	1000	1000	1000	- 0,48	1305	Legend (X)	1990	2010	2010	+ 0,15	1317	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1319	Chen	138	138	138	+ 0,86
1304	C.N.E. 1988	1000	1000	1000	- 0,48	1306	Legend (Y)	2000	2020	2020	+ 0,15	1318	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1320	Chen	138	138	138	+ 0,86
1305	C.N.E. 1989	1000	1000	1000	- 0,48	1307	Legend (Z)	2010	2030	2030	+ 0,15	1319	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1321	Chen	138	138	138	+ 0,86
1306	C.N.E. 1990	1000	1000	1000	- 0,48	1308	Legend (A)	2020	2040	2040	+ 0,15	1320	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1322	Chen	138	138	138	+ 0,86
1307	C.N.E. 1991	1000	1000	1000	- 0,48	1309	Legend (B)	2030	2050	2050	+ 0,15	1321	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1323	Chen	138	138	138	+ 0,86
1308	C.N.E. 1992	1000	1000	1000	- 0,48	1310	Legend (C)	2040	2060	2060	+ 0,15	1322	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1324	Chen	138	138	138	+ 0,86
1309	C.N.E. 1993	1000	1000	1000	- 0,48	1311	Legend (D)	2050	2070	2070	+ 0,15	1323	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1325	Chen	138	138	138	+ 0,86
1310	C.N.E. 1994	1000	1000	1000	- 0,48	1312	Legend (E)	2060	2080	2080	+ 0,15	1324	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1326	Chen	138	138	138	+ 0,86
1311	C.N.E. 1995	1000	1000	1000	- 0,48	1313	Legend (F)	2070	2090	2090	+ 0,15	1325	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1327	Chen	138	138	138	+ 0,86
1312	C.N.E. 1996	1000	1000	1000	- 0,48	1314	Legend (G)	2080	2100	2100	+ 0,15	1326	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1328	Chen	138	138	138	+ 0,86
1313	C.N.E. 1997	1000	1000	1000	- 0,48	1315	Legend (H)	2090	2110	2110	+ 0,15	1327	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1329	Chen	138	138	138	+ 0,86
1314	C.N.E. 1998	1000	1000	1000	- 0,48	1316	Legend (I)	2100	2120	2120	+ 0,15	1328	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1330	Chen	138	138	138	+ 0,86
1315	C.N.E. 1999	1000	1000	1000	- 0,48	1317	Legend (J)	2110	2130	2130	+ 0,15	1329	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1331	Chen	138	138	138	+ 0,86
1316	C.N.E. 2000	1000	1000	1000	- 0,48	1318	Legend (K)	2120	2140	2140	+ 0,15	1330	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1332	Chen	138	138	138	+ 0,86
1317	C.N.E. 2001	1000	1000	1000	- 0,48	1319	Legend (L)	2130	2150	2150	+ 0,15	1331	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1333	Chen	138	138	138	+ 0,86
1318	C.N.E. 2002	1000	1000	1000	- 0,48	1320	Legend (M)	2140	2160	2160	+ 0,15	1332	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1334	Chen	138	138	138	+ 0,86
1319	C.N.E. 2003	1000	1000	1000	- 0,48	1321	Legend (N)	2150	2170	2170	+ 0,15	1333	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1335	Chen	138	138	138	+ 0,86
1320	C.N.E. 2004	1000	1000	1000	- 0,48	1322	Legend (O)	2160	2180	2180	+ 0,15	1334	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1336	Chen	138	138	138	+ 0,86
1321	C.N.E. 2005	1000	1000	1000	- 0,48	1323	Legend (P)	2170	2190	2190	+ 0,15	1335	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1337	Chen	138	138	138	+ 0,86
1322	C.N.E. 2006	1000	1000	1000	- 0,48	1324	Legend (Q)	2180	2200	2200	+ 0,15	1336	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1338	Chen	138	138	138	+ 0,86
1323	C.N.E. 2007	1000	1000	1000	- 0,48	1325	Legend (R)	2190	2210	2210	+ 0,15	1337	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1339	Chen	138	138	138	+ 0,86
1324	C.N.E. 2008	1000	1000	1000	- 0,48	1326	Legend (S)	2200	2220	2220	+ 0,15	1338	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1340	Chen	138	138	138	+ 0,86
1325	C.N.E. 2009	1000	1000	1000	- 0,48	1327	Legend (T)	2210	2230	2230	+ 0,15	1339	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1341	Chen	138	138	138	+ 0,86
1326	C.N.E. 2010	1000	1000	1000	- 0,48	1328	Legend (U)	2220	2240	2240	+ 0,15	1340	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1342	Chen	138	138	138	+ 0,86
1327	C.N.E. 2011	1000	1000	1000	- 0,48	1329	Legend (V)	2230	2250	2250	+ 0,15	1341	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1343	Chen	138	138	138	+ 0,86
1328	C.N.E. 2012	1000	1000	1000	- 0,48	1330	Legend (W)	2240	2260	2260	+ 0,15	1342	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1344	Chen	138	138	138	+ 0,86
1329	C.N.E. 2013	1000	1000	1000	- 0,48	1331	Legend (X)	2250	2270	2270	+ 0,15	1343	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1345	Chen	138	138	138	+ 0,86
1330	C.N.E. 2014	1000	1000	1000	- 0,48	1332	Legend (Y)	2260	2280	2280	+ 0,15	1344	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1346	Chen	138	138	138	+ 0,86
1331	C.N.E. 2015	1000	1000	1000	- 0,48	1333	Legend (Z)	2270	2290	2290	+ 0,15	1345	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1347	Chen	138	138	138	+ 0,86
1332	C.N.E. 2016	1000	1000	1000	- 0,48	1334	Legend (A)	2280	2300	2300	+ 0,15	1346	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1348	Chen	138	138	138	+ 0,86
1333	C.N.E. 2017	1000	1000	1000	- 0,48	1335	Legend (B)	2290	2310	2310	+ 0,15	1347	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1349	Chen	138	138	138	+ 0,86
1334	C.N.E. 2018	1000	1000	1000	- 0,48	1336	Legend (C)	2300	2320	2320	+ 0,15	1348	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1350	Chen	138	138	138	+ 0,86
1335	C.N.E. 2019	1000	1000	1000	- 0,48	1337	Legend (D)	2310	2330	2330	+ 0,15	1349	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1351	Chen	138	138	138	+ 0,86
1336	C.N.E. 2020	1000	1000	1000	- 0,48	1338	Legend (E)	2320	2340	2340	+ 0,15	1350	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1352	Chen	138	138	138	+ 0,86
1337	C.N.E. 2021	1000	1000	1000	- 0,48	1339	Legend (F)	2330	2350	2350	+ 0,15	1351	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1353	Chen	138	138	138	+ 0,86
1338	C.N.E. 2022	1000	1000	1000	- 0,48	1340	Legend (G)	2340	2360	2360	+ 0,15	1352	Sanofi	580	580	580	+ 2,74	1354	Chen	138	138	138	+ 0,86
1339	C.N.E. 2023	1000	1000	1000	- 0,48	1341	Legend (H)	2350	2370	2370	+ 0,15												

صلى الله عليه وسلم

32 • Mercredi 20 avril 1988 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les réactions à l'assassinat d'Abou Jihad.	8 M. Mitterrand a trouvé ses marques et ses relais.	22 Polynésie française : le « roi de Tupai » en prison.	15 Architecture : polémique pour l'aménagement du parc de Passy.	25 Charbonnages de France reste déficitaire.	Abonnements 2	• Tous les sondages TELIO
4 Les affrontements entre l'Iran et les États-Unis dans le Golfe.	9 Le fonctionnement de la campagne du PS.	— Ensisheim : les détenus ont réintégré la centrale dévastée.	— Arts : la mort de Louise Nevelson.	27 Les ministres des Douze réunis à Luxembourg.	Carnet 24	• Jeux
5 Fin de la rencontre entre le gouvernement du Nicaragua et la Contra.	10 Un entretien avec Pierre Bousset.	24 Jean-Paul II plaide pour la liberté de conscience des catholiques ukrainiens.	16 La disparition de Pierre Desproges.	28 La recherche d'un accord d'orientation à l'égard des syndicats.	Loto 14	• Abonnés vous
6 L'Espagne et le Portugal invités à rejoindre l'UEO.	11 Reportage : le mensonge de Marseille.	— Communication.	— « Digressions », par Bernard Frank.	30-31 Marchés financiers.	Météorologie 18	• ABO
					Mois croisés 18	Actualité internationale. Bourse.
					Radio-télévision 18	Campus. Telemarket. FNAM.
					Spéculations 17	3616 Taper LEMONDE

Prochaine rencontre entre M. Barre et M. Chirac

M. Barre et M. Chirac pourraient se rencontrer en tête-à-tête avant le premier tour de l'élection présidentielle. Le principe d'un tel entretien avait été retenu lors de leur dernier entretien le 26 mars dernier au domicile parisien du député du Rhône. Les deux candidats de campagne des deux candidats et les dirigeants du RPR et de l'UDF étudient également les modalités de la concertation qu'ils établiront entre eux dès le dimanche 24 avril.

La grève à la RATP entraîne peu de perturbations

Le trafic était peu perturbé, le mardi 19 avril au matin, à la RATP, à la suite du mot d'ordre de grève — pouvant aller de deux heures à vingt-quatre heures — lancé par la CGT. Par ce mouvement, la CGT entend protester contre la révocation d'un machiniste du dépôt de Nanterre et les incidents, ayant entraîné une intervention de la police, qui s'y sont déroulés le 14 avril.

Pour le métro et le RER, la CGT avait appelé à des arrêts de travail de deux heures à la fin de chaque service. Le 19 avril au matin, le trafic était, selon la direction, normal tant dans le RER que dans le métro. Sur la ligne 10 (Austerlitz-Boulogne), le trafic n'était assuré qu'à 60 % jusqu'à 7 h 30, mais il est ensuite redevenu normal. Des perturbations un peu plus fortes risquaient de se produire entre 11 heures et 12 heures, 17 heures et 18 heures et après 23 heures.

Le mot d'ordre de la CGT était de vingt-heures pour les autobus. Mais le 19 avril au matin le trafic était assuré à 91 %, y compris au dépôt de Nanterre. C'est au dépôt de Lebrun dans le treizième arrondissement de Paris que le mouvement était le plus suivi (trafic assuré à 72 %).

Le numéro du « Monde » daté 19 avril 1988 a été tiré à 562 830 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 650 F VESTONS 1 460 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur mesure UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES **LEGRAND Tailleur** 27, rue de la République, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE

Une année de septembre 88 à juin 89. Débutants et avancés de 18 à 40 ans — Côté 25 mai — Doc. contre 3 timbres

CEPEP 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre 47.46.08.18 ou 47.22.94.94.

DANS LE NUMÉRO DU 15 AVRIL LE HAUT-PARLEUR PRÉSENTE

AU BANC D'ESSAIS 18 LECTEURS DE C.D. À MOINS DE 3 000 F

LES NOUVEAUTES DU SALON INTERNATIONAL SON ET VIDEO

LE LECTEUR DE DISQUES AUDIO ET VIDEO CLD 1050 PIONEER

PAR 15 DE CHAQUE MOIS

ISRAËL : il était bien « Ivan le Terrible »

John Demjanjuk est déclaré coupable de « crimes contre l'humanité »

JÉRUSALEM de notre correspondant

John Demjanjuk était « Ivan le Terrible », bourreau du camp de la mort de Treblinka, et il est coupable de « crimes contre l'humanité », de « crimes de guerre ». Ainsi en a jugé, lundi 18 avril, le président du tribunal de Jérusalem, à l'issue d'un procès de quatorze mois, au terme de treize heures de délibérations, et après avoir lu un procès-verbal de quatre cents pages détaillant ce verdict « scrupuleusement pesé ».

Dans la salle du Palais des congrès, les quelque deux cent cinquante personnes présentes — dont des rescapés de Treblinka, où les nazis exterminèrent plus de huit cent cinquante mille juifs — applaudirent à tout rompre. Mais le président, l'astérisseur juge Dov Levin, imperturbable, plus soucieux d'affirmer « de dire le droit » que de céder à l'émotion, a imposé le calme. Le premier grand procès à s'être tenu en Israël pour crime contre l'humanité depuis la pendaison d'Adolf Eichmann, il y a près d'un quart de siècle, s'est terminé dans la sérénité.

Le coupable risque la peine de mort ou la prison à vie, mais la sentence ne sera pas rendue avant lundi prochain. Toute la journée, le box des accusés est resté vide. John Demjanjuk (soixante-seize ans) s'est fait excuser ; il est resté dans sa cellule pour « mal de dos », et cette absence qui ressemble à de l'indifférence résume ce que fut la ligne de défense de l'accusé durant ces quatorze mois : ce procès n'est pas le sien, il n'a pas et n'a jamais été « Ivan le Terrible ».

John Demjanjuk est cet Ukrainien enrôlé dans l'armée rouge au début de la guerre, blessé en Crimée en mai 1942, puis fait prisonnier par les Allemands, selon l'accusation, en furent un auxiliaire des SS à Treblinka. À la fin de la guerre, il vit dans des camps pour personnes déplacées jusqu'à son émigration aux États-Unis en 1952. Il y mena durant trente ans l'existence paisible d'un modeste mécanicien. Il est « repéré » au début des années 80 et perd sa citoyenneté américaine pour avoir fait de fausses déclarations lors de sa demande de naturalisation. Israël réclame son extradition en 1983 et l'obtient trois ans plus tard. C'est la première fois que l'État hébreu demande ainsi l'expulsion d'un criminel de guerre réfugié aux États-Unis. Le procès de John Demjanjuk commença en février 1987.

Il porte sur moins de quatre années, sur la période allant de juillet 1942 à 1945. C'est à cette époque que sévit à Treblinka (Pologne) un auxiliaire des SS appelé « Ivan le Terrible », chargé de mettre en marche les moteurs des chambres à gaz. Mais, outre cette « mission », l'homme surveillait aussi l'entrée des « mourants », s'y distinguant par un comportement particulièrement sadique : viol, tortures, assassinats, abus sexuels, à coups de tuyaux de fer, de femmes et d'enfants qui n'avaient plus qu'une demi-heure à vivre.

Quatorze mois de débats

La défense, assurée par un avocat israélien, Mr Yoram Scheffelt, n'a pas contesté l'existence du « monstre », mais s'est efforcée de prouver que ce ne pouvait pas être John Demjanjuk. Si l'accusé, n-elle fait valoir, a bien été détenu par les Allemands en 1942, il fut ensuite contraint de servir dans une division ukrainienne, constituée par les nazis dans la ville autrichienne de Graz, puis de rejoindre l'« armée Vlasov », qui combattit pour le Reich sur le front de l'Est.

Quatorze mois de débats tour à tour très techniques — sur les méthodes d'authentification des documents — ou bouleversants — quand des rescapés seront appelés à témoigner — ont convaincu le tribunal du contraire. Unanimes, le président Levin et les deux autres magistrats ont résumé, lundi, en trois points le « faisceau de preuves » qui, disent-ils, ne souffrent « aucune contestation ».

Les témoignages des rescapés d'abord. Que ceux-ci aient été interrogés à partir de photos prises à des époques différentes, ou qu'ils soient venus à la barre observer l'homme à la silhouette épaisse, tassé dans le box des accusés, ils n'eurent pas d'hésitation : c'est bien « Ivan le Terrible ». « Ils ont témoigné sans précipitation, sans désir de revanche, calmement », dira le juge

ALAIN FRACHON.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 avril

Effritement

Six mois jour pour jour après le krach d'octobre, la séance a démarré mardi sur un léger recul. Dans le sillage de Wall Street, la place parisienne perdait durant les premiers échanges 0,5 %. Parmi les valeurs en hausses figuraient BP France (+ 6,5 %), la SCOA (+ 4 %), l'Institut Mérieux (+ 3 %), Essilor (+ 2,5 %), Electronique Serge Dassault (+ 2,3 %) et Europe 1 (+ 2,3 %).

PUBLICATION JUDICIAIRE

Déclaration d'absence Cabinet de Maître ROUCH Henri, avocat, 9, rue Marbeuf - 75008 PARIS. Mme Mireille VERNET, veuve VALENT, a déposé au Tribunal de grande instance de Paris une requête afin de faire déclarer l'absence de son mari.

Mme Cécile VERNET, née le 15 janvier 1921 à Nice (06), disparue en 1956, de son dernier domicile, sis à PARIS (75), 239, bd Saint-Germain.

Le mouvement Black War revendique l'attentat contre un huissier. — Le mouvement Black War, dont les objectifs sont proches de ceux d'Action directe, a revendiqué, lundi 18 avril, l'attentat dirigé la veille contre l'étude de Mr Claude Thomson, huissier, rue Tiquetonne à Paris, et qui causa de graves brûlures à deux habitants de l'immeuble (le Monde du 19 avril). Depuis décembre 1985, Black War avait déjà revendiqué huit attentats commis à Paris, mais dont aucun n'avait fait de victime corporelle.



Son chef, Thierry Coué 21, rue François I - Face Europe 1 Réservations : 47.20.15.63

Sur le vif

A bientôt, Desproges

Non mais, qu'est-ce qui se passe, là-haut ? A quoi vous jouez ? Le Bon Dieu s'ennuie, c'est ça ? Alors, à fait venir à lui — passez me voir dans mon bureau — tous nos amuseurs, les uns après les autres ? Et pas n'importe lesquels, les meilleurs. Le Luron, Coluche... Et puis, hier, ce commémoré : Pierre Desproges est mort d'un cancer. Et comment, non ? Oui, plutôt. Le hasard ? J'y crois pas. Quand le destin frappe aussi souvent et aussi fort, il doit y avoir une raison que le raisonnement ignore.

Ce matin, à la télé, on lui rendait hommage. A Desproges. Un sketch. Cherchez l'intrus : tumeur ? chimiothérapie ? Schwarzzenberg ? avenir ? Je le regardais, bouleversé. Je ne pouvais pas m'empêcher de me demander s'il le savait, à ce moment-là, qu'il était bon pour le grand voyage, qu'il allait rejoindre les copains. Rien, on ne voyait rien ! Il était génial, ce mec. Imperturbable, impénétrable, d'une impertinence si pénétrante qu'il n'avait pas besoin d'allumer le voyant d'un sourire pour provoquer l'éclat de rire. Ce mec qui

bousculait et qui fait travailler sur l'absurdité des tabous, des clichés. Ce n'est pas l'air, comme ça, mais il fallait — avec quelle maîtrise ! — le même métier que nous ici. C'était — le Luron et Coluche par exemple — le roi des journalistes. Un journaliste multi-médias, capable de court-circuiter, jour après jour, l'actualité. Il suffisait d'un mot, et hop ! les plombs sautaient, le déjantait. Noir, l'humour. Là, ça y est, on y voit clair. Enfin !

Et pas que l'actualité, la vie, la mort, tout ça. La mort, cette mort, c'est sa façon aussi ! A force de la courir, de la relancer, de la chercher, de la chercher, il l'a trouvée. La gare. Ça n'a pas tardé. Elle s'est envolée de sa rappeler à notre mauvais souvenir : je vous la prends, lui aussi. Faites pas cette tête d'enterrement. Vous n'allez pas vous mettre à chialer. Vous le retrouverez, avec pas peur !

Bon, bon, alors, au revoir, Desproges, bravo, merci et à bientôt.

CLAUDE SARRAUTE.

Au Salon du livre : les anniversaires d'Actes Sud et de Corti

Editeurs à taille humaine

Dans le monde de l'édition comme ailleurs, un anniversaire offre une bonne occasion de réunir et de compter ses amis. Montrer sa bonne santé et sa vigueur n'est pas non plus inutile quand menacent la morosité d'un côté et les puissants groupes éditoriaux de l'autre. Lien très public, le Salon du livre est un cadre idéal pour ce genre de festivités. Actes Sud et José Corti, qui n'ont en commun que d'être tous deux des éditeurs à taille humaine, ont chacun souligné leurs bonheurs.

Gestionnaire-avisé, Hubert Nysen préside, depuis 1978, aux destinées d'Actes Sud. Installé à Arles, il ne cultive aucun provincialisme et considère les Parisiens comme des frères. L'éditeur corti le reproche : la France ne publie pas assez par rapport à ses voisins, estime-t-il. La reprise, en 1987, des activités des éditions théâtrales Papiers et le renouvellement, cette année, de l'accord de diffusion conclu en 1981 avec les Presses universitaires de France (PUF), et dont les intéressés se déclarent fort satisfaits, témoignent, quoi qu'il en soit, de la bonne santé et de la maturité d'Actes Sud.

C'est dans les domaines étrangers qu'Hubert Nysen a pu manifester ses talents de découvreur. De Nina Berberova à Torgny Lindgren, et Stig Dagerman, de la littérature allemande aux lettres russes, scandinaves ou chinoises, il a su introduire auprès du public français plusieurs

auteurs de grande valeur. Actes Sud publie beaucoup (huit livres actuellement par mois, cinq cents titres en dix ans), trop, entend-on dire parfois. L'éditeur corti le reproche : la France ne publie pas assez par rapport à ses voisins, estime-t-il. La reprise, en 1987, des activités des éditions théâtrales Papiers et le renouvellement, cette année, de l'accord de diffusion conclu en 1981 avec les Presses universitaires de France (PUF), et dont les intéressés se déclarent fort satisfaits, témoignent, quoi qu'il en soit, de la bonne santé et de la maturité d'Actes Sud.

José Corti : ce nom évoque pour les amateurs tout un monde littéraire qui ne doit rien au tintamarre médiatique, à la publicité, ni aux suffrages grégaires. L'ombre de M. Corti, tassé au fond de sa bibliothèque de la rue de Médicis à Paris, s'est peu à peu évaporée, mais la relève avait été assurée du vivant même de l'éditeur. Bertrand Filladeux, héritier réel autant que spirituel de Corti, et quatre collaborateurs ont repris le flambeau, avec la volonté de maintenir l'esprit de la maison. La présence, pour la première fois, des éditions Corti au Salon, si elle n'est pas une révolution, est un événement : elle marque, à l'occasion du cinquantenaire anniversaire, le désir d'entretenir un peu la maison vers l'extérieur.

L'histoire des éditions Corti est si riche qu'elle devrait trouver un jour un chroniqueur scrupuleux comme le fut Pierre Assoline racontant le destin de Gaston Gallimard. C'est en 1938 que José Corti, compagnon des surréalistes, édite ses premiers livres sous son nom. Cette première année s'ouvre Albert Béguin, Julien Gracq (qui attachera son nom, avec une fidélité sans faille, à celui de Corti), les œuvres complètes de Lautréamont et l'essai de Bachelard sur ce dernier. Le pil de la qualité est pris. On tentera, avec un bon taux de réussite, de rester près de ces hauteurs.

Pour marquer le cinquantenaire de la maison, Bertrand Filladeux a publié de mini-ci un volumineux et provocateur ouvrage de Pierre Cheysson deux volumes, les *Aventures de la poésie* (donnant José Corti en défense) et prépare pour la fin de l'année un catalogue raisonné des publications de la maison.

PATRICK KÉCHICHIAN.

MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.

46 900 F HT
Macintosh II 1M.o. disque dur interne 40 M.o.
1 lecteur interne, clavier étendu
+ écran DIMENSION 19 pouces monochrome
+ carte vidéo haute résolution IC Products.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 17 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.03

MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.